

Toulouse croquée par la presse étrangère

Courrier

I N T E R N A T I O N A L

www.courrierinternational.com

N° 728 du 14 au 20 octobre au 2004 - 3 €

ETATS-UNIS Élections J -19



TURQUIE Plus dure sera l'Union

ISRAËL Après Taba, les analyses

Il était temps !

CLIMAT Ce que le protocole de Kyoto va changer

DERRIDA

Hommages et critiques



AFRIQUE CFA : 2 200 FCFA - ALLEMAGNE : 3,20 €
AUTRICHE : 3,20 € - BELGIQUE : 3,20 € - CANADA : 5,50 \$CAN
DOM : 3,80 € - ESPAGNE : 3,20 € - EU : 4,75 \$US
GB : 2,50 £ - GRECE : 3,20 € - IRLANDE : 3,20 € - ITALIE : 3,20 €
JAPON : 700 ¥ - LUXEMBOURG : 3,20 € - MAROC : 25 DH
PORTUGAL CONT. : 3,20 € - SUISSE : 5,80 FS - TUNISIE : 2,600 DTU

M 03183 - 728 - F: 3,00 €



CETTE SEMAINE DANS COURRIER INTERNATIONAL

ABC 266 800 ex., Espagne, quotidien. Journal monarchiste et conservateur depuis sa création en 1903. *ABC* a un look un peu désuet unique en son genre : une centaine de pages agrafées, avec une grande photo à la une.

THE AGE 230 000 ex., Australie, quotidien. Fondé en 1854 et toutes ses dents, dures de préférence. A Melbourne, rivale intellectuelle, artistique et financière de Sydney. *The Age* fait autorité. Très australo-australien, plutôt culturel, il s'aventure parfois sur le terrain international.

AKSAM 800 000 ex., Turquie, quotidien. "Le Sorcier", version turque de *France-Soir*, a commencé à distribuer de la soupe en poudre et des cuillères à café avant de se lancer dans la promotion de téléviseurs.

HA'ARETZ 80 000 ex., Israël, quotidien. Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919. "Le Pays" est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens.

ASHARQ AL-AWSAT 200 000 ex., Arabie Saoudite, quotidien. "Le Moyen-Orient" se présente lui-même comme le "quotidien international des Arabes". Présidé par le prince saoudien Salman, frère du roi, il connaît depuis 1990 un succès croissant au Moyen-Orient et dans le Maghreb.

BIRGUN 30 000 ex., Turquie, quotidien. "Un Jour" a été lancé en 2004 grâce à des fonds réunis par un groupe d'intellectuels turcs. Situé clairement à gauche, le titre est proche de la sensibilité des Verts européens.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR 125 000 ex., Etats-Unis, quotidien. Publié à Boston mais lu "from coast to coast", cet élégant tabloïd est réputé pour sa couverture des affaires internationales et le sérieux de ses informations nationales.

CORRIERE DELLA SERA 715 000 ex., Italie, quotidien. Fondé en 1876, sérieux et sobre, le journal a su garder son indépendance, mais sans se démarquer d'une ligne quelque peu progressivementale.

THE DAILY STAR 15 000 ex., Liban, quotidien. "L'Etoile quotidienne" est le premier quotidien en langue étrangère au Liban. Indépendant et bien documenté, il publie régulièrement des articles de la presse anglo-saxonne.

THE ECONOMIST 838 000 ex., Royaume-Uni, hebdomadaire. Véritable institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, l'hebdomadaire se définit comme étant d'"extrême centre".

L'EVENEMENT 8 000 ex., Burkina Faso, mensuel. Créé en 2001 par une équipe ayant animé *L'Indépendant* de Norbert Zongo, après sa disparition, en 1998, *L'Evénement* fait du droit à l'information son credo.

FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW <http://www.feer.com/>, 101 000 ex., Chine (Hong Kong), hebdomadaire. Ce magazine, fondé en 1946 et propriété du groupe américain Dow Jones, a été l'observateur privilégié des mutations de l'Asie.

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG 394 000 ex., Allemagne, quotidien. Fondée en 1949 et menée par une équipe de 5 directeurs, la *FAZ*, conservatrice et libérale, est un outil de référence dans les milieux d'affaires allemands.

THE FRIDAY TIMES 60 000 ex., Pakistan, hebdomadaire. Se définissant comme "audacieux, indépendant et sérieux",

le magazine dirigé par Najam Sethi, continue à mener son combat pour la liberté d'expression. **GRIST** <http://www.gristmagazine.com>, Etats-Unis. Fier de refuser toute publicité, ce site suit l'actualité de l'environnement aux Etats-Unis. Il se veut impertinent et humoristique, mais propose aussi des articles de fond sérieux et informatifs.

THE GUARDIAN 400 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. Le *Manchester Guardian* and *Evening News* a été fondé en 1921. Ayant quitté le nord de l'Angleterre pour Londres, *The Guardian* garde à son programme l'indépendance, la qualité et la gauche.

AL HAWAT 110 000 ex., Arabie Saoudite (siège à Londres), quotidien. "La Vie" est sans doute le journal de référence de la diaspora arabe et la tribune préférée des intellectuels de gauche ou des libéraux arabes qui veulent s'adresser à un large public.

L'HEBDO 50 500 ex., Suisse, hebdomadaire. "Ouvrir la Suisse romande sur le monde", tel est le pari de cet hebdo aéré et percutant. Un regard hérité et critique sur le national et l'international.

THE INDEPENDENT 216 500 ex., Royaume-Uni, quotidien. Créé en 1986, il s'est fait une belle place dans le paysage médiatique. Il se démarque par son engagement proeuropéen, ses positions libertaires sur des problèmes de société et son illustration photographique.

THE INDEPENDENT ON SUNDAY 221 000 ex., Royaume-Uni, journal du dimanche. Créé en 1990, c'est la version dominicale du grand quotidien *The Independent*. Il propose des articles orientés sur des problèmes de société.

THE IRISH TIMES 119 000 ex., Irlande, quotidien. Fondé par des protestants, et aujourd'hui dirigé par des catholiques, *The Irish Times* est à l'Irlande ce que *Le Monde* est à la France : le journal dit de référence.

KOMMERSANT 114 000 ex., Russie, quotidien. L'un des bons quotidiens moscovites, des informations sur tous les sujets, avec une dominante économique, des articles souvent plus courts et plus percutants que ceux de ses confrères.

LOS ANGELES TIMES 1 000 000 ex., Etats-Unis, quotidien. 500 g par jour, 2 kg le dimanche, une vingtaine de prix Pulitzer : le géant international de la côte Ouest. Créé en 1881, sa solide réputation de sérieux et de qualité lui assure une audience nationale. Le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays.

MAARIV 150 000 ex., Israël, quotidien. Créé en 1948 à la veille de la création de l'Etat d'Israël, "Le Soir" appartient à la famille Nimrodi. Ce quotidien, couramment classé très à droite, marie populisme, analyse rigoureuse et débat.

MAIL & GUARDIAN 30 000 ex., Afrique du Sud, hebdomadaire. Fondé en 1985, l'ancien *Weekly Mail* n'a plus d'attache avec le grand patronat libéral. Résolument à gauche, il milite pour une Afrique du Sud plus tolérante.

NEW STATESMAN 23 000 ex., Royaume-Uni, hebdomadaire. Depuis sa création, en 1913, ce forum de la gauche indépendante est réputé pour le sérieux de ses analyses et la férocité de ses commentaires.

NEWSWEEK 3 000 000 ex., Etats-Unis, hebdomadaire. Le regard des Etats-Unis sur le monde. Avec sa diffusion internationale de 4 millions d'exemplaires, le rapide et professionnel *Newsweek* utilise l'actualité pour révéler les tendances du monde contemporain.

NIHON KEIZAI SHIMBUN 3 000 000 ex. (édition du matin) et 1 665 000 ex. (édition du soir), Japon, quotidien. Par la diffusion, le "Journal économique du Japon" est sans conteste le plus important quotidien économique du monde.



EL NUEVO HERALD 95 000 ex., Etats-Unis, quotidien. Fondé en 1977, le journal est une véritable référence pour la communauté latino-américaine de Miami. C'est le deuxième titre hispanophone le plus lu aux Etats-Unis.

OUTLOOK 250 000 ex., Inde, hebdomadaire. Créé en octobre 1995, le titre est très vite devenu l'un des hebdomas de langue anglaise les plus lus en Inde. Il se démarque d'*India Today*, l'autre grand hebdo indien, par ses positions nettement libérales. L'édition en hindi a été lancée en octobre 2002.

EL PAÍS 440 000 ex. (777 000 ex. le dimanche), Espagne, quotidien. Né en mai 1976, six mois après la mort de Franco, "Le Pays" est une institution en Espagne. Le plus vendu des quotidiens d'information générale appartient au groupe de communication PRISA.

PHNOM PENH POST 20 000 ex., Cambodge, bimensuel. Fondé en juillet 1992, ce journal anglophone est animé par une équipe de journalistes cambodgiens expatriés. Le titre a révélé de nombreuses affaires de corruption et de violations des droits de l'homme, ce qui lui a valu des ennuis avec les autorités.

AL QUDS AL-ARABI 50 000 ex., Royaume-Uni, quotidien. "La Jérusalem arabe" est l'un des trois grands quotidiens panarabes édités à Londres. Toutefois, contrairement à ses confrères *Al Hayat* et *Asharq al-Awsat*, il n'est pas détenu par des capitaux saoudiens.

LA REPUBBLICA 650 000 ex., Italie, quotidien. Née en 1976, *La Repubblica* se veut le quotidien de l'élite intellectuelle et financière du pays. Le titre affiche sa sympathie pour les Démocrates de gauche (ex-Parti communiste).

ROLLING STONE 1 250 000 ex., Etats-Unis, bimensuel. Créé en 1967, *Rolling Stone* a été le creuset du nouveau journalisme américain. De ces colonnes sont sorties de grandes plumes comme Tom Wolfe ou Hunter S. Thompson, le prêtre du "Gonzo journalism".

AL SHAAB 30 000 ex., Egypte, quotidien. "Le Peuple" est l'organe du Parti du travail, un parti politique égyptien qui, dès 1986, a pris une orientation politique islamiste de type djihadiste. Virulent à l'égard du pouvoir égyptien, d'Israël et de l'Occident, il fut suspendu pour quelques mois en 2000.

SISA JOURNAL 100 000 ex., Corée du Sud, hebdomadaire. Le "Journal de l'actualité", indépendant et centriste, a été lancé en 1989. Son lectorat, surtout citadin et diplômé, apprécie la rigueur de ses analyses des problèmes sociaux et de la vie politique du pays.

IL SOLE 24 ORE 410 000 ex., Italie, quotidien. Le journal de référence en matière économique de l'autre côté des Alpes. Austère, il n'en est pas moins extrêmement bien informé.

DER SPIEGEL 1 000 000 ex., Allemagne, hebdomadaire. Un grand, très grand magazine d'enquêtes, supérieurement documenté et agressivement indépendant. Un tantinet francophone par ailleurs...

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG 400 000 ex., Allemagne, quotidien. Sur la Bavière, peu réputée pour son progressisme, règne pourtant "le journal intellectuel du libéralisme de gauche allemand".

TECHNOLOGY REVIEW 92 000 ex., Etats-Unis, paraît toutes les six semaines. Née en 1899,

la revue est installée sur le campus du célèbre MIT (Massachusetts Institute of Technology). C'est le magazine des ingénieurs, scientifiques et hommes d'affaires intéressés par les nouvelles tendances technologiques.

LE TEMPS 53 000 ex., Suisse, quotidien. Né de la fusion, en 1998, du *Nouveau Quotidien* et du *Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne*, *Le Temps*, quotidien francophone, est aussi diffusé en Suisse allemandique. Tourné vers l'Europe, il veut être le lieu de tous les débats qui agitent le pays.

TERCUMAN 120 000 ex., Turquie, quotidien. Propriété de Nazli Ilıcak, épouse du propriétaire aujourd'hui décédé du *Tercüman* des années 1970 et ancienne députée du Parti de la vertu (Fazilet, islamiste). Marqué à droite, *Tercüman* accueille néanmoins des plumes venues d'autres horizons.

EL TIEMPO 250 000 ex., Colombie, quotidien. Créé en 1911, c'est le plus important des journaux de Bogotá, considéré comme un des phares de la presse latino-américaine. Libéral, informé et bien écrit, il propose aussi des cahiers supplémentaires (le dimanche) et des revues (*Panorama*).

LA VANGUARDIA 205 000 ex., Espagne, quotidien. "L'Avant-Garde" a été fondée en 1881 à Barcelone par la famille Godó, qui en est toujours propriétaire. Le quatrième quotidien du pays en termes de diffusion est le numéro un en Catalogne, juste devant *El Periódico de Catalunya*.

TO VIMA 20 000 ex. (140 000 ex. le dimanche), Grèce, quotidien. L'influence de "La Tribune" dépasse largement sa diffusion. Ses éditoriaux et ses pages culturelles sont très lus. *To Vima* appartient au groupe Lambrakis.

AL WAFD 50 000 ex., Egypte, quotidien. Organe du parti politique historique égyptien *Al Wafd* (La Délégation), ce quotidien créé en 1984 se veut le média de l'opposition libérale, même s'il est de plus en plus tenté par le nationalisme, voire l'islamisme.

DIE WELT 208 000 ex., Allemagne, quotidien. "Le Monde", porte-drapeau des éditions Springer, est une sorte de *Figaro* à l'allemande. Très complet dans le domaine économique.

YEDIOT AHARONOT 400 000 ex., Israël, quotidien. Créé en 1939, "Les Dernières Informations" appartient aux familles Mosès et Fishman. Il marie un sensationnalisme populiste à un journalisme d'investigation et de débats passionnés.

YENI SAFAK 60 000 ex., Turquie, quotidien. "La Nouvelle Aurore" est proche du Parti de la justice et du développement (AKP) de Tayyip Erdogan, Premier ministre et islamiste "renouveau". Montrant un islamisme modéré, le journal adopte parfois le ton agressif de cette personnalité.

Pour en savoir plus

LE GUIDE MONDIAL DE LA PRESSE EN LIGNE

Retrouvez une présentation détaillée des 500 principaux journaux de la planète et de leurs sites Internet. Ce guide est un outil obligé pour qui s'intéresse à la presse internationale et pratique grâce à son CD-ROM. Vous pouvez vous le procurer auprès de la boutique du *Monde* au 01 42 17 29 85 au prix de 6,50 euros.

Edité par **Courrier international SA**, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : Le Monde Publications internationales SA
Directoire : Philippe Thureau-Dangin, président, directeur de la publication : Chantal Fangleur
Conseil de surveillance : René Gabriel, président : Gilles de Courtrion, vice-président : Bruno Patino ; Eric Pillaux ; Sylvia Zappi
Dépôt légal : octobre 2004 - Commission paritaire n° 0707/C82101
ISSN n° 1 154-516 X - Imprimé en France / Printed in France

RÉDACTION

64-68, rue du Dessous-des-Berges, 75647 Paris Cedex 13
Téléphone 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01
Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02
Site web www.courrierinternational.com Courriel courrier@wayfr

Directeur de la rédaction Philippe Thureau-Dangin
Assistante Dalila Bounekta (16 16)

Rédacteurs en chef Sophie Cherardi (16 24), Bernard Kapp (16 98)
Rédacteurs en chef adjoints Odile Conseil (16 27), Isabelle Lauze (édition, 16 54)
Chef des informations Claude Leblanc (16 43)
Rédacteur en chef Internet Marco Schütz (16 30)
Rédactrice en chef technique Nathalie Pingaud (16 25)
Directrice artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31)

Europe de l'Ouest Anthony Bellanger (chef de service, Royaume-Uni, Portugal, 16 59), Gian-Paolo Accardo (Italie, 16 08), Isabelle Lauze (Espagne, 16 54), Danièle Renon (chef de rubrique, Allemagne, Autriche, Suisse allemandique, 16 22), Léa de Chalvron (Finlande), Guy de Faramond (Suède), Philippe Jacqué (Irlande), Alexia Kafalas (Grèce, Chypre), Nathalie Pade (Danemark, Norvège), Mehmet Koksai (Belgique), Wineke de Boer (Pays-Bas) France Pascale Boyen (chef de rubrique, 16 47), Eric Maurice (16 03) Europe de l'Est Miklos Matyassy (chef de service, Hongrie, 16 57), Laurence Haby (chef de rubrique, Russie, ex-URSS, 16 79), Iwona Ostapkowicz (Pologne, 16 74), Sophie Chergui (Etats baltes), Andrea Culcea (Roumanie, Moldavie), Kamelia Konakchieva (Bulgarie), Larissa Kolevets (Ukraine), Marko Kravos (Slovenie), Ilda Mara (Albanie, Kosovo), Miro Miceksi (Macédoine), Zbynek Sebor (Tchéquie, Slovaquie), Marija Filipovic (Serbie-et-Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Iouri Tkatchev (Russie)

Amériques Jacques Froment (chef de service, Etats-Unis, Canada, 16 32), Christine Léveque (chef de rubrique, Amérique latine), Eric Maurice (Etats-Unis, Canada, 16 03), Anne Proenza (Amérique latine, 16 76), Marianne Niosi (Canada), Paul Jurgens (Brésil) Asie Hidenobu Suzuki (chef de service, Japon, 16 38), Agnes Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Claude Leblanc (Japon, Asie de l'Est, 16 43), Ingrid Therawt (Asie du Sud, 16 51), Marion Girault-Rime (Australie, Pacifique), Elisabeth D. Inandji (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Hemal Store-Shringla (Asie du Sud), Kazuhiko Yatabe (Japon) Moyen-Orient Marc Saghie (chef de service, 16 69), Nur Dolay (Turquie, Caucase), Pascal Fenaux (Israël), Guissou Jahangiri (Iran, Afghanistan, Asie centrale), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe), Pierre Vanrie (Moyen-Orient) Afrique Pierre Cherrau (chef de service, 16 29), Chawki Amari (Algérie), Anais Charles-Dominique (Afrique du Sud) Débat, livre Isabelle Lauze (16 54) Economie Catherine André (chef de service, sciences, technologie Olivier Blond (chef de rubrique, 16 80) Insolites, tendance Claire Maupas (chef de rubrique, 16 60) Epices & saveurs, Iis et elles ont dit Iwona Ostapkowicz (16 74)

Site Internet Marco Schütz (rédacteur en chef, 16 30), Eric Glover (chef de service, 16 40), Anne Collet (documentaliste, 16 58), Philippe Randrianarimanana (16 54), Hoda Saïby (16 35), Patrick Van-The (webmaster, 16 82), Julien Didiel (développement)

Agence Courrier Sabine Grandadam (chef de service, 16 97), Caroline Marcellin (16 62) Traduction Raymond Clarinard (chef de service, anglais, allemand, roumain, 16 77), Nathalie Amargier (russe), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Ngoc-Dung Phan (anglais, vietnamien), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Marie-Françoise Monthiers (japonais), Mikage Nagahama (japonais), Marie-Christine Perraut-Poll (anglais, espagnol), Olivier Ragesol (anglais, espagnol), Danièle Renon (allemand), Mélanie Sinou (anglais, espagnol)

Révision Elisabeth Berthou (chef de service, 16 42), Pierre Bancel, Philippe Czerepak, Fabienne Gérard, Philippe Planche

Photographies, illustrations Pascal Philippe (chef de service, 16 41), Lise Higham (16 10), Lidwine Kervella (16 21), Cathy Remy, assistés d'Agnes Mangin (16 91) Maquette Marie Vareon (chef de service, 16 67), Catherine Doutey, Nathalie Le Dréau, Gilles de Obaldia, Denise Scudeller Cartographie Thierry Gauthé (16 70) Infographie Catherine Doutey (16 66), Emmanuelle Anquetil (colorisation) Calligraphie Michio Yamamoto

Informatique Denis Scudeller (16 84)

Documentation, service lecteurs Iwona Ostapkowicz 33 (0)1 46 46 16 74, du lundi au vendredi de 15 heures à 18 heures

Fabrication Jean-Marc Moreau (chef de fabrication, 16 49) Impression, brochure : Maury 45191 Malesherbes. Routage : France-Routage, 71183 Croissy-Beaubourg

Ont participé à ce numéro Gilles Berton, Doreen Bodin, Aurelle Boissière, Marianne Bonneau, Bérandère Cagnat, Régine Cavallaro, Alexandre Cheuret, Fabienne Costa, Valéria Dias de Abreu, Jean-Luc Favreau, Timais Gentil, Sandra Grangeray, Steve Gregory, Jui-Jung Hsiang, Aude Lafitte, Françoise Liffan, Telesphore Ngonga, Jean-Christophe Pascal, Franziska Simon, Isabelle Laidière, Emmanuel Tronquart

ADMINISTRATION - COMMERCIAL

Directrice administrative et financière Chantal Fangleur (16 04), Assistante : Nolwenn Hrymszyn-Paris (16 99), Contrôle de gestion : Stéphanie Davoust (16 05), Comptabilité : 01 42 17 27 30, fax : 01 42 17 21 88

Relations extérieures Anne Thomass (responsable, 16 44), assistée d'Olivier Bio (16 73)

Diffusion Le Monde SA, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, tél. : 01 42 17 20 00. Directeur commercial : Jean-Claude Harmignies. Responsable publications : Brigitte Billard. Abonnements : Marianne Brédard, Sabine Gude-Jalbot. Direction des ventes au numéro : Hervé Bonnaud. Chef de produit : Franck-Olivier Torro (38 58), fax : 01 42 17 21 40

Publicité Le Monde Publicité SA, 17, boulevard Poissonnière, 75002 Paris, tél. : 01 73 02 69 30, courriel : <ckoch@publicat.fr>. Directeur général : Stéphane Corre. Directeur de la publicité : Alexis Pazarat, tél. : 01 40 39 14 01. Directrice adjointe : Lydie Spaccarotella, tél. : 01 73 02 69 31. Direction de la clientèle : Karine Epelele, tél. : 01 73 02 69 32. Chefs de publicité : Stéphanie Jordan, tél. : 01 73 02 69 34 ; Hedwige Thaler, tél. : 01 73 02 69 33. Exécution : Géraldine Doyotte, tél. : 01 40 39 13 40. Publicité internationale : Renaud Presse, tél. : 01 42 17 38 75. Etudes : Audrey Linton (chargée d'études), tél. : 01 40 39 13 42

Publicité site Internet : i-Régie, 16-18, quai de Loire, 75019 Paris, tél. : 01 53 38 46 63. Directeur de la publicité : Arthur Millet. <amillet@i-regie.com>

SERVICES

Accueil (16 00) Adresse abonnements Courrier international Service abonnements, 60646 Chantilly Cedex. Abonnements et relations clientèle Téléphone depuis la France : 0 825 000 778 ; de l'étranger : 33 (0)3 44 31 80 48. Fax : 03 44 57 56 93. Courriel : <abo@courrierinternational.com> Changement d'adresse et suspension d'abonnement 0 825 022 021 Commande d'anciens numéros Boutique du Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris. Tél. : 01 42 17 27 78 Modifications de services ventes au numéro, réassorts Paris 0 805 05 01 47, province, banlieue 0 805 05 0146

Courrier international (USPS 013-465) is published weekly by Courrier international SA at 1320 route 9, Champlain N. Y. 12919. Subscription price is 199 \$ US per year. Periodicals postage paid at Champlain N. Y. and at additional mailing offices. POSTMASTER: send address changes to Courrier international, c/o Express Mag., P.O. BOX 2769, Plattsburgh, N. Y., U.S.A. 12901 - 0239. For further information, call at 1 800 363-13-10.

Ce numéro comporte un encart Abonnement jeté sur une partie du tirage et un encart *Inroquptibles* jeté sur une partie des abonnés.

Offre spéciale d'abonnement

Bulletin à retourner sans affranchir à :
Courrier international
Libre réponse 41094
60506 CHANTILLY CEDEX
Pour joindre le service abonnements, téléphonez au 0 825 000 778

Offre valable jusqu'au 31-12-2004. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service abonnements. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs sauf si vous cochez la case ci-contre.

Je désire profiter de l'offre spéciale d'abonnement (52 numéros + 4 hors-séries), au prix de 106 € au lieu de 176 € (prix de vente au numéro), soit près de 40 % d'économie. Je recevrai mes hors-séries au fur et à mesure de leur parution.

Je désire profiter uniquement de l'abonnement (52 numéros), au prix de 94,50 € au lieu de 150 € (prix de vente au numéro), soit près de 37 % d'économie. Tarif étudiant (sur justificatif) : 79,50 €. (Pour l'Union européenne : 138 € frais de port inclus /Autres pays : nous consulter.)

Voici mes coordonnées : Nom et prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : Téléphone :

E-mail :

Je choisis mon moyen de paiement :

Par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Par carte bancaire N°

Expire fin : / /

Date et signature obligatoires :

en couverture

CLIMAT Il était temps !

Avec la décision russe de ratifier le protocole de Kyoto, l'accord international sur la lutte contre le réchauffement de la planète devrait enfin entrer en vigueur en 2005. Il y avait urgence : les premiers effets du réchauffement se font sentir sur toute la planète. Certains estiment qu'il est déjà trop tard pour enrayer le grand dérèglement climatique annoncé ; d'autres soutiennent que nous avons les outils pour lutter. Encore faut-il que tout le monde joue le jeu, des Chinois aux Américains, principaux émetteurs de gaz à effet de serre.

pp. 54 à 60

◀ Septembre 2004, le cyclone Jeanne sur la côte de Floride.



RUBRIQUES

- 4 ■ les sources de cette semaine
- 6 ■ l'éditorial Mieux que la politique du pire, par Philippe Thureau-Dangin
- 6 ■ l'invité
Juan José Tamayo, *El País*, Madrid
- 6 ■ le dessin de la semaine
- 6 ■ courrier des lecteurs
- 9 ■ à l'affiche
- 9 ■ ils et elles ont dit
- 68 ■ voyage Oman, reflets dans un œil noir
- 70 ■ littérature PRIX NOBEL 2004
Elfriede Jelinek, magistral auteur dramatique
- 71 ■ insolites
Du rifici chez les archevêques

D'UN CONTINENT À L'AUTRE

- 10 ■ france DOSSIER RÉGIONS Toulouse... avec plaisir !
- 17 ■ europe DOSSIER TURQUIE Plus dure sera l'union
Admise en deuxième division • A L'Europe maintenant de se regarder en face • Autant être clair : l'Europe ne veut pas de nous • L'adhésion affaiblira l'islam • Vu de Grèce : "Ya que du bon !" • Vu d'Allemagne : un chamboulement historique • Qui veut de la Turquie ? ROYAUME-UNI Une exécution mise en scène pour choquer l'opinion publique J'ACCUSE Blair responsable de la mort de Ken Bigley ITALIE Les immigrés, citoyens et otages de deuxième catégorie BIÉLORUSSIE Loukachenko joue la carte du complot international PRESSE Sous la botte du président IRLANDE L'intégration par le sport
- 25 ■ amériques ÉLECTIONS AMÉRICAINES La droite religieuse pourrait bien arbitrer le scrutin • Pour quel parti penche votre voisin ? <Fundrace.org> a la réponse • Nader empêtré dans des parrainages frauduleux • Les jeunes iront voter, mais pour qui ? • Inscriptions en masse COLOMBIE L'inquiétant pouvoir politique des paramilitaires ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS Le scandale de corruption qui secoue l'OEA MEXIQUE Les dinosaures du PRI sont de retour CUBA - ÉTATS-UNIS Voyages raréfiés, compagnies aériennes étranglées
- 34 ■ asie INDE La guérilla séparatiste gronde en Assam AUSTRALIE Carte blanche aux conservateurs CORÉE DU SUD La chasse aux ex-collaborateurs du Japon



Des rappers vraiment pas machos p. 52



Oman, le royaume du kitsch p. 68

est ouverte **INDONÉSIE** L'ombre menaçante de la drogue **CAMBODGE** Lifting diplomatique avec la Thaïlande

42 ■ **moyen-orient** **IRAK** A qui appartient donc la ville de Kirkouk ? **OPINION** L'Irak n'est pas le Japon

45 ■ **afrique** **BURKINA FASO** Le président Compaoré plus isolé que jamais **KENYA** Prix Nobel de la paix 2004 : une personnalité controversée **SOUDAN** La rébellion du Darfour se radicalise **DIPLOMATIE** Parler bedouit, oui

ENQUÊTES ET REPORTAGES

38 ■ **dossier** Israël-Egypte : après les attentats Shalom Sinai, et au revoir • Une déclaration de guerre contre Moubarak • L'Égypte n'est pas un allié fiable • Les délires de la presse égyptienne • Arrêtons cette paranoïa arabe ! • La vraie bête noire de Tel-Aviv : Téhéran

48 ■ **portrait** La grande gueule de Fox News Plus de 2 millions d'Américains regardent chaque soir Bill O'Reilly sur la chaîne de Rupert Murdoch. Brutal et dogmatique, il sert la cause de Bush avec une redoutable efficacité.

50 ■ **enquête** Les ailes coupées de Tempelhof Les nazis l'ont construit, les avions américains l'ont rendu célèbre pendant le blocus de 1948-1949. Mais la ville de Berlin a décidé de fermer son aéroport mythique.

Sur RFI Retrouvez l'émission *Retour sur info*, animée par Hervé Guillemot. Cette semaine : "Tempelhof : un joyau de l'architecture nationale-socialiste en péril", avec Danièle Renon, de *CI*, et Barbel Moser, chef de la rédaction allemande de RFI. Cette émission sera diffusée sur 89 FM le samedi 16 octobre à 19 h 40 et le dimanche 17 octobre à 15 h 40 puis disponible sur <www.rfi.fr>.

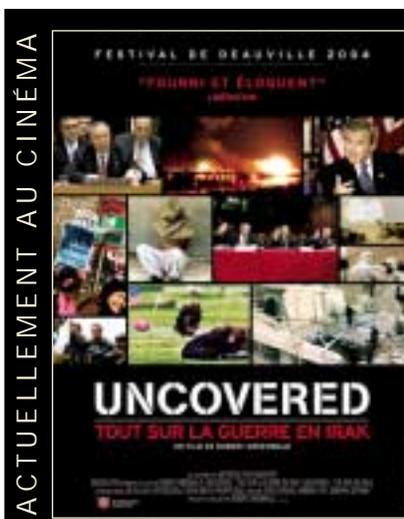
52 ■ **reportage** Des rappers contre le machisme Au Brésil, les groupes de rap les plus connus font campagne pour changer les mentalités.

54 ■ **en couverture** Climat : Il était temps ! Avec la décision russe de ratifier le protocole de Kyoto, l'accord international sur la lutte contre le réchauffement de la planète devrait enfin entrer en vigueur en 2005.

INTELLIGENCES

63 ■ **économie** **AUTOMOBILE** Seat revient sur sa politique de délocalisation **MONDIALISATION** Les paradis fiscaux sous la loupe des fiscalistes ■ **la vie en boîte** Être maman (ou papa), ça rend meilleur au travail

66 ■ **philosophie** **JACQUES DERRIDA** Hommages et critiques de la presse étrangère



CONCOURS DES LYCÉENS

Pour participer **CONNECTEZ-VOUS** sur <courrierinternational.com> RUBRIQUE **événements**



Mieux que la politique du pire



Les attentats de Taba, en Egypte, sont un nouveau coup de maître du réseau Al Qaida. Car, sans avoir demandé beaucoup de moyens, ils ont à la fois endeuillé Israël, touché l'Egypte et affaibli son économie, et ce faisant ils ont visé un pays ami et un pays allié des Etats-Unis. On lira dans notre dossier (pp. 38-41) les différentes réactions israéliennes et égyptiennes. Du côté du Caire, c'est peu dire que les journaux se montrent indifférents, quand ils ne sont pas haineux, à l'égard de l'Etat hébreu. La paix signée par Sadate et Begin est bien loin, et deux Intifada l'ont réduite aux acquêts, rien de plus. Dans ce climat pourtant difficile, Ariel Sharon veut aller de l'avant dans sa stratégie de désengagement de Gaza. On sait que, parallèlement, l'armée israélienne mène des opérations d'une rare violence dans cette mince bande de terre autrefois sous contrôle égyptien (déjà plus de 320 morts, dont 40 % de civils). Rendre la bande de Gaza, la majorité des militants du Likoud est contre, tout comme une grande partie de l'électorat israélien, chauffée par les colons. Ariel Sharon, qui n'oublie pas son engagement initial travailliste, a donc choisi de louvoyer. D'un côté, son conseiller et bras droit, Dov Weisglas, assure dans une interview à *Ha'aretz* : "La signification du plan de désengagement présenté par Ariel Sharon, c'est un gel du processus de paix. Le concept même d'Etat palestinien est effacé de notre agenda politique." De l'autre, le porte-parole d'Ariel Sharon assure que la "feuille de route" (vers la paix) est toujours d'actualité. D'un côté, on cherche à désamorcer la montée de l'extrême droite en disant tout le mal que l'on peut des Palestiniens et en n'évoquant jamais la question des réfugiés et de Jérusalem ; de l'autre, on compte toujours sur les travaillistes pour voter le plan de désengagement. Car Ariel Sharon, malgré un vote négatif sur cette question le 11 octobre, présentera le 25 son plan de désengagement unilatéral à la Knesset : il aura alors besoin du "filet de sécurité", proposé par les travaillistes Shimon Pérès, Haïm Ramon et consorts. Et, une fois voté, le plan sera certainement mis en œuvre plus vite que prévu. Ce n'est ni de la grande politique, ni une politique généreuse, mais c'est tout de même mieux que la politique du pire.

Philippe Thureau-Dangin

l'invité

Juan José Tamayo, *El País*, Madrid

Jamais depuis les années 1980, lors de l'adoption des lois sur le divorce et la dépénalisation de l'avortement, et au cours de la "guerre des cathédrales", la haute hiérarchie catholique espagnole n'avait fait preuve d'une telle agressivité à l'égard d'un gouvernement issu des urnes. Voilà qu'elle remet ça depuis quelques mois, et surtout depuis la rentrée, en réaction à l'annonce de certaines lois liées à l'enseignement de la religion à l'école et à la vie de couple [assouplissement du divorce et possibilité de mariage et d'adoption pour les homosexuels]. Plus on monte dans la hiérarchie de l'Eglise, plus grossières sont les attaques contre le gouvernement. Le cardinal Julián Herranz, président du Conseil pontifical pour les textes législatifs et membre de l'Opus Dei, accuse les socialistes de "laïcisme agressif" et de "fondamentalisme laïc". D'autres sont allés encore plus loin, tel l'archevêque de Pampelune et vice-président de la Conférence épiscopale espagnole, Fernando Sebastián, pour qui la future législation sur le divorce est plus permissive qu'un "contrat de location", ou encore le secrétaire général et porte-parole de la Conférence épiscopale espagnole, Juan Antonio Martínez Camino, qui a qualifié de "virus" et de "fausse monnaie" la légalisation des mariages homosexuels. L'évêque de Jerez, Juan del Río, a dénoncé la "phobie religieuse" du gouvernement – qui, à l'en croire, tenterait "d'extirper les valeurs de la culture catholique des cœurs et des esprits des nouvelles générations". Du langage aux faits il y a un pas, et la hiérarchie catholique l'a franchi en appelant à la mobilisation contre des lois qui n'ont même pas encore été débattues au Parlement. Quel "délit" a donc commis ce gouvernement ? Celui d'exercer son droit constitutionnel à soumettre des lois sur les sujets cités, destinées à être débattues au Parlement, lieu où réside la souveraineté populaire. Après huit ans de gouvernement du Parti populaire – qui consultait la hiérarchie catholique et négociait même préalablement avec elle les textes soumis au Parlement –, les évêques semblent avoir oublié les principes les plus élémentaires de la démocratie : le pouvoir n'émane pas de Dieu, mais réside dans le peuple ; l'exécutif gouverne par la volonté populaire ; les députés débattent et font les lois en vertu du mandat qu'ils ont reçu des citoyens, et non de leur credo religieux. Par leur attitude, la hiérarchie catholique et les organisations qui gravitent autour d'elle démontrent qu'elles sont coupées des réalités culturelles et politiques. Elles apportent des réponses du passé à des questions du présent. De plus, elles se méfient de la démocratie, elles ont toujours une conception confessionnelle de la politique et ont du mal à admettre la laïcité de l'Etat et la sécularisation de la société. Une institution comme l'Eglise catholique, qui a joué un rôle si important durant la transition de la dictature à la démocratie, ne peut pas dilapider son capital politique et religieux de concorde comme elle le fait aujourd'hui. Pour cela, il faut qu'elle modère ses déclarations et ses prises de position publiques. Sans quoi elle ne fera que s'éloigner encore davantage de la société, y compris des catholiques eux-mêmes, qui dans leur majorité sont acquis au jeu démocratique. La hiérarchie catholique est pleinement habilitée à participer au débat public sur toutes ces questions ; personne ne lui dénie ce droit. Mais elle doit le faire comme un interlocuteur parmi d'autres, sans recourir aux arguments de la révélation chrétienne, qui n'ont de valeur que pour les croyants, et sans en appeler à l'histoire, à la tradition ou à la majorité sociologique, mis en avant comme autant d'arguments décisifs. Nous vivons toujours sur deux mythes – celui d'une société majoritairement catholique et celui du pouvoir des évêques – jugés inhérents à l'organisation sociale. L'emprise de la hiérarchie catholique sur notre société est importante, et les politiques sont trop à l'écoute des évêques, dont ils espèrent qu'ils approuvent leur conduite ou, du moins, qu'ils ne la désapprouvent pas ouvertement. Et, lorsqu'ils se sentent réprochés, ils tendent à faire des concessions qui peuvent réduire l'autonomie de l'Etat. Et cela ne me paraît pas conforme à l'Etat laïc.

Mais de quoi se mêle l'Eglise ?



Juan José Tamayo, 58 ans, est titulaire de la chaire de théologie et de sciences des religions à l'université Carlos III de Madrid. Collaborateur régulier des pages Opinion d'*El País*, ce théologien catholique progressiste n'est pas en odeur de sainteté au Vatican.

LE DESSIN DE LA SEMAINE

Des cas de fraude ont été observés lors de l'élection présidentielle en Afghanistan. Mais, dans l'ensemble, ce scrutin s'est déroulé sans incident majeur. Les résultats définitifs ne devraient être connus que dans quinze jours, mais l'élection du président sortant Hamid Karzai apparaît d'ores et déjà acquise.

Dessin de Hachfeld paru dans *Neues Deutschland*, Berlin.



Chaque jour, retrouvez un nouveau dessin d'actualité sur www.courrierinternational.com

COURRIER DES LECTEURS

Baricco et la guerre

D. Galeterne, <jeancor@aol.com>

La pépite d'Alessandro Baricco (*Relire l'Iliade en temps de guerre*, *CI* n° 727, du 7 octobre 2004), toute de finesse, de lucidité et d'espoir, n'est peut-être pas assez sauvage. Peut-être que la guerre nous renvoie aussi à notre origine de proie prédatrice, contrainte de mobiliser toute sa force, tous ses réflexes, tous ses dons d'observation, toute sa ruse, toute son intelligence tactique, toute sa réflexion stratégique contre l'adversaire le plus valeureux et le plus dangereux, le plus terrifiant sur terre : notre semblable. Peut-être nous renvoie-t-elle aussi à l'esprit de sacrifice pour protéger les nôtres ou leur apporter plus, avec l'appui sans réserve de nos compagnons. Peut-être que rien n'équivaut à ce dépassement parce que la mort est au bout, en cas d'échec. Peut-être donne-t-elle seule l'occasion de réfléchir, comme Achille, aux regrets et aux remords que la victoire même ne pourra effacer.

Sur les procès de Battisti

Cesare Martinetti, correspondant de *La Stampa* à Paris

Le titre "Il faut un second procès pour Cesare Battisti" de l'intervention du juriste Mario Chiavario dans *La Stampa* que vous avez reprise dans *CI* n° 723, du 9 septembre 2004, est faux à double titre. Tout d'abord, *La Stampa* ne dit pas qu'il faut un autre procès mais qu'on peut discuter de l'hypothèse de réformer la procédure judiciaire italienne car elle ne prévoit pas un nouveau jugement pour les condamnés par contumace. Ensuite, dans le cas où on lui ferait un nouveau procès, ce ne serait pas le second car les accusations contre Cesare Battisti ont été examinées au cours de quatre procès : en cour d'assises, en cour d'appel, en Cour de cassation qui a partiellement annulé la sentence et, enfin, en cour d'appel qui a établi la sentence finale. Si Battisti devait être de nouveau jugé, ce serait le cinquième et non le second procès.

Etats-Unis Contre Bush en chansons

En Cisjordanie, à Gaza et en Israël, le rap palestinien, expression de la frustration, de la colère et du désespoir, est en pleine ascension. Aux Etats-Unis, un mouvement underground embryonnaire regroupant des rappeurs et des maîtres de cérémonie arabes-américains politisés commence à se faire connaître. A sa tête, un certain Iron Sheikh [Cheikh de Fer], âgé de 26 ans. De son vrai nom Will Youmans, il est d'origine palestinienne et vit à Oakland, en Californie. Son nom de scène, il l'a emprunté à une star du catch iranien des années 1980, qui jouait sur le cliché du méchant moyen-oriental et était connu pour son redoutable étranglement surnommé l'"Etreinte du chameau". Son nouvel album, très attendu, doit sortir le jour de l'élection présidentielle, ce qui vaut à Iron Sheikh un certain battage médiatique.

Les attentats du 11 septembre 2001 et toutes leurs conséquences – la montée des préjugés et des sentiments antiarabes aux Etats-Unis, la guerre en Irak et les violences meurtrières de la seconde Intifada, s'ajoutant au soutien sans faille de Washington envers l'Etat hébreu – ont largement donné de quoi rapper à Iron Sheikh.

Youmans est né et a grandi à Dearborn, dans le Michigan, qui abrite une importante communauté arabe-américaine. S'il ne parle pas arabe, il a été nourri de culture arabe, écoutant par exemple Oum Kalsoum depuis son enfance. Sa mère vient de Nazareth ; son père est, selon ses propres termes, "un Blanc". C'est lui qui lui a acheté ses premières cassettes des Beatles, et l'a emmené à un concert de Public Enemy, ce groupe de la fin des années 1980 qui défendait l'activisme social.



WILL YOUMANS, alias Iron Sheikh, 26 ans. Ce rappeur américano-palestinien milite en paroles et en musique pour que sa communauté retrouve sa fierté. Son album *Yet We Remain*, qui sortira le 2 novembre, s'en prend violemment à l'administration Bush.

C'est en se rendant chez ses grands-parents, citoyens israéliens de Nazareth, à 17 ans, que Youmans a véritablement ouvert les yeux sur le plan politique – il y a compris, dit-il, que ses grands-parents étaient des citoyens de deuxième classe. Là-bas, il avait "constamment le sentiment d'être inférieur".

A l'université du Michigan, Youmans a acquis de solides connaissances sur la question palestinienne, qu'il intègre désormais à ses textes. Dans *Yet We Remain*, son prochain album, il lance : "Alors Israël refuse le retour/Parce que l' caractère ethnique de l'Etat est en jeu/Moi je croyais qu'on nous avait appris/Qu'une nation a pas le droit à la discrimination/surtout quand elle a la démo-

cratie pour orientation." Mais s'il fait du rap depuis l'adolescence, Youmans se considère désormais "d'abord comme un activiste. Le hip-hop est un moyen de faire passer mes idées". Il lui paraît essentiel de s'adresser en particulier aux jeunes Arabes-Américains.

Il y a peu encore, Youmans enseignait les sciences politiques dans une université publique, avant de prendre un congé pour boucler *Yet We Remain*. Il participe par ailleurs activement au lancement d'une campagne exigeant que les Etats-Unis interrompent leur soutien financier à Israël. Iron Sheikh se produit dans des festivals, des salles de concert municipales, des établissements scolaires dans les centres-villes, mais il s'est également rendu l'an dernier au Caire, où il a pu rapper à la mairie. Ses derniers morceaux parlent du malheur des Palestiniens, de l'administration Bush et de Fox News, qu'il se fait un malin plaisir de critiquer. Dans *Low Expectations*, il déclare : "Nous notre président c'est de la blague, mais ça me fait pas rire/Car ce taré-là a causé un bain de sang/Nous notre président c'est de la blague, mais c'est lui qui nous gouverne." Il veut que la communauté arabo-américaine, souvent en butte à la méfiance, retrouve sa fierté. Il aborde des thèmes graves, et ses paroles impitoyables font mouche. Mais il sait qu'à se montrer trop sérieux il risque de perdre une partie de son public. D'où des textes comme *Neo-Con Luv Song* (*Chanson d'amour pour les néocons*), qui allègent quelque peu le contenu : "Condoleezza comment j'te kiffe pas/Dick Cheney c'est ouf comme tu m'plais/Wolfowitz, avec toi j'rêve de blitz/et Dubya c'est tout sauf de la daub'yo !"

Olivia Snaije, *The Daily Star* (extraits), Beyrouth

PERSONNALITÉS DE DEMAIN

KRYSTYNA FELDMAN

Jamais trop tard



Cette figure moustachue cache une femme. Dans le film *Mój Nikifor* [Mon Nikifor], réalisé par Krzysztof Krauze, cette actrice polonaise de 84 ans interprète le rôle-titre.

Aujourd'hui connu, reconnu et largement copié, Nikifor était un peintre naif de Krynica, dans le sud de la Pologne, handicapé, analphabète et renfermé sur lui-même, qui a vécu dans la misère et l'incompréhension. Pour son premier grand rôle au cinéma, Krystyna Feldman a enthousiasmé la critique. "Elle crée un de ces monstres géniaux du cinéma qui sont au-delà des clivages sociaux", écrit *Gazeta Wyborcza*. Née à Lwow dans une famille d'acteurs, la comédienne, dont la carrière a débuté en 1937, est très connue dans son pays pour ses nombreuses apparitions dans des seconds rôles au cinéma, au théâtre et à la télévision. "Tout le monde se souvient de ses prestations de mégère, de femme de ménage, de bigote, de virago généralement dotée d'un bon fond", détaille le quotidien polonais. De cette femme très secrète, on sait en fait peu de choses, si ce n'est que son héros s'appelle Jean-Paul II et que son principal regret est de n'avoir pas joué avec lui dans sa jeunesse, quand il n'était que Karol Wojtyła et pratiquait le théâtre en amateur.

SUNALINI MENON

Couleur café



Difficile de passer inaperçue quand on est la première et la seule goûteuse de café en Asie. Sunalini Menon est une véritable personnalité en Inde où, après des études de

technologie alimentaire à Madras, elle a été la première femme à rejoindre le Comité national pour le café à la fin des années 1970. En 1996, forte d'une expérience acquise lors de voyages aux quatre coins du monde, elle a pris la tête de Coffee Lab, une entreprise de Bangalore qui évalue et certifie la qualité des crus indiens. "Nous sommes sans conteste le premier laboratoire privé qui se consacre à un sujet aussi éphémère que l'évaluation organoleptique d'un café. Nous offrons d'ailleurs toute une gamme de services, depuis la graine jusqu'au nectar fumant dans la tasse. Et, grâce aux ateliers que nous conduisons, je partage ainsi les connaissances que j'ai accumulées durant trente ans de carrière comme goûteuse." A travers Coffee Lab, Menon a déjà créé plusieurs nouveaux crus et entend développer le goût du petit noir ou du cappuccino dans un pays connu pour son attachement au *chai* (thé). Pour elle, les qualités essentielles d'un goûteur sont la précision gustative, la concentration et l'expérience. "Il suffit d'une gorgée. Je reconnais même les odeurs les plus discrètes", confie l'experte.

(D'après *The Hindu*, Madras)

ILS ET ELLES ONT DIT

PAUL WOLFOWITZ, secrétaire adjoint à la Défense américain



▲ Dessin de Smith.

■ Dogmatique

Principale faiblesse du vice-président américain Dick Cheney ? "Il ne peut pas être néoconservateur. Il n'est pas juif." (*Esquire*, New York)

MOHAMMED KAMARRUDIN,

Malaisien de 72 ans

■ Charmeur

"Je ne suis pas un play-boy. Simplement, j'aime bien regarder les belles femmes." Musulman, plusieurs fois divorcé, il vient de convoler en justes noces avec sa cinquante-troisième épouse, qui avait aussi été sa première. Son mariage le plus court n'a duré que quelques jours et le plus long, vingt ans. (*New Straits Times*, Kuala Lumpur)

MAREK BELKA, Premier ministre polonais

■ Impuissant

Interrogé sur son pronostic personnel concernant la croissance de l'économie polonaise pour l'année prochaine, il a répondu : "Ne me posez plus ce genre de question. Que suis-je, nom d'une pipe ? Une loterie, ou quoi ?" (*Przekrój*, Varsovie)

YOWERI MUSEVENI, président de l'Ouganda

■ Brutal

"Les mercenaires, il faut les tuer. C'est simple, ce n'est pas un problème." (*Mail & Guardian*, Johannesburg)

OLIVER BIERHOFF, directeur sportif de l'équipe d'Allemagne de football

■ Cinglant

"Qu'ils ferment leur gueule et se concentrent sur leurs activités spor-

tives !" Dopé par la victoire de l'Allemagne sur l'Iran (2-0), le gardien de but Jens Lehmann se verrait bien prendre la place de son rival Oliver Kahn lors de la Coupe du monde de 2006. Bierhoff tente de calmer le jeu. (*Frankfurter Rundschau*, Francfort)

AHMED AL-JOBORI, président de l'Office irakien de tourisme

■ Honnête

"Je comprends cette envie d'aventure. Mais l'Irak peut se révéler une destination sans retour." Avertissement aux touristes souhaitant se rendre dans son pays. (*BBC*, Londres)

ELIZABETH EDWARDS, épouse de John Edwards, colistier de John Kerry

■ Pointilleuse

"Z'étiez assis l'un à côté de l'autre au petit déjeuner de prière", a-t-elle

rappelé à Dick Cheney après le débat télévisé qui l'a opposé à John Edwards, durant lequel le vice-président a affirmé ne jamais avoir rencontré son adversaire. Si, à trois reprises, a précisé M^{me} Edwards. (*The New York Times*, New York)

SILVIO BERLUSCONI, président du Conseil italien

■ Envouté

"Muammar Kadhafi est le premier ami de l'Italie et un champion des libertés." Il a adressé cette flatterie au dictateur libyen à l'occasion de l'ouverture d'un pipeline reliant la Libye à la Sicile. (*Elaph*, Londres)



▲ Dessin de Roberto Perini, Rome.



■ Quatrième étape, après Lille, Rennes et Bordeaux, de la série de *Courrier international* consacrée aux grandes villes françaises, Toulouse se livre cette semaine aux regards de Montse Capdevila, correspondante en France du quotidien espagnol *El Periódico de Catalunya*, et d'Ajubel, dessinateur cubain.

■ A cette occasion, les lecteurs sont invités à rencontrer Philippe Thureau-Dangin, directeur de la rédaction de *Courrier international*, et Marie Varéon, chef du service maquette, jeudi 14 octobre, au forum de la Fnac Wilson de Toulouse, de 17 h 30 à 19 heures, pour une discussion libre autour de l'actualité internationale, du fonctionnement du journal, des choix de la rédaction...

Toulouse... avec plaisir !

Ici, notables, étudiants et ingénieurs cohabitent pour faire vivre une cité dynamique. Mais, pour assurer son avenir, la ville se tourne vers l'Espagne et vers l'Europe.

COURRIER INTERNATIONAL
Paris

Quel immense plaisir que de succomber aux charmes d'une ville comme Toulouse, surtout quand elle vous accueille par une après-midi d'automne sous un magnifique soleil estival et dans l'atmosphère stimulante qui entoure le festival d'art contemporain, Le Printemps de septembre. Tandis que Paris se résigne à la grisaille* avec son Festival d'automne, à Toulouse, c'est un nouveau printemps qui débute. Comme le disent si bien les organisateurs de l'événement, Toulouse est par nature "dynamique, positive..." Mais, si elle ouvre grand les bras au visiteur, elle ne se livre pas au premier abord. Les Toulousains d'adoption vous le diront : c'est une ville qui se mérite.

La célèbre Ville rose porte bien son nom. Déclinant la brique et la terre cuite, son architecture tantôt somptueuse tantôt modeste renvoie des tonalités chaleureuses qui semblent déteindre jusque sur ses habitants. Et l'expression "avec plaisir" qui ponctue leurs conversations semble sincère.

De par mes origines catalanes, je me sens un peu chez moi ici. Rien d'étonnant à cela, puisque nous avons des liens familiaux et une longue histoire commune. En 1117, Toulouse et Barcelone se disputaient déjà le contrôle du Midi. L'Occitanie, sœur de la Catalogne, est le chaînon manquant entre l'Espagne et l'Italie. En fait, me suis-je dit, tout heureuse,

Toulouse, c'est Barcelone sans la mer ! A quoi un Toulousain a répliqué avec une pointe d'ironie : "Normal, puisqu'un Toulousain n'est jamais qu'un Catalan frustré."

Toulouse est tournée vers le sud, et ses intellectuels et notables reconnaissent volontiers qu'elle prend la Catalogne pour modèle. "Est-ce l'Espagne en toi qui pousse un peu sa corne ?" demandait Nougaro dans son hymne à Toulouse. Et, avant lui, Henri IV trouvait que "la ville [avait] encore de l'espagnol dans le ventre". Il est vrai que le côté ibérique de Toulouse revêt un poids historique particulier. Après la guerre civile espagnole, la ville est devenue la capitale de l'exil, puisque c'est ici que plus de 30 000 réfugiés se sont installés pour refaire leur vie. Ce qui explique la profusion de Pérez, de Lopez et de bars espagnols, mais aussi que le principal festival de cinéma espagnol se tienne à Toulouse et que l'université du Mirail soit le plus grand centre d'études hispaniques de l'Hexagone. Et, dans les rues de la ville, la langue que l'on entend le plus après le français est le castillan.

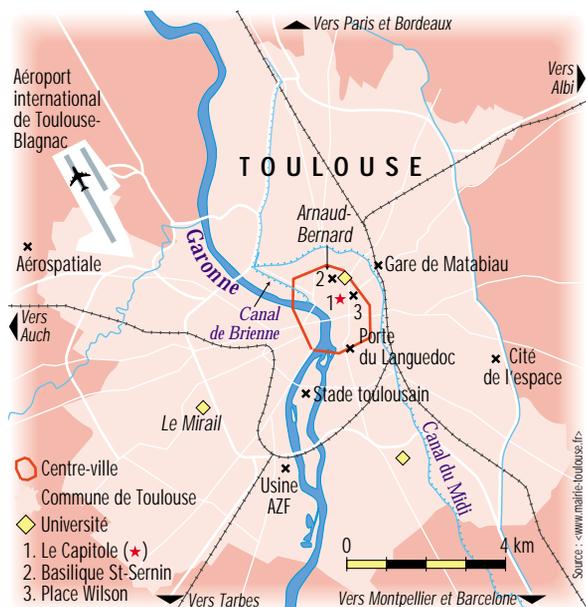
Toulouse est une ville moderne fourmillant de surprises et de contradictions, qui a sans doute grandi trop vite. Capitale de la région Midi-Pyrénées, elle est un pôle étudiant, une ville dynamique à la pointe des technologies aéronautiques : son industrie a reposé sur le Concorde, et aujourd'hui sur l'Airbus, les hélicoptères et les systèmes électroniques en tout genre. C'est également une ville sportive, passionnée de rugby. Plus qu'un

sport, c'est une véritable religion, et le Stade toulousain est à n'en pas douter beaucoup plus qu'un simple club.

Avec le chaleureux camaïeu de roses qui illumine ses immeubles et le bleu profond du ciel, Toulouse affiche d'emblée l'image d'une ville humaine et sympathique. Le fort accent de ses habitants devient une véritable marque de fabrique, fleurant bon le Sud. Mais le parler sec et une certaine arrogance dans le geste nous rappellent que nous sommes bien en France, et, quoiqu'elle s'en défende, l'élite toulousaine est française jusqu'au bout des ongles. La question identitaire est ici à fleur de peau. A tel point, d'ailleurs, qu'il existe une association nommée Les Toulousains de Toulouse, pour bien distinguer les vrais de vrais des néo-Toulousains, qui sont légion.

LA VILLE ROSE ATTIRE
LES GENS DU NORD

Le caractère toulousain s'est forgé au fil des siècles de l'histoire occitane avec les troubadours, la croisade contre les Albigeois et les cathares, jusqu'à l'époque où le comté de Toulouse a été incorporé dans le giron du royaume de France, en 1271. L'esprit toulousain se caractérise également par une appartenance fièrement assumée à la culture d'oc, qui puise ses racines dans la langue occitane, revendiquée par les contestataires des années 1970 et qui, bien que peu parlée, est aujourd'hui enfin enseignée dans les écoles. Pourtant, depuis trente ans, Toulouse exerce sur les gens du Nord une extraordinaire



DOSSIER



attraction. Depuis les années 1990, entre 10 000 et 15 000 personnes viennent chaque année s'établir dans la Ville rose et ses alentours. Aujourd'hui, un Toulousain sur quatre est originaire d'une autre région. Les Parisiens sont les plus sensibles à cette qualité de vie, qui associe les bons côtés de la vie provinciale à une activité culturelle qui n'a rien à envier à celle de la capitale.

Le patrimoine local et régional semble inépuisable. Les Toulousains sont d'ailleurs de fervents adeptes du tourisme culturel, qui, entre les Journées du patrimoine, les expositions, les musées et les festivals en tout genre, attire un public nombreux. La

ville a même vu apparaître un tourisme industriel centré sur Aérospatiale et sa Cité de l'espace, qui reçoit plus de 300 000 visiteurs par an. A quoi il faut ajouter un tourisme professionnel – ces congrès et salons qui joignent l'utile à l'agréable, à savoir de magnifiques installations et une gastronomie locale dont le succulent et sacro-saint *casoulet** n'est que la partie la plus visible. La célèbre *sau-cisse** de Toulouse sous toutes ses formes et les non moins délicieuses *chocolatines** figurent également en bonne place dans ce patrimoine culinaire riche de bien d'autres merveilles régionales : truffes, foie gras, cèpes, roquefort...

Actuellement, les boulevards animés sont en chantier. La construction d'une deuxième ligne de métro devrait désengorger un peu une circulation chaotique. La très touristique place Wilson, avec ses cinémas et ses terrasses, et, surtout, la rue Alsace-Lorraine pousseraient le visiteur le plus ascétique à s'abandonner aux délices du lèche-vitrines. Ce qui ne l'empêcherait pas de se laisser séduire par les magnifiques façades du XIX^e siècle aux proportions rigoureuses et aux belles cariatides. Toulouse a su préserver un équilibre délicat entre le culte du passé et l'élan vers l'avenir. La Garonne et les canaux du Midi et de Brieenne créent un paysage urbain à part. Le

fleuve donne son caractère à la ville, qui le lui rend bien. Une promenade le long de ses rives nous offre l'occasion de plonger dans l'Histoire. Une population était déjà implantée près du fleuve à l'époque de la conquête romaine. C'est à partir du XI^e siècle, avec les comtes de Toulouse, que l'Histoire commence à s'écrire. La cité se développe et prospère surtout grâce aux pèlerins qui font le chemin de Saint-Jacques et contribuent à l'édification de l'imposante basilique Saint-Sernin. Mais c'est au XV^e siècle que Toulouse connaît véritablement son âge d'or, grâce au commerce du pastel, plante dont le principe colorant bleu permit aux teinturiers d'édifier des fortunes colossales avec lesquelles ils bâtirent de magnifiques *hôtels Renaissance**, qui bordent aujourd'hui encore les belles artères de Toulouse.



■ **L'auteur**
Venue en France pour faire ses études, Montse Capdevila y est restée, collaborant à divers journaux et radios espagnols. Elle est actuellement correspondante à Paris du quotidien de Barcelone *El Periódico de Catalunya*.

Au XVIII^e siècle, confirmée dans son rôle de capitale juridique, Toulouse connaît une profonde mutation avec le développement du commerce et la construction des jardins de la Garonne, du canal de Brienne et de la porte du Languedoc. La Révolution française est bien accueillie, mais avec la création des départements la ville perd son statut de capitale régionale. Elle sombre dans une période de léthargie et laisse passer le train de la révolution industrielle. La guerre de 1914-1918 la réveille brutalement. L'usine Latécoère s'installe en 1917 et s'oriente rapidement vers la construction aéronautique, créant ainsi un pôle industriel qui drainera bientôt une multitude d'entreprises du secteur.

Désormais, grâce à Airbus et à l'électronique, Toulouse a largement rattrapé son retard industriel. Les notables locaux ne sont plus médecins et avocats, mais ingénieurs. Si cette ville riche et particulièrement éblouie par sa jeunesse, on y entend toujours la voix ►

POLITIQUE

La capitale d'une future grande eurorégion

■ Malgré le handicap que représente son enclavement – il faut encore près de cinq heures par train pour gagner Paris et sept heures de route pour Madrid –, Toulouse revendique le rôle de capitale française de la future grande eurorégion proposée par le président du gouvernement autonome catalan, Pasqual Maragall. Cette entité comprendrait la Catalogne, l'Aragon, la Navarre, le Pays basque, Valence et même les Baléares, du côté espagnol, et l'Aquitaine, la région Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon, du côté français. Il s'agit d'une association de régions partageant des affinités et des problématiques. Martin Malvy, le président socialiste de la région Midi-Pyrénées, est un fervent défenseur du projet. "Nous aurons à développer des projets communs et des coopérations plus fortes, explique-t-il. Si nous voulons les développer et si nous voulons être entendus à Bruxelles comme identité géographique, nous avons aussi intérêt à nous ressembler



pour le faire." De plus, Malvy voit "avec inquiétude la construction européenne se faire par un basculement vers l'Est. Nous avons donc besoin de recentrer et de dynamiser l'Ouest et le Sud européens." Ce fort intéressant projet sur le papier demeure du côté français un véritable casse-tête juridique. Car les régions françaises sont loin de disposer des mêmes compétences et des mêmes moyens que leurs homologues espagnoles, même si "cela n'a pas empêché les régions comme la nôtre de prendre place dans des secteurs où nous n'avons pas de compétences réglementaires", nuance Martin Malvy. Ainsi, Toulouse participe à des projets de coopération dans le secteur de la recherche. Pour ce qui est du problème juridique, on est en train de débloquer la situation dans le cadre de la Communauté de travail des Pyrénées*. La Commission européenne a d'ail-

leurs récemment proposé la création d'un groupement d'intérêts communautaires interrégionaux, qui pourrait jeter les bases de la future grande eurorégion. La concertation régionale et l'aide européenne devraient aussi être très positives pour le désenclavement. La dernière réunion de la Communauté de travail des Pyrénées a permis de développer des projets portés par plusieurs régions. Actuellement, la priorité interrégionale est la liaison TGV Bordeaux-Barcelone desservant Toulouse et Montpellier. Ce projet n'est aujourd'hui envisagé que par tronçons comme Bordeaux-Toulouse ou Toulouse-Narbonne, alors qu'il s'agit bien d'une liaison interrégionale et internationale. Afin qu'il ne soit plus aussi long de faire, en train, Toulouse-Bayonne que Toulouse-Paris. **Montse Capdevila, *Courrier international***

* Créée en 1983, cette association sans personnalité juridique cherche à promouvoir des solutions techniques dans des domaines comme les transports, l'agriculture, le tourisme, etc.

DOSSIER

► de l'expérience. Accueillant tout à la fois la plus ancienne académie du pays (l'Académie des jeux floraux) et la plus récente (l'Académie de l'air et de l'espace), c'est au crépuscule qu'elle révèle tous ses charmes. La fête fait partie intégrante de la culture et elle est par essence populaire et pleine de fougue. La musique et la *tchatche** empruntent à toutes les classes socioculturelles, voire à toutes les familles politiques.

Dans les années 1980, dans le quartier Arnaud-Bernard, les Fabulous Trobadors inaugurent un nouveau genre musical : un rap folklorique occitan sous la baguette du poète Claude Sicre. Sur l'autre rive du canal du Midi, dans la banlieue, une bande de copains militant en faveur de l'insertion sociale formera le groupe Zebda, qui recycle des grands titres du répertoire politique comme *Le Chant des partisans* pour animer les manifestations. Ils présentent aux municipales de 2001 la liste des Motivé-e-s, qui recueille près de 13 % des suffrages. Mais la mairie, installée au Capitole, ne se laisse pas conquérir aisément.

Le bâtiment doit son nom aux capitouls, à l'époque où, à la fin du XII^e siècle, le comte Raymond V a accordé son autonomie municipale à la ville et où les bourgeois ont pris le pouvoir. Les capitouls ont disparu pendant la Révolution, mais le pouvoir municipal est resté aux mains des notables. De là, peut-être, le fait qu'il soit si difficile de donner une étiquette politique à la Ville rose. Certains affirment que Toulouse a toujours eu le cœur à gauche et le Capitole à droite, ou, du moins, au centre. Un fin connaisseur de la vie toulousaine, qui préfère garder l'anonymat pour ne pas se faire d'ennemis, estime que le gauchisme de Toulouse est surtout un gauchisme de façade : "Il est indéniable

qu'il y a un foyer anarcho-syndicaliste historique et traditionnel très important, à l'origine de tout ce mouvement associatif qui est le sel de Toulouse et qui la rend si exceptionnelle. Mais il existe aussi un noyau conservateur très influent. Du coup, ces deux forces se neutralisent et le centrisme finit par l'emporter." Ce qui explique l'histoire d'amour que la ville a vécue pendant dix-huit ans avec son maire centriste Dominique Baudis et le fait que ce dernier ait pu imposer pour lui succéder un autre centriste chiraquien, Philippe Douste-Blazy [remplacé par Jean-Luc Moudenc lorsque Douste est devenu ministre].

LE CŒUR À GAUCHE,
LE CAPITOLE À DROITE

Malheureusement, toute ville a sa part d'ombre. Tout n'est pas rose à Toulouse. À l'heure du pastis, les gens évitent soigneusement les sujets qui fâchent, comme l'explosion de l'usine AZF, le 21 septembre 2001, à 10 h 17 exactement. Il s'agit sans doute de l'un des grands traumatismes qui ont marqué la société toulousaine, et pourtant beaucoup ne trouvent toujours pas les mots pour en parler. "Ce n'est pas vraiment cela, mais au bout de trois ans personne n'est fichu de nous dire exactement ce qui s'est passé et nous commençons à désespérer de connaître un jour la vérité", explique un patron de café qui a assisté à d'interminables disputes et débats entre ses clients.

Trois ans après la catastrophe, qui a fait officiellement 30 morts et plus de 2 000 blessés, deux clans sont apparus : les sinistrés et les anciens employés, qui s'affrontent dans une bataille juridique sans précédent, thèse contre thèse, rapport contre rapport... Le pire est que la majorité des Toulousains semblent convaincus qu'"on ne saura jamais la vérité". Une chose



■ Les dessins

Né à Cuba en 1956, Alberto Morales Ajubel vit et travaille en Espagne depuis 1990. Ses dessins, publiés notamment dans *La Vanguardia* de Barcelone et *El Mundo* de Madrid, lui ont valu de nombreux prix dans le monde.

est certaine, c'est qu'il y aura un avant et un après- 21 septembre. "Cette ville semble s'être soudain rendu compte que l'image idyllique qu'en ont les gens de l'extérieur et à laquelle eux-mêmes avaient fini par croire a aussi son revers, un miroir dans lequel il n'est pas toujours agréable de se regarder", commente un analyste local. Une pétition réclamant "la vérité sur AZF*" circule dans la ville et a déjà recueilli les signatures de plus de 500 scientifiques, enseignants, techniciens, universitaires et chercheurs. L'image de modernité industrielle qu'offrait Toulouse s'est trouvée écornée et a fait planer la menace d'une véritable catastrophe industrielle au cas où l'industrie aéronautique connaîtrait un problème. "Les Toulousains oublient parfois qu'Airbus et Aérospatiale sont des entreprises européennes et qu'une délocalisation n'est pas totalement exclue." Que se passerait-il alors ? Personne ne

veut envisager l'hypothèse. Comme si cela ne suffisait pas, la société toulousaine a également eu à affronter, ces derniers temps, le scandale de l'affaire Alègre, qui remet en question l'intégrité morale de ses dirigeants et des autorités policières et judiciaires. Dans son livre intitulé *Mes Nuits noires dans la Ville rose*, Fanny, une ancienne prostituée, persiste à impliquer des politiques, des policiers et des magistrats dans les fameuses nuits sadomaso de Toulouse dénoncées par le meurtrier en série Patrice Alègre. "Je refuse de croire que les personnes qui nous servent de référence morale soient impliquées dans ces horreurs, mais je ne peux pas non plus empêcher le doute de m'envahir", avoue un chef d'entreprise. Fort heureusement, tous sont persuadés que le temps "cicatrise toutes les blessures".

Montse Capdevila

* En français dans le texte.

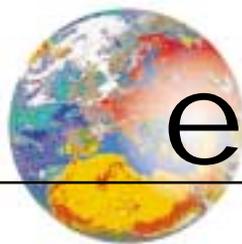
octobre 2004
une sélection de rendez-vous culturels dans les forums de la Fnac, entrée libre

rendez-vous
des Fnac Toulouse et Labège

<p>VENDREDI 15 OCTOBRE À 17H30</p>  <p>Jean-Jacques Beinex FNAC Wilson</p>	<p>MERCREDI 20 OCTOBRE À 17H30</p> <p>Jean-Paul Dubois FNAC Wilson</p> 	<p>MERCREDI 27 OCTOBRE À 15H</p> <p>Mano Solo FNAC Labège</p> 
<p>SAMEDI 16 OCTOBRE À 18H</p> <p>Claude Allègre FNAC Labège</p>	<p>JEUDI 21 OCTOBRE À 18H</p> <p>Jean-Pierre Jeunet ET Audrey Tautou FNAC Labège</p> 	<p>JEUDI 28 OCTOBRE À 17H30</p> <p>Boudu les Cop's FNAC Wilson</p>

Wilson 16 ALLÉES. F. ROOSEVELT 31000 TOULOUSE www.fnac.com/wilson
Labège CC LABÈGE 2 31670 LABÈGE www.fnac.com/labège





TURQUIE PLUS DURE SERA L'UNION

Le feu vert délivré sous conditions le 6 octobre par la Commission européenne pour l'ouverture de négociations d'adhésion suscite des réactions mitigées à Ankara et dans l'UE.

Admise en deuxième division

Après avoir patienté quarante ans aux portes de l'Europe, Ankara s'est vu imposer des conditions humiliantes.

BIRGUN
Istanbul

Pour nous, les conditions spéciales d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE) telles qu'elles sont exprimées dans le rapport d'avancement présenté le 6 octobre dernier par la Commission européenne sont une "acceptation en deuxième division".

Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur ces conditions particulières. L'une d'entre elles consiste en la possibilité qu'a l'UE de suspendre unilatéralement ses négociations avec la Turquie quand bon lui semble, condition qui n'a jamais été appliquée à aucun autre pays. Ensuite, bien que cela ne figure pas expressément dans le rapport, il existe l'éventualité de soumettre l'adhésion de la Turquie à un référendum dans les pays membres. Autre condition : le refus d'appliquer aux Turcs le principe de la libre circulation des personnes. La Turquie avait déjà fait connaître son accord tacite sur ce point-là, mais maintenant on apprend qu'il ne s'agit pas d'une condition provisoire, mais permanente.

Les partis chrétiens-démocrates d'Europe veulent proposer un "par-

tenariat spécial" à la Turquie au lieu d'un statut de membre à part entière. Cette position, qu'ils annoncent ouvertement, semble être également le souhait caché de beaucoup d'autres politiciens européens. La Turquie était fermement opposée à cette idée. Il semble maintenant qu'ils veulent nous condamner à un statut encore inférieur à celui du "partenariat spécial", mais qui laissera subsister le terme de "membre".

L'Union européenne, bien sûr, ne pouvait pas écrire noir sur blanc une telle proposition dans son rapport d'avancement. Qu'a-t-elle donc fait ? Elle a simplement parsemé le rapport de sujets qui en Turquie irritent, comme les tensions existant à propos de la Grèce, de Chypre, de l'Arménie, des Kurdes, et elle va accroître ses exigences jusqu'au 17 décembre, quand les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Cinq s'exprimeront sur la recommandation de la Commission. Ainsi, Ankara, dans l'espoir de se débarrasser d'au moins une partie de ces exigences et de reporter la solution du problème à une date ultérieure, a accepté d'être admis en "deuxième division", du moment que, formellement, le processus prévoit une

► Dessin de Patrick Chappatte paru dans Le Temps, Genève.

■ Conditions

Dans son rapport, la Commission européenne fixe plusieurs conditions pour lancer les négociations d'adhésion avec la Turquie (et la Croatie). A commencer par la suspension des pourparlers en cas de violations répétées des principes démocratiques fondamentaux de l'UE. De plus, l'issue de l'adhésion n'est pas assurée et une inédite clause de sauvegarde permanente sur la libre circulation des travailleurs a été introduite.



"adhésion comme membre à part entière". Le gouvernement turc pourrait ainsi être d'accord avec une formulation vague qui dirait, par exemple : "Le principe de la libre circulation sera soumis à un nouvel examen au bout de quinze ans." Au passage, il ne manquerait pas, bien entendu, de présenter ce statut bâtard à son opinion publique comme étant une "grande réussite" !...

Les gouvernements turcs précédents avaient déjà ouvert cette voie en abandonnant la clause de la libre circulation et en séparant l'accord d'union douanière de l'adhésion à part entière. A présent, le gouverne-

ment AKP [le parti islamiste modéré du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan] ne fait qu'élargir la même voie en acceptant cette procédure, vaguement baptisée "calendrier pour l'ouverture des négociations".

Au point où on en est, il ne reste pas grand-chose à faire à la partie turque ! Le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, vient de déclarer : "Le monde musulman se mettra en colère si on ne nous donne pas de date [pour l'ouverture des négociations]." L'Europe a dû trembler de peur ! Qu'elle nous refuse l'entrée et nos amis arabes vont leur donner une bonne leçon...

A ce propos, la TÜSIAD [la puissante association des industriels turcs] avait déjà publié une sorte de rapport préliminaire élaboré par la Commission européenne. Dans le rapport, les Européens analysaient les avantages et les inconvénients de l'adhésion turque pour l'Europe. Selon leur estimation, "la Turquie [leur] coûtera entre 16 et 24 milliards d'euros en cas d'adhésion en 2025". Et ils prévoient également que la Turquie pourra alléger "le fardeau de la défense européenne, car elle-même y consacre de grosses sommes". Les soldats turcs ont été pendant quarante ans les gardiens des frontières de l'OTAN, et maintenant on nous dit : "Vous ne faites plus partie du monde occidental." Et on nous sort des histoires de "conflit de civilisations" : un revirement qui a commencé lorsque le "péril communiste" a cessé d'exister. Maintenant, c'est pour l'UE que nous allons monter la garde, encore vingt-cinq ans de plus.

Cuneyt Akman

REACTION

A l'Europe maintenant de se regarder en face

■ La Commission européenne a donc admis que la Turquie satisfaisait aux exigences posées par les critères de Copenhague. L'Europe reconnaît ainsi que la Turquie a atteint un niveau de maturité politique lui permettant au minimum de commencer les pourparlers en vue d'une adhésion. Dans ce contexte, si l'Europe semble avoir lancé le grand débat sur la Turquie, il apparaît en réalité que la Turquie est surtout devenue le vecteur d'un questionnement que l'Europe va devoir faire vis-à-vis d'elle-même. D'ici au 17 décembre, l'Europe va être confrontée à toutes les affres de son propre avenir et de sa propre vision. Il y a bien longtemps qu'elle aurait dû procéder à cet examen de conscience mais, jusque-là, la paresse, l'immobilisme et l'irrespect des droits de l'homme caractérisant les gouvernements turcs successifs avaient

retardé l'échéance de cette épreuve de vérité. Tant que nous n'étions pas "prêts", l'Europe était épargnée par un examen de conscience qu'elle fuyait. Aujourd'hui, il n'existe plus aucun prétexte pour éluder ce débat interne. Ce prétexte a été confisqué par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, et la seule chose que l'Europe peut encore dire à la Turquie est : "D'accord, les Turcs, vous êtes prêts, mais nous, les Européens, le sommes-nous finalement ?" Du point de vue de ses élites, l'Europe est plutôt sur la bonne voie. Les personnalités qui se distinguent par un minimum de vision politique ont compris que l'Europe avait besoin de la Turquie ou, plus exactement, ce que sa candidature signifie sur le plan symbolique. Par contre, au sein de l'opinion publique, la situation est moins brillante. Les Européens, conservateurs au point

de craindre les étrangers et le changement, sont loin d'avoir compris ce que signifiait réellement la mondialisation. Peu concernés par leurs intérêts à long ou à moyen terme et surtout préoccupés par la préservation de leur petit monde stérile, les Européens devraient comprendre que, dans le contexte de ce monde qui change vite, ils risquent de perdre précisément tout ce qu'ils ont tellement à cœur de garder. Voilà donc la tâche ardue qui attend les responsables politiques européens pour les dix années à venir. Cette période ne sera pas trop longue, ni pour la Turquie, qui doit réaliser les transformations nécessaires à son adaptation, ni pour la classe politique européenne, qui aura donc fort à faire pour mettre en application ses beaux principes et changer cette mentalité conservatrice.

Gülay Gökürk, Tercüman, Istanbul



DOSSIER



Autant être clair : l'Europe ne veut pas de nous

AKSAM (extraits)
Istanbul

La conclusion que l'on peut tirer du rapport de la Commission est un gros "rien". Nous devons dès maintenant nous trouver d'autres voies, d'autres alternatives, préparer des projets nationaux. On a déjà perdu quarante et un ans, ne gaspillons pas dix ou vingt ans de plus avec ce rêve d'Europe. En deux mots : ils ne veulent pas de nous. Pourquoi, alors, continuer à nous laisser humilier ?

L'UE se réserve le droit de trouver des prétextes au sujet des droits de l'homme ou de la démocratie pour suspendre ou geler les négociations à n'importe quel moment. A la fin de ce processus de négociations à l'issue ouverte, jusqu'en 2014 dans les meilleurs délais, on peut même nous répondre : "Désolé, allez voir ailleurs"...

Que va-t-il se passer si le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du 17 décembre ne formule pas de

date définitive ? En Allemagne, Gerhard Schröder ne survivra sans doute pas aux élections de l'année prochaine. Même chose en Grande-Bretagne pour Tony Blair. Quant à Jacques Chirac, il appelle déjà au référendum à ce sujet. En Autriche, Wolfgang Schüssel est le plus farouche opposant à l'adhésion turque. Et la Turquie ne figure même pas dans le budget européen jusqu'en 2013.

Même si nous devenions membres de l'UE en 2025 ou 2030, nous ne deviendrions pas pour autant des citoyens européens et nous continuerions à faire la queue devant les consulats pour obtenir un visa.

Ils veulent nous faire comprendre ceci : "Après vous avoir bercés pendant quarante et un ans, nous n'avons plus le courage de vous dire ouvertement que nous ne voulons pas de vous. Le mieux, c'est que vous lâchiez de vous-mêmes. Et puis, qui sait ce qui va se passer en 2014, 2020 ou 2030 ? Prenez déjà ce statut spécial, contentez-vous de la place derrière la porte, et ne nous embêtez plus."

RELIGION

L'adhésion affaiblira l'Islam

L'enjeu lié à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE) n'est pas limité aux seuls calculs de l'UE ou des Etats-Unis, c'est le sujet le plus épineux de l'évolution de la géopolitique mondiale, où Ankara risque de perdre toute son importance stratégique. En effet, lorsque les Etats-Unis, la Russie et le pôle Asie-Pacifique déterminaient les équations mondiales, le monde musulman n'a pas su saisir sa chance de figurer parmi ces acteurs alors qu'il était au centre de tous les calculs globaux. L'adhésion de la Turquie à l'UE limitera encore ses possibilités de devenir une force déterminante sur la scène politique internationale. Un acteur

potentiel sera ainsi mis hors circuit, éloigné du partage, réduit lui-même à un butin. L'exclusion du monde musulman de la scène mondiale aura ainsi franchi une nouvelle étape. Le "péril musulman" menaçant l'Occident sera stoppé sur le territoire de la Turquie. Chaque tentative visant à laisser la Turquie en dehors de l'UE contribuera à renforcer l'espace musulman dans sa quête pour dessiner sa propre voie ; ni l'UE ni les Etats-Unis ne commettront donc une telle erreur. Pour ces raisons, le processus d'adhésion de la Turquie avancera de façon encore plus déterminée que ce que l'on croit.

Ibrahim Karagul, Yeni Safak, Istanbul

◀ Dessin d'Arend Van Dam, Pays-Bas.

■ **Chronologie**
1959 La Turquie demande pour la première fois son intégration dans la Communauté économique européenne (CEE).

Septembre 1963 L'accord d'Ankara prévoit une union douanière en trois phases avec la CEE et promet, à terme, l'intégration de la Turquie.

1987 Ankara entame la procédure d'adhésion officielle, sur la base de l'article 237 du traité de Rome, qui donne le droit à tout pays européen de demander son intégration.

1995 La Turquie achève la mise en place de l'union douanière avec l'UE.

Décembre 1999 A Helsinki, le Conseil européen donne à la Turquie le statut de pays candidat.

2001 Pour se conformer aux exigences européennes en matière de démocratie et de droits de l'homme, le Parlement turc amende trente-quatre articles de la Constitution. Un nouveau Code civil est adopté en janvier 2002.

6 octobre 2004 La Commission présente son rapport sur la qualification de la Turquie à l'adhésion, fixe pour cela huit conditions et recommande au Conseil européen d'"ouvrir des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie".

17 décembre 2004 Réunis en Conseil européen, les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Cinq doivent décider s'ils vont ouvrir ou non les négociations.

VU DE GRÈCE

"Y a que du bon !"

■ Il faut se rendre à l'évidence : nous avons fait le bon choix en ne nous opposant pas à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE). En effet, si on analyse en détail le rapport de la Commission, nous n'avons pas à nous plaindre du résultat, bien au contraire. Tout d'abord, ce rapport place la Turquie sous surveillance européenne de longue durée. Pour notre plus grand bonheur, les Turcs devront donc se tenir à carreau pendant plusieurs années. Qui sait, ils finiront peut-être par garder cette bonne habitude. Ensuite, on pourrait dire que ce rapport place la Turquie dans une situation d'otage, car, s'il propose à nos voisins l'ouverture de négociations d'adhésion, il laisse néanmoins ouverte la question de savoir si ces négociations aboutiront un jour et quand. Cela signifie que l'avenir de la Turquie dépendra aussi du bon vouloir de la Grèce. Les

conditions imposées dans ce rapport sont entièrement en notre faveur. La preuve, il sera désormais particulièrement difficile à la Turquie de menacer les droits souverains de la Grèce ou bien de persévérer dans ses revendications unilatérales bien connues, dans la mesure où la partie grecque aura à tout moment la possibilité de demander l'interruption des négociations d'adhésion si elle considère qu'Ankara ne répond pas aux obligations qu'elle a contractées. Cerise sur le gâteau, les problèmes soulevés par le patriarcat oecuménique sur les droits de la minorité grecque orthodoxe en Turquie seront ainsi protégés. En revanche, les références faites au dossier chypriote devraient préoccuper les Chypriotes grecs à la suite de leur rejet, en avril dernier, du plan Annan de réunification de l'île.

To Vima, Athènes

VU D'ALLEMAGNE

Un chamboulement historique

L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne mettra fin au projet de l'Europe tel qu'il avait été conçu par les "pères fondateurs".

En recommandant aux chefs d'Etat et de gouvernement d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie, la Commission a pris une décision qui scelle notre destin – peut-être de manière funeste. L'UE s'apprête à exercer son influence au-delà des frontières géographiques de l'Europe. Cela rendra plus difficile à l'avenir le rejet des aspirations d'autres pays ; par exemple, des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient ou d'autres issus de l'ancien empire soviétique, de l'Eu-

ropée de l'Est jusqu'au Caucase, et peut-être même de la Russie. L'extension démesurée de l'UE qui en résulterait sur tous les plans – économique, politique et culturel – saute aux yeux. Avec l'adhésion de la Turquie, devenue vraisemblable depuis le 6 octobre, c'est le projet historique de l'Europe, tel qu'il a démarré dans les années 1950 par suite de l'autodestruction européenne au cours de deux guerres mondiales, qui prendrait fin. On peut appeler de ses vœux une telle évolution, ou la tenir pour inévitable sous prétexte que la division du monde en deux camps hostiles a, elle aussi, pris fin. En tout état de cause, il faudrait avoir l'honnêteté de dire une chose à la population européenne : il ne s'agit pas d'un "élargissement", mais d'un bouleversement de l'UE.



▲ Dessin de Vlahovic paru dans NIN, Belgrade.

Si l'on sape la sensibilité historique, l'évidence d'une communauté de destin, il n'y a plus aucune raison de nourrir des solidarités politiques : l'idée d'une UE acteur sur la scène internationale, qui semble déjà quelque peu exagérée, deviendrait définitivement une chimère, la marche vers une "Organisation pour la sécurité et la coopération" (aux liens, au mieux, très étroits) dans un espace qui dépasse le continent européen serait toute tracée. L'adhésion de la Turquie détruirait cette maison européenne que nous connaissons. Ce qu'on nous offre comme ersatz, ce sont des rêveries géopolitiques et des élucubrations historico-philosophiques sur un "pont avec le monde musulman".

Günther Nonnenmacher, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Francfort

Qui veut de la Turquie ?

Face à l'adhésion d'Ankara, les pays européens ne réagissent pas de la même façon. Tour d'horizon.

■ Plutôt contre

Autriche. C'est le pays à la pointe de l'opposition à l'entrée de la Turquie : 76 % des Autrichiens sont opposés, de même que l'ensemble de la classe politique. **France.** A gauche (52 %) comme à droite (76 %), les Français sont plutôt hostiles à l'adhésion de la Turquie, qui pourrait être soumise à un référendum. **Allemagne.** Le gouvernement de gauche est favorable, l'opposition chrétienne-démocrate est hostile, comme 57 % des Allemands (35 % sont favorables). **Pays-Bas.** 59 % des Néerlandais sont opposés à l'adhésion de la Turquie (41 % sont favorables), tout comme le commissaire européen Frits Bolkestein, le seul qui se soit prononcé ouvertement contre l'entrée d'Ankara dans l'UE. **Danemark.** Les Danois sont eux aussi plutôt hostiles à l'adhésion de la Turquie (49 %, contre 31 %), essentiellement pour des raisons tenant aux droits de l'homme (44 %), à la religion (19 %) et à la crainte d'une hausse de l'immigration (10 %). **Chypre.** Les Chypriotes sont opposés à l'adhésion de la Turquie tant que le problème de la partie turque de l'île n'est pas résolu.

■ Plutôt pour

Au **Royaume-Uni**, où Tony Blair est l'un des plus fervents défenseurs de la cause turque. Londres s'est même d'ores et déjà prononcé contre le projet de limiter la libre circulation des travailleurs turcs au sein de l'Union. En **Italie** également, à l'exception notable de la Ligue du Nord, la classe politique est favorable à l'adhésion de la Turquie. Et les Italiens aussi : 48 % pour et 30 % contre. En **Suède**, à gauche comme à droite, il n'y a pas d'opposition à la candidature de la Turquie, seulement différents degrés d'exigence dans les conditions posées sur le respect des droits de l'homme. La **Pologne** affiche un "ferme soutien" à la candidature d'Ankara, dans l'espoir que cela facilitera l'adhésion future de l'Ukraine voisine. Le gouvernement libéral-socialiste de **Belgique** est plutôt favorable, de même que les écolos. L'opposition flamande chrétienne-démocrate est réservée et le Vlaams Blok (droite populiste) est résolument contre. La **République tchèque**, la **Hongrie**, la **Slovenie** et la **Slovaquie** sont plutôt pour, à condition que la Turquie respecte les critères imposés par Bruxelles. L'**Espagne** et le **Portugal** sont également favorables à l'ouverture de négociations, de même que la **Suède**, la **Finlande** et les Etats baltes (**Estonie**, **Lettonie** et **Lituanie**).



ROYAUME-UNI

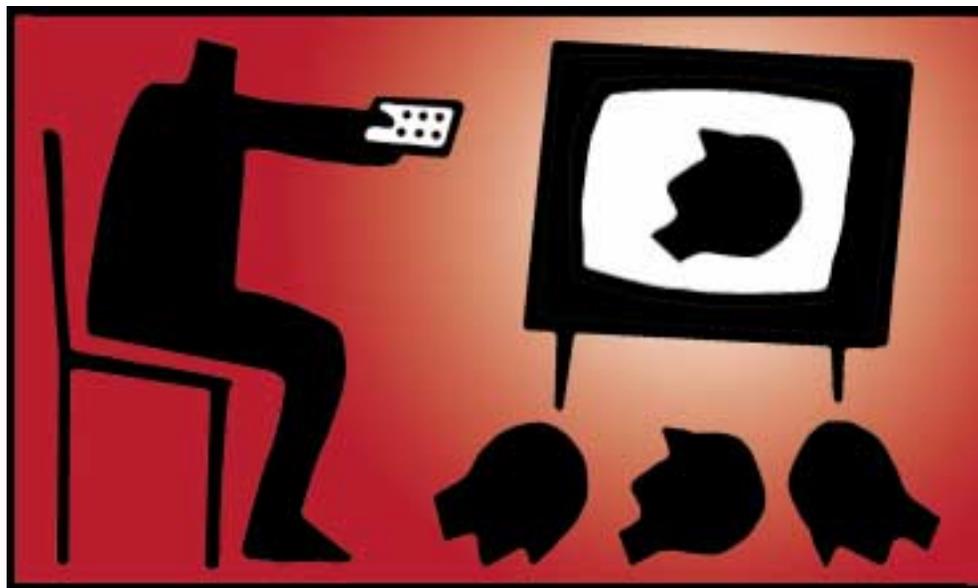
Une exécution mise en scène pour choquer l'opinion publique

Si Kenneth Bigley a finalement été mis à mort après vingt et un jours de détention, c'est pour mieux terroriser la population britannique. Le sort des deux Américains enlevés le même jour a été scellé bien plus rapidement.

THE INDEPENDENT ON SUNDAY
Londres

L'enlèvement puis la longue détention de Kenneth Bigley n'ont jamais été une affaire simple. Il y a deux semaines, j'affirmais que l'intention de ses ravisseurs était de réaliser une sorte de mise en scène macabre, destinée à terroriser et à démoraliser non seulement la famille de l'otage britannique, mais aussi l'opinion publique de notre pays. Pour les terroristes, ce qui importe n'est pas tant le dénouement – l'exécution de leur otage – que tout le processus, une forme de torture longuement infligée à la victime et à ses proches. On n'imagine pas ce que M. Bigley a pu endurer tout au long de cette épreuve. Sa famille a fait preuve d'une grande dignité et a aujourd'hui le droit de faire son deuil en privé. Mais cet enlèvement révèle un dilemme qu'il appartient à tous les Britanniques de résoudre.

Comme l'a observé un responsable irakien, il est de plus en plus clair que le traitement réservé aux otages varie en fonction du pays dont ils sont originaires. "Aujourd'hui, nous savons que les Britanniques sont exécutés après avoir été exploités au maximum", assure-t-il. Suivant cette thèse, le sort réservé aux deux collègues américains de M. Bigley, assassinés bien plus rapidement, tient au fait que les médias américains accordent moins d'attention aux prises d'otages que ne le font leurs homologues britanniques. L'une des raisons derrière cela est que, depuis le meurtre du journaliste amé-



▲ Dessin de Kopelnitsky, Etats-Unis.

ricain Daniel Pearl, il y a deux ans, l'opinion américaine ne se fait plus d'illusions quant aux conséquences des enlèvements.

En Grande-Bretagne, ce n'est pas encore le cas, et une partie de ce qui a été dit et écrit sur la captivité de Kenneth Bigley laisse à penser que les médias n'ont pas encore pris toute la mesure du terrorisme islamiste.

Plus de trente otages ont été tués en Irak, et pourtant peu d'entre nous ont entendu parler du Turc Durmus Kundereli ou d'Ivailo Kepov, un Bulgare qui a été exécuté au mois de juillet. Ce n'est pas critiquer la famille de M. Bigley, qui a sûrement eu raison de croire que l'énorme battage

médiatique autour de l'otage britannique a permis de le maintenir en vie jusqu'à la semaine dernière. Mais c'est dire à quel point, dans des circonstances si tragiques, les intérêts d'une famille divergent de ceux du pays dans son ensemble. A mon sens, Zarqaoui et son groupe de ravisseurs avaient dès le début l'intention d'exécuter Kenneth Bigley, et cette mise en scène effrayante n'a été conçue que pour mieux manipuler les médias. Car qui dit mise en scène dit public, et les journalistes ont parfaitement joué le jeu en accordant tant d'attention au sort d'un seul Britannique parmi les milliers de victimes de la guerre en Irak. **Joan Smith**

J'ACCUSE

Blair responsable de la mort de Ken Bigley

■ Certes, ce n'est pas M. Blair qui a manié le couteau. Pourtant, le Premier ministre est responsable de l'abominable meurtre de Kenneth Bigley en Irak. Car c'est l'inutile invasion de ce pays qui a fourni les circonstances dans lesquelles l'otage britannique a perdu la vie. Cette guerre a plongé l'Irak dans le chaos. La coalition menée par le président Bush et M. Blair a été incapable de rétablir le calme après la chute de la dictature. Elle a ainsi manqué à son premier devoir envers le peuple irakien et ceux qui visitent le pays : elle ne garantit pas la sécurité. Pourquoi M. Bigley a-t-il été exhibé dans des vêtements qui ressemblent à ceux des prisonniers de Guantanamo Bay ? Pour souligner le parallèle – tel qu'il est perçu par de nombreux Irakiens – entre le fait de prendre des otages et celui d'emprisonner des terroristes présumés pendant des années sans réel motif.

J'accuse le Premier ministre et lui seul. Dans tous les discours qu'il prononce, M. Blair ne cesse de répéter que l'Irak est et reste sa croisade personnelle. Il a dit qu'il refusait de négocier avec des terroristes, oubliant qu'il l'avait fait en Irlande du Nord. Il n'a pas voulu demander aux Américains d'échanger des prisonnières irakiennes contre la vie d'un Anglais, même si ces femmes sont depuis longtemps détenues illégalement. Enfin, il a bien lu le rapport de l'Irak Survey Group, qui montre que Saddam Hussein n'avait pas d'armes de destruction massive. Sa seule réponse a été de dire que ce rapport donnait de nouveaux arguments en faveur de la guerre. Le bilan s'alourdit, les pertes s'accumulent, M. Bigley a été assassiné ; pourtant, Tony Blair n'en démord pas, il persiste dans son erreur. **Andreas Whittam Smith, The Independent, Londres**

ITALIE

Les immigrés, citoyens et otages de deuxième catégorie

Les "deux Simona" à peine libérées, l'otage italo-irakien Ayad Anwar Wali était assassiné par ses ravisseurs. Etranger pour les Italiens et Italien pour les Irakiens, il incarne le drame de tant de demi-citoyens en quête de patrie.

Ils se sentent tous italo-irakiens. Des hommes et des femmes de frontière, traversant une crise d'identité. Suspendus entre deux mondes. Des millions d'immigrés vivant en Italie se reconnaissent en la personne d'Ayad Anwar Wali : assassiné par les terroristes irakiens qui le considéraient comme un Italien, abandonné par les autorités italiennes qui le voyaient comme un Irakien. Son sacrifice radical n'est pas du tout perçu comme un drame isolé. Pour des millions d'immigrés, Ayad représente leur vécu, résume leur fragilité et exprime leurs aspirations. Ayad symbolise le cas exemplaire de la fin tragique de tous ces gens au destin particulier, contraints d'abandonner leur terre natale pour s'implanter dans notre pays, qui ont réussi à améliorer leur existence grâce à l'Italie, qui se sentent profondément italiens et qui ont révolutionné leurs habitudes et leur concep-

tion de la vie pour adopter un système de valeurs occidental. Ayad était un homme et un entrepreneur qui avait réussi. Il avait su transformer sa richesse culturelle et sa passion civique en une activité florissante de promotion du *made in Italy* au Moyen-Orient. Tout ce qu'il a fait, il l'a fait en tant que musulman laïque : il ne priait pas, ne jeûnait pas, buvait du vin, s'était marié dans une église catholique de la Turquie musulmane et avait eu un fils italien et catholique. Là encore, Ayad reflète bien la réalité de l'immense majorité des immigrés musulmans d'Italie, des personnes simples qui ont une aversion totale pour l'idéologie des islamistes extrémistes et des nationalistes fanatiques.

Pourtant, en ce début de troisième millénaire, notre pays a beaucoup de mal à assimiler complètement et réellement ces personnes en équilibre entre deux mondes, ces existences transversales et ces trajectoires transnationales, incarnées par la personne d'Ayad et vécues par des millions d'immigrés. Cette prudence excessive confine parfois à la peur de l'autre : elle se traduit alors par des veto législatif et administratif s'opposant à l'octroi de

la citoyenneté italienne dans des délais raisonnables et avec des modalités convenables, et finit par condamner ces "autres" – y compris tous ceux qui, comme Ayad, se reconnaissent parfaitement dans un "nous" – en les empêchant de s'ancrer solidement dans l'"italianité", un ancrage identitaire à la fois idéal et juridique. Cette problématique se joue précisément à Castelfranco Veneto, en Vénétie, la ville d'adoption d'Ayad, qu'il avait très sincèrement aimée et qui a sans aucun doute concouru à son succès. Il est en effet possible de trouver dans cette ville une entreprise de tondeuses à gazon, Castelgarden, qui a installé dans son enceinte une salle de prière musulmane et un restaurant proposant des repas *halal*. Mais c'est tout autour de l'activité prospère de cette entreprise, qui baigne dans la logique de la mondialisation, que l'on perçoit la distance qui la sépare de la réalité politique, légale, sociale et culturelle : une réalité punitive et avilissante pour les immigrés, tolérés comme une main-d'œuvre indispensable, mais niés en tant que personnes parfaitement réalisées.

Magdi Allam, Corriere della Sera, Milan



Chaque mercredi, retrouvez la revue de presse économique de **COMPTON** sur BFM, dans "LE GRAND JOURNAL" de Guillaume Dubois entre 17 h 45 et 20 h 45



BIÉLORUSSIE

Loukachenko joue la carte du complot international

Le 17 octobre, les Biélorusses diront s'ils sont d'accord pour que leur président brigue un troisième mandat en 2006. Un référendum très critiqué par la communauté internationale, avec laquelle Minsk s'est brouillé à mort.

KOMMERSANT
Moscou

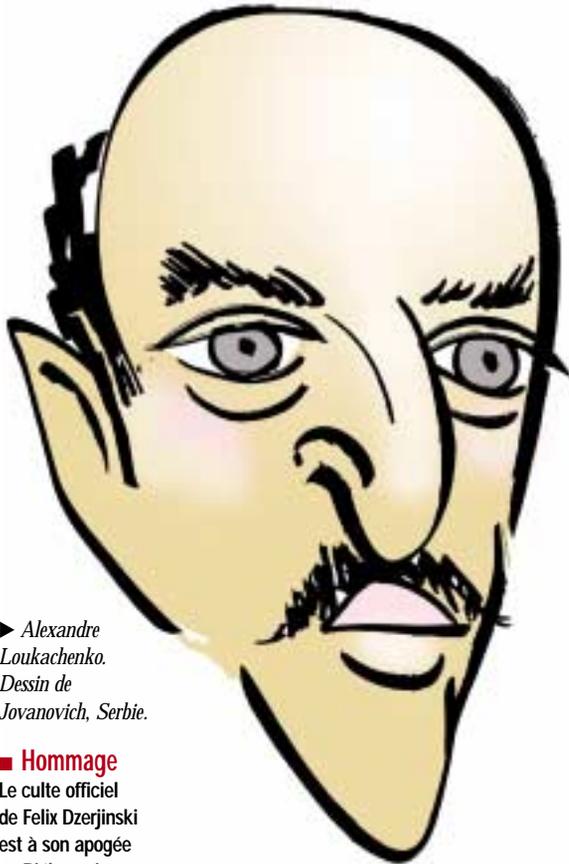
DE MINSK

Alexandre Loukachenko a fait le 28 septembre une déclaration stupéfiante au sujet d'un complot ourdi par l'Occident contre sa personne. C'était lors d'une session du Conseil biélorusse de sécurité, convoqué en toute hâte après que l'Union européenne et les Etats-Unis eurent annoncé leur intention d'interdire l'entrée sur leur territoire à plusieurs hauts responsables biélorusses soupçonnés d'être impliqués dans des enlèvements et meurtres d'opposants au régime en place.

Cette mesure concerne Victor Cheïman, procureur général (et ancien chef du Conseil biélorusse de sécurité), Iouri Sivakov, ministre des Sports (et ancien ministre de l'Intérieur), Vladimir Naoumov, le ministre de l'Intérieur actuel, ainsi que Dmitri Pavlitchenko, commandant de la brigade des troupes intérieures. "La Biélorussie ne tolérera pas ces piques et coups dans le dos, et nous devons en persuader l'Union européenne et les Etats-Unis", a déclaré Alexandre Loukachenko, avant d'annoncer une première nouvelle inouïe. L'Occident lui aurait proposé un marché : "Ils m'ont suggéré qu'ils étaient prêts à fermer les yeux sur le référendum, sur les élections, qu'ils étaient même prêts à les valider tout de suite, à condition que je limoge ces responsables en signe de bonne volonté." Le président a ensuite formulé sa réponse : "Ils n'auront jamais gain de cause, aucune tête de général ne tombera. Il n'y a aucun marchandage possible à ce sujet."

LES RELATIONS ENTRE MINSK ET MOSCOU SONT EXÉCRABLES
Plus sensationnelle encore fut son affirmation selon laquelle "ils préparent toute une série d'actions contre le gouvernement biélorusse. J'ai récemment appris qu'ils envisageaient même d'éliminer le président par la force". En d'autres termes, il a directement accusé l'Occident de vouloir le supprimer. "Vous leur direz", a-t-il poursuivi d'une voix ferme devant un Conseil de sécurité qui retenait son souffle, "qu'ils n'ont qu'à mettre ce projet à exécution tout de suite. Parce qu'ils ne réussiront pas à me briser, quoi qu'ils fassent."

Ces déclarations cassantes et ces graves accusations ne sont apparemment pas une simple réponse à une décision d'interdiction du territoire, mais plutôt l'annonce de la politique que M. Loukachenko a choisi de suivre afin d'obtenir un troisième mandat présidentiel. C'est début septembre qu'il a annoncé son intention de gouverner au moins jusqu'en 2011, en signant un décret pour la tenue d'un référendum, le 17 octobre, destiné à modifier la Constitution [les élections législatives se tiendront le même jour]. Cette



► Alexandre Loukachenko.
Dessin de Jovanovich, Serbie.

■ Hommage

Le culte officiel de Felix Dzerjinski est à son apogée en Biélorussie.

La maison restaurée du fondateur de la Tcheka, ancêtre du KGB, vient d'être inaugurée à Dzerjino - et déclarée monument historique. Alexandre Loukachenko a rappelé que la nation restera "à jamais respectueuse envers les réalisations des générations passées"... (Wprost, Varsovie)

modification doit lui permettre de briguer légalement un troisième mandat en 2006. Les réactions internationales ne semblent pas le préoccuper : ses relations avec la Russie comme avec l'Occident sont déjà exécrables.

Les rapports entre Minsk et Moscou avaient commencé à se dégrader nettement dès l'été 2002, lorsque Vladimir Poutine avait reproché à la Biélorussie de vouloir faire de l'Union russo-biélorusse* "une sorte d'URSS", déclarant alors avec force qu'il n'y aurait aucun retour au passé soviétique. En réponse, Alexandre Loukachenko avait laissé entendre qu'"en

Russie quelqu'un au sommet de l'Etat" cherchait à semer la discorde entre les deux républiques sœurs, ce qui était une attaque directe contre Poutine. Un an plus tard, lorsque le président russe exposa son plan d'union entre les deux pays, Loukachenko ne put se retenir. "Même Lénine, même Staline n'avaient pas été jusqu'à songer à morceler la Biélorussie pour la faire entrer dans l'URSS. Personne n'acceptera de voir la République découpée en morceaux et intégrée dans un Etat, fût-il un Etat frère." Ce à quoi Moscou avait réagi par l'intermédiaire de Gazprom, et la Biélorussie avait eu des problèmes d'approvisionnement en gaz**.

UNE BANQUE BIÉLORUSSE AURAIT BLANCHI L'ARGENT DE SADDAM
Loukachenko décida à ce moment-là de jouer son va-tout, menaçant pour la première fois la Russie de changer de politique extérieure : "J'aurais dû mener la même politique que celle de Leonid Koutchma à la tête de l'Ukraine ces dernières années, faire des sourires à la Russie tout en adhérant à l'UE, à l'OTAN, et entretenir les mêmes relations que l'Ukraine avec les Etats-Unis." Il ordonna en outre à son gouvernement de ne plus emprunter à la Russie : "Adressez-vous plutôt aux Etats arabes, à l'Occident, à l'Amérique ; ils nous aideront, quelles que soient nos relations."

Fin 2002, il reçut, à la surprise générale, une délégation du Congrès américain à laquelle il offrit de considérer la Biélorussie comme "une alliée et une amie" de l'Amérique. Il annonça également être disposé à accorder aussitôt des visas à des représentants de l'OSCE qui avaient été auparavant expulsés. Il a tenu sa promesse en 2003. Tout cela ressemblait à un échange de bons procédés : Minsk faisait un pas en direction des Etats-Unis et de l'Occident en général, et ceux-ci

ne cherchaient plus à le déloger de son poste, même à l'expiration de tous ses mandats présidentiels possibles.

Il est toutefois apparu cet été que non seulement les Etats-Unis n'avaient pas accepté le marché proposé par le président biélorusse, mais qu'ils avaient bel et bien décidé de lui faire quitter le pouvoir. C'est l'influent sénateur John McCain qui a annoncé la position américaine sur le sujet ; il est l'un des auteurs d'un Plan de démocratisation de la Biélorussie, un projet de loi qui prévoit d'accorder une aide financière à l'opposition biélorusse et de prendre des sanctions à l'égard du régime de Loukachenko. "Nous nous battons pour que la Biélorussie se libère de la tyrannie", a ainsi déclaré le sénateur, poursuivant : "Ce changement de régime n'est pas censé se faire par les armes, mais par le biais de la pression internationale." Alexandre Loukachenko a d'abord affiché sa sérénité face à ces propos, conseillant à tout le monde de "ne pas s'inquiéter outre mesure. Ce ne sont pas eux qui m'ont porté au pouvoir et ce ne sont pas eux qui me renverseront !" Mais Washington n'a pas tardé à lancer un nouvel avertissement : le ministère des Finances américain a accusé l'établissement Infobank, proche du pouvoir biélorusse, d'avoir blanchi des fonds appartenant à Saddam Hussein. Cette accusation est beaucoup plus grave qu'un simple reproche concernant le caractère antidémocratique du régime de M. Loukachenko. Si les Etats-Unis parviennent à prouver que cette banque biélorusse a effectivement blanchi l'argent de Saddam, l'a aidé à se procurer illégalement des armes et que cette banque a un rapport avec l'entourage du président biélorusse, M. Loukachenko pourrait se retrouver en fort mauvaise posture.

Et voici qu'aujourd'hui les Etats-Unis et l'UE prennent des sanctions à l'encontre de ses plus proches collaborateurs. Vu la situation, Alexandre Loukachenko semble avoir décidé de recourir à une tactique éprouvée par de nombreux dirigeants autoritaires : il s'agit, après s'être fâchés avec la Russie et l'Occident, de transformer artificiellement le pays en citadelle assiégée. Mais cela n'a jamais sauvé personne pour longtemps...

Guennadi Sysoïev, avec Iouri Svirko à Minsk

* En décembre 1999, Boris Eltsine et Alexandre Loukachenko ont signé un traité d'union entre leurs deux pays. L'introduction d'une monnaie unique (le rouble) devait entrer dans sa première phase en juillet 2004. Loukachenko s'y est opposé, au mépris de ses engagements.
** Gazprom a interrompu ses livraisons de gaz à la Biélorussie à la suite d'un litige portant sur les tarifs préférentiels accordés jusqu'à présent à la Biélorussie et que Moscou voulait supprimer. Le conflit est survenu alors que Minsk faisait trainer le processus de privatisation de l'entreprise biélorusse de transport de gaz Bieltransgaz, dont Gazprom escomptait devenir l'actionnaire majoritaire.

PRESSE

Sous la botte du président

■ A l'approche de ce qui apparaît comme le jour J pour Loukachenko (il pourra devenir président à vie s'il obtient une majorité de "oui" au référendum organisé simultanément avec les législatives), le pouvoir accentue sa pression sur la société biélorusse. Principales cibles du harcèlement policier : les candidats indésirables au scrutin et la presse indépendante.

"Lors des deux derniers mois, le ministère de l'Information a interdit onze journaux. Et pour cause. La presse écrite est l'unique forum où des opinions différentes de celle du pouvoir peuvent s'exprimer et où l'on peut lire des critiques à l'égard de Loukachenko", a expliqué Andreï Bastouniets, le vice-président de l'Association des journalistes biélorusses, au quotidien hongrois *Népszabadság*. A en croire Bastouniets, l'un des moyens d'intimidation les plus utilisés consiste à citer les journalistes devant les tribunaux. C'est ainsi qu'une rédactrice d'un journal économique vient

d'être condamnée à une amende pour "atteinte à l'autorité présidentielle". Quant aux médias électroniques, ils sont tous dans les mains de l'Etat, sans exception. "Pendant un certain temps, ce sont les radios et les télévisions russes qui ont fait passer les nouvelles. Désormais c'est fini. La part des émissions de radio russes a baissé de 70 % sur les ondes biélorusses, et les programmes de télé en provenance de Moscou sont eux aussi censurés par Minsk. Seuls les divertissements passent, a déploré le journaliste. L'opposition n'a donc aucune possibilité de s'adresser à la société."

Bastouniets reste toutefois optimiste. Il estime que la brutalité des mesures actuelles aura un effet boomerang - dans deux ans, lors de l'élection présidentielle. "Les gens verront que les promesses n'ont pas été tenues, et même les provinces privées de toute information réaliseront ce que Loukachenko a fait du pays."

IRLANDE

L'intégration par le sport

Jadis considérés comme typiquement irlandais, *hurling*, *camogie* et football gaélique s'ouvrent aux immigrés et agissent comme facteurs d'assimilation.

THE IRISH TIMES

Dublin

Depuis son arrivée en Irlande, l'été dernier, Napoln Chongprasertporn est un ardent supporter de l'équipe de *hurling* de Tipperary. Quand ce jeune garçon de 12 ans, qui a grandi à Bangkok, est arrivé avec son tuteur irlandais, il n'a pas tardé à être rapidement initié à ce sport semblable au hockey. Malgré sa timidité, il était décidé à assimiler sa nouvelle culture et à se fondre dans son environnement. Et, lors d'un camp d'été de l'Association gaélique d'athlétisme (la GAA), Napoln a eu l'occasion d'essayer toutes sortes de sports typiquement irlandais et il a ensuite rejoint l'équipe de *hurling* des moins de 12 ans du club local d'Emly.

"Je me suis bien amusé au camp d'été et ensuite j'ai joué avec mes copains à l'école. Ce que j'aime, dans ce jeu, c'est qu'il est unique et qu'il demande beaucoup d'habileté. C'était difficile au début, je ne connaissais pas bien les techniques, mais maintenant je joue dans un club. Et plus tard je veux jouer pour All-Irelands."

ILS DEVIENNENT IRLANDAIS QUAND LEUR TALENT SE RÉVÈLE

Napoln incarne le renouveau de la GAA. L'Irlande compte quelque 182 000 joueurs de football gaélique, 97 000 joueurs de *hurling* et 50 000 joueuses de *camogie* [l'équivalent féminin du *hurling*] ; de plus en plus de joueurs venus d'horizons aussi divers que la Thaïlande, la Roumanie, l'Australie et la Somalie pratiquent des sports traditionnels irlandais. Cette organisation, créée au départ pour faire la promotion de la culture irlandaise, œuvre aussi pour l'intégration. Conor et Fergal McNamara attendaient ce moment depuis quatorze ans. Ils ont beau parler irlandais et vivre à Tipperary depuis leur adoption, à l'âge de 1 an, c'est seulement quand leur talent pour le football et le *hurling* se sont révélés que ces jumeaux d'origine roumaine ont vraiment eu l'impression d'être acceptés en tant qu'Irlandais. *"J'ai moi-même été victime du racisme. La plupart du temps, c'est juste de la bêtise ou un truc de gamins"*, raconte Conor, défenseur au football et ailier sur un terrain de *hurling*. *"Mais le sport a changé les choses. Aujourd'hui, peu importe la couleur de ma peau ou l'endroit où je suis né, je peux dire avec fierté : je viens de Tipperary et je suis irlandais."*

Depuis qu'ils ont rejoint les Aribel Rovers, il y a six ans, les deux frères sont les étoiles montantes de la GAA de Tipperary, même si parfois des jalousies ou des rivalités vien-

nent leur rappeler leurs origines. *"Un entraîneur d'Aherlow a dit que, comme notre équipe n'avait pas assez de joueurs, elle avait dû engager des Noirs."* Selon Fergal, le frère de Conor, ailier d'une rapidité prodigieuse, plus il y aura de joueurs de haut niveau d'origines différentes et plus le racisme perdra du terrain.

Eoin O'Donnellan, manager de l'équipe senior de football gaélique de Salthill-Knocknacarra, est fier des progrès que son équipe a réalisés dans le championnat de Galway – ils sont actuellement en demi-finale – et il est également ravi de son nouveau joueur, Paul Kennedy, de Melbourne, qui s'est intégré sans problème à l'équipe. *"Comme il vient d'Australie, tout le monde était un peu sceptique quand il a commencé à jouer, mais au fil des entraînements les gars ont été impressionnés par son talent. Il y a juste son accent qui leur pose encore un peu problème."* *"Bien sûr, ici, la majorité des gens pensent que, si vous n'êtes pas du coin, vous n'allez pas vous investir à fond ; mais ça ne m'empêche pas de m'entraîner trois soirs par semaine avec eux depuis début février"*, affirme ce jeune homme de 25 ans.

Kathryn Kantounia, 15 ans, est d'origine grecque. Sa rapidité, sa technique et sa précision déconcertante face au but en ont fait l'attaquante vedette de l'équipe de *camogie* junior de Dublin et de St Vincent, et elle fait partie intégrante du club qui a gagné toutes les récompenses ces trois dernières années. D'après elle, ses origines et sa passion du sport ne sont pas incompatibles, mais elle reconnaît que les mentalités doivent encore évoluer. Les choses sont heureusement en train de changer au niveau local, ce qui est un signe encourageant pour l'avenir.

L'année dernière, la société de transports Dublin Bus a organisé un match de football gaélique pour ses employés ; 48 nationalités étaient représentées. *"Après la rencontre, tout le monde ou presque s'est demandé pourquoi on avait attendu si longtemps"*, raconte Kevin Fitzpatrick, responsable des sports et des ressources humaines de la Córás Iompair Éireann, qui a participé à l'organisation de cet événement.

Malgré sa blessure au genou, le gardien somalien, Mohamed Abu Bhakar, a impressionné tout le monde lors de la rencontre de l'année dernière. *"J'ai passé un bon moment, c'est vraiment un sport intéressant à regarder, mais, surtout, il intègre les individus dans la communauté. Quand on joue avec des gens qui viennent de milieux différents, les rapports changent du tout au tout et on apprend à mieux se connaître."*

Fiachra Ó Cionnaith



La droite religieuse pourrait bien arbitrer le scrutin

Il y a quatre ans, 4 millions de chrétiens évangéliques qui auraient normalement voté pour Bush avaient préféré s'abstenir. Cette année, ils devraient peser très lourd dans la balance.

THE ECONOMIST
Londres

DE NEW YORK

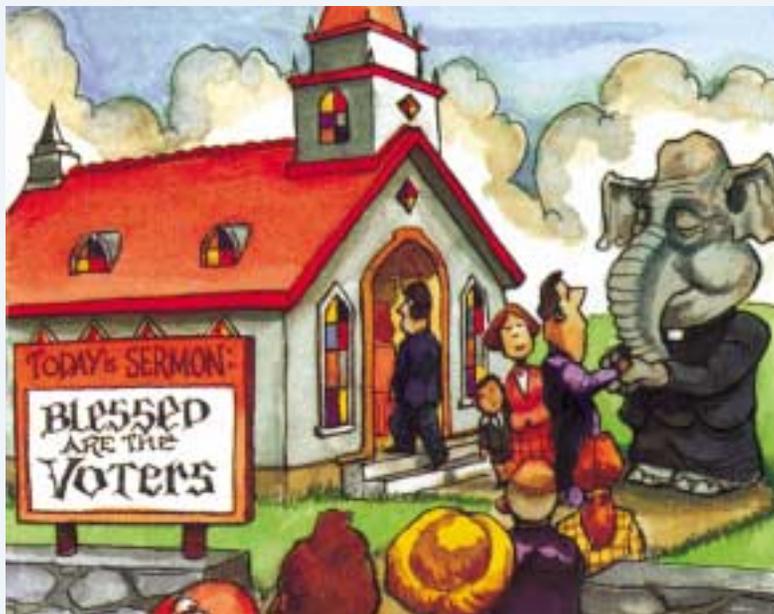
Les enjeux des élections de novembre prochain sont multiples : l'avenir de l'Occident, la lutte contre le terrorisme islamique, le déficit budgétaire que nous léguerons à nos petits-enfants... et tout ce que vous voudrez. Mais ce n'est pas ce qui compte le plus pour les professionnels qui s'occupent des campagnes des candidats : pour eux, l'important est de rejouer la dernière élection présidentielle. Les démocrates veulent à tout prix se venger d'avoir été privés de la victoire en 2000 par des tricheurs. Les républicains, eux, sont déterminés à prouver que ce sont des chicaneries de dernière minute qui les ont privés de la légitimité de leur mandat. Karl Rove, le principal stratège politique de George Bush, était persuadé que son champion se dirigeait vers une victoire facile. Mais le taux de participation des démocrates s'est révélé soudain plus important que prévu, et celui des républicains plus faible. Obsédé par le fait que 4 millions de chrétiens évangéliques qui auraient dû donner leur voix à Bush soient tout bonnement restés chez eux, Rove s'est depuis évertué à mettre les "gens de foi" en général – et les protestants évangéliques en particulier – sur le chemin des urnes.

LES "BORN-AGAIN" CONSTITUENT UN QUART DE L'ÉLECTORAT

Rove semble avoir analysé correctement la situation. Les protestants blancs qui se décrivent comme des chrétiens *born-again* constituent environ le quart de l'électorat, davantage que les Noirs et les Hispaniques réunis. Ils sont particulièrement importants dans les États indécis, où les forces économiques font plutôt pencher les électeurs à gauche, et les questions de société à droite. Selon un sondage du centre Annenberg de l'université de Pennsylvanie, les *born-again* représentent 36 % des électeurs inscrits dans le Missouri, 30 % dans l'Iowa, 27 % dans l'Ohio et 22 % en Pennsylvanie.

Mais les républicains réussiront-ils vraiment à faire voter un groupe aussi imprévisible ? Savoir ce qui se passe dans l'univers des *born-again* est difficile. Les membres de cette communauté s'expriment plutôt à travers le magazine religieux *Good News* que dans *The New York Times*. Et, de leur côté, les républicains ne se vantent pas de leurs liens avec des groupes qui affirment que les "socialistes" veulent interdire la Bible. Cependant, tout porte à croire que les *born-again* seront beaucoup plus nombreux à voter cette année qu'en 2000. La raison la plus évidente est que le taux de leur participation en 2000 semble aujourd'hui complètement aberrant. Les *born-again* avaient été désillusionnés par le

► Le sermon d'aujourd'hui : Bénis soient les électeurs. Dessin de Kal paru dans The Economist, Londres.



scandale Monica Lewinski et tellement choqués de voir Bill Clinton s'en tirer à bon compte avec son adultère et ses mensonges qu'ils se sont retournés contre le monde politique en général.

Aujourd'hui, les *born-again* sont dans un état d'esprit différent. Ils sont beaucoup plus impliqués politiquement et beaucoup plus emballés par Bush. D'après Paul Weyrich, cofondateur de l'organisation fondamentaliste Moral Majority, les républicains ont probablement repêché les deux tiers de ces 4 millions de votes perdus. Ce que confirment les sondages : selon une autre enquête du centre Annenberg réalisée auprès de 4 500 électeurs juste avant la convention démocrate, 51 % des *born-again* s'identifient comme républicains et 22 % comme démocrates. Un sondage plus récent du Barna Research Group, un institut dans les petits papiers de la Maison-Blanche, fait une distinction entre les évangéliques proprement dits et la

population *born-again* en général. Mais la conclusion est similaire : 54 % des *born-again* envisagent de voter pour Bush, ainsi que 90 % des évangéliques purs et durs.

Certaines organisations religieuses, telles que Concerned Women of America ou Focus on the Family, fondée par James Dobson, déploient ces jours-ci une activité fébrile. Et les sujets propres à les enflammer ne manquent pas. Dobson a décrit l'opposition au mariage gay comme "notre D-Day, notre Gettysburg, notre Stalingrad". Le contraste qu'offrent les deux candidats les inspire tout autant : Bush a eu tout à fait raison sur tous les sujets, depuis la recherche sur les cellules souches jusqu'à la lutte contre le terrorisme. John Kerry, en revanche, n'a pas grand-chose pour lui : c'est un catholique pratiquant qui a des positions différentes de son Eglise sur nombre de ses principaux enseignements et un socialiste du Massachusetts qui ne connaît rien

du monde *born-again* (seuls 6 % des électeurs du Massachusetts sont *born-again*, contre 34 % au Texas).

Les protestants blancs conservateurs ne sont que la partie visible d'un iceberg religieux beaucoup plus important dans le paysage politique américain. Bush, un épiscopalien devenu méthodiste, s'est efforcé de toucher toutes les confessions, y compris les musulmans. Il a particulièrement réussi chez les catholiques. Selon le sondage du Barna Group, 53 % des électeurs catholiques lui accorderaient leur voix, contre 36 % pour Kerry, soit une amélioration de 22 points en quatre mois.

En battant le rappel des "gens de foi", Karl Rove risque de galvaniser les électeurs aux convictions plus laïques. Jusqu'à présent, les républicains sont assez bien parvenus à louvoyer entre les obstacles : parlez de des évangéliques de la convention républicaine, et ils se lanceront dans des laïus dithyrambiques non pas sur des héros médiatiques tels que Schwarzie et Rudy, mais sur Joni Eareckson Tada, un tétraplégique qui s'oppose à la recherche sur les cellules souches, ou Max Lucado, un écrivain religieux à succès. Et les initiatives contre le mariage gay ont été adoptées à une énorme majorité. Il est toutefois facile de sous-estimer le potentiel de l'Amérique laïque. A l'heure actuelle, 29 millions de personnes affirment n'appartenir à aucune religion, soit le double d'il y a dix ans.

Abstraction faite de la stratégie Rove, l'Amérique semble plus que jamais divisée le long d'une ligne culturelle. Le Parti républicain est en passe de devenir le parti des chrétiens engagés, et le Parti démocrate celui des laïcs tout aussi engagés. Les élections de 2004 pourraient bien se réduire à un choix entre le *Fahrenheit 9/11* de Michael Moore et *La Passion du Christ* de Mel Gibson. ■



■ Chaque jour, la campagne en direct

DOLLARS

Pour quel parti penche votre voisin ? Fundrace.org a la réponse

■ Connectez-vous sur <fundrace.org>, entrez votre adresse et vous pourrez tout savoir sur les dons que vos voisins ont faits aux différents partis politiques. Ou choisissez un code postal – disons Beverly Hills 90210 – et vous verrez qui a donné combien à qui. Votre humble serviteur, de son modeste ordinateur de Boston, s'est découvert de riches voisins inattendus : le vice-président d'une énorme société de l'audiovisuel qui a donné 30 000 dollars aux démocrates et le président d'une grande entreprise de matériel médical qui, avec sa femme, a contribué pour 50 000 dollars à la campagne des républicains. La transparence des dons aux partis politiques est l'un des piliers de la démocratie américaine. Mais jusqu'à quel point est-elle une bonne chose ? La réglementation en cours sur les dons publics date d'une autre ère – de 1974, après le Watergate, une époque où

les dossiers étaient essentiellement tenus sur papier et où il fallait se rendre à la Commission fédérale électorale (FEC) de Washington pour en savoir plus. Internet a tout changé. Les données de la FEC sont désormais téléchargeables par tous – même si la loi interdit leur usage commercial – et il y a des années qu'on peut trouver ces informations en ligne sur divers sites. C'était relativement anodin, jusqu'à ce qu'un groupe d'artistes inspirés par les nouvelles technologies mettent en rapport ces informations et la situation géographique des donateurs, améliorèrent les capacités de recherche et établissent la cartographie des grandes villes immeuble par immeuble. Le résultat se trouve sur <www.fundrace.org>. Ainsi, leur carte de Manhattan accrédite le stéréotype selon lequel l'Upper East Side, chic et guindé, penche du côté républicain, tandis que l'Upper West Side, légèrement moins

nanti mais plus hédoniste, est en majorité démocrate. Le charme de ce système, c'est qu'il permet au voyeur de percer les écrans de fumée – par exemple, ces personnalités soi-disant impartiales qui font des dons par l'intermédiaire de leur conjointe (une méthode apparemment très en vogue chez les professeurs de sciences politiques). Les dons devraient-ils être anonymes, comme c'est le cas pour le vote ? En fait, voter a eu lieu en public jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Ian Ayres, professeur de droit à l'université Yale et coauteur du livre *Voting with Dollars*, propose que les dons soient déposés dans des isolements : les candidats n'auraient ainsi aucun moyen de savoir à qui ils sont redevables en particulier. Mais il est vrai que, si les contributions étaient anonymes, il y en aurait probablement beaucoup moins...

The Economist, Londres



Nader empêtré dans des parrainages frauduleux

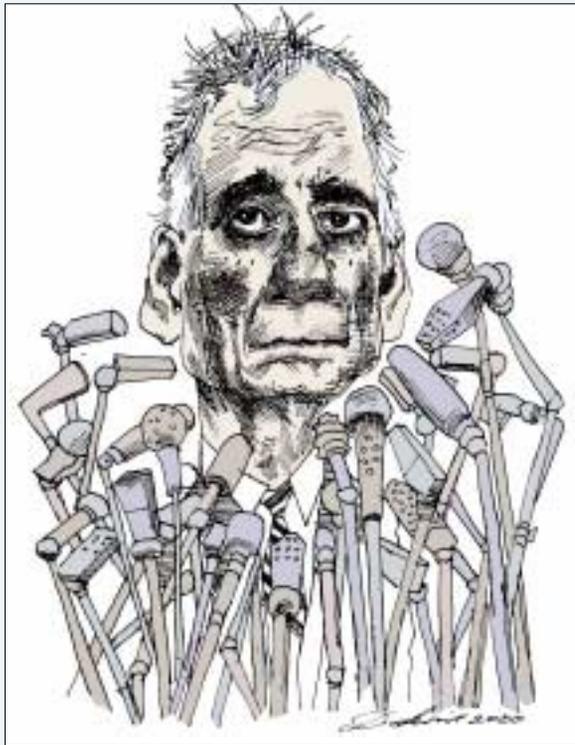
Le candidat indépendant – mais soutenu par les républicains – est poursuivi en justice. Car plusieurs milliers des signatures qui lui ont permis de se porter candidat à la présidence apparaissent suspectes.

THE NEW YORK TIMES
New York

DE PHILADELPHIE

Dans l'Etat électoralement très convoité de Pennsylvanie, la course aux parrainages dont Ralph Nader a besoin pour se porter candidat dans cet Etat a poussé un père et son fils à lui accorder, à eux deux, soixante fois leur signature. D'autres signataires étaient affublés d'adresses inexistantes, à moins, comme l'a déclaré un juge, "qu'ils ne résident au beau milieu du fleuve Delaware". La semaine dernière, dans la seule ville de Philadelphie, les juges de quatre tribunaux ont tenté de s'y retrouver, épluchant des centaines de noms afin de savoir si Nader pourrait effectivement être mentionné sur les bulletins de vote qui n'attendent plus que d'être imprimés et distribués. "Je ne peux pas laisser ce litige perturber une élection dans tout l'Etat", a déclaré le juge James G. Colins, le président du tribunal administratif qui venait de passer une quinzaine de jours à examiner des signatures. "Je reçois des coups de fil des comités, des comités électoraux, des juges. Il est temps de passer à autre chose."

Etat après Etat, la candidature de Ralph Nader a fait l'objet d'une âpre lutte, les républicains l'aidant à obtenir des signatures dans l'espoir qu'il détourne des votes destinés à Kerry, tandis que les démocrates s'efforçaient



▲ Dessin de David Levine paru dans The New York Times Book Review, Etats-Unis.

de l'en empêcher. Mais c'est en Pennsylvanie que la fraude et les complications ont atteint leur paroxysme, les juges de tout l'Etat se retrouvant contraints de passer en revue plus de 40 000 signatures suspectées d'être invalides ou mensongères. Les magistrats ont d'ores et déjà annulé quelque 10 000 parrainages récoltés en Penn-

sylvanie pour le compte de Nader. Quelque 25 000 attendent encore que les juges aient statué à Philadelphie. Le juge Colins s'attend à ce que près de 70 % des signatures de la ville soient écartées. (Ralph Nader a besoin de 25 697 parrainages pour pouvoir se présenter en Pennsylvanie.)

Cette fois-ci, pas de confettis plus ou moins détachés, mais du crayon noir, des graphologues, des loupes et une bonne dose de chaos. Deux des avocats de Nader ont démissionné et, s'il peut toujours compter sur plusieurs républicains occupés à courir en son nom d'un tribunal à l'autre, il a malgré tout dû avoir recours à des étudiants en droit pour défendre sa cause. Par ailleurs, un groupe de sans-abri a attaqué en justice l'équipe de campagne, prétendant ne pas avoir reçu l'argent qu'on leur avait promis pour la collecte des signatures. De son côté, le comité de Nader accuse les démocrates d'avoir dérobé des parrainages vierges puis d'avoir rémunéré des sans-abri deux fois plus pour qu'ils les signent de faux noms.

Afin d'examiner les milliers de signatures litigieuses, la cour de Philadelphie a dû désigner un juge d'un autre comté et ouvrir deux tribunaux improvisés. Les magistrats ont ainsi travaillé jusqu'à minuit plusieurs soirs de suite, s'usant les yeux à déchiffrer des patronymes et adresses qui, dans bien des cas, n'existaient pas. L'équipe de Nader et leurs adversaires démo-

crates l'admettent : l'enjeu est vital. Dans les sondages, Nader est crédité de 4 % des intentions de vote en Pennsylvanie, un Etat où Al Gore ne l'avait emporté que de justesse en l'an 2000. Il est désormais officiellement candidat dans plus de trente Etats, et il a déclenché des procédures judiciaires dans dix autres. Dans l'Ohio, plus de la moitié des 5 000 signatures dont il avait besoin ont été déclarées invalides. Dans bien des cas, il s'agissait de faux. Dans l'Oregon, plus d'une vingtaine d'électeurs ont signé des certificats attestant que leurs noms apparaissaient sur des parrainages qu'ils n'avaient pas signés.

L'équipe de Nader, qui a recruté des gens pour collecter des signatures à Philadelphie, maintient qu'elle est la victime dans l'affaire et que les signatures frauduleuses sont le résultat d'un sabotage. Elle n'en apporte toutefois aucune preuve, si ce n'est qu'un SDF affirme que les démocrates lui ont offert le double de ce que l'organisation de Nader lui avait proposé pour les signatures. De leur côté, les démocrates accusent Nader d'avoir tenté sciemment de frauder. S'il n'est pas illégal de payer des gens pour qu'ils collectent des signatures, les avocats soutiennent que Nader a soumis ses parrainages signés tout en sachant que les gens qui les avaient récoltés s'étaient contentés de recopier des noms par ordre alphabétique dans l'annuaire du téléphone. **Kate Zernike**

MOTIVATION

Les jeunes iront voter, mais pour qui ?

D'ANN ARBOR (MICHIGAN)

En 2000, Chris Rowlett n'avait pas pris la peine de s'inscrire sur les listes électorales. La semaine dernière, ce jeune homme de 22 ans en dernière année de faculté faisait partie des étudiants qui se pressaient pour mettre leur nom sur ces mêmes listes autour d'une table installée au Diag, le grand lieu de réunion de l'université du Michigan. "Avant, je pensais que donner le pouvoir à l'un ou l'autre revenait au même, explique-t-il en remplissant un formulaire. Mais là, il est vraiment important de choisir le président." Les électeurs tels que Chris pourraient bien être une carte maîtresse dans le scrutin de cette année. Le taux de participation des jeunes ayant chuté presque sans interruption depuis le passage, en 1972, de la majorité légale de 21 ans à 18 ans, de nombreuses organisations politiques et non partisans se sont mobilisées pour les inciter à voter. Objectif : faire passer le nombre des votants chez les 18-30 ans de 18 millions en 2000 à 20 millions cette année. Les électeurs plus âgés pensent que les jeunes votent à gauche. Mais les son-

dages effectués à la sortie des urnes depuis 1972 montrent que les jeunes se répartissent à peu près de la même façon que le reste des électeurs. Depuis vingt ans, ils élisent en général le même président que leurs aînés. De l'avis unanime, les jeunes sont plus impliqués cette année. Dans les sondages, John Kerry avait jusqu'à présent un net avantage, mais il est désormais au coude-à-coude avec son rival républicain. L'une des questions clés est la guerre en Irak : si certains soutiennent Bush, d'autres craignent d'être appelés sous les drapeaux. Et beaucoup s'inquiètent de la faible croissance de l'emploi, se demandant quel avenir les attend une fois diplômés. Les six organisations non partisans engagées dans l'opération "20 millions de votes" annoncent avoir dépensé 40 millions de dollars pour encourager les jeunes à prendre le chemin des urnes. Le Comité national républicain des étudiants, qui dispose d'un budget de plus de 10 millions de dollars, a envoyé 60 émissaires dans les campus de tout le pays. Les démocrates, qui sont loin d'avoir les

mêmes moyens, organisent des campagnes au niveau national. A l'université du Michigan, orientée à gauche, beaucoup critiquent la politique étrangère de Bush. Chris, moins radical que beaucoup d'autres au sujet de la guerre, a cependant prévu de voter pour Kerry parce qu'il estime que Bush a nui à l'image des Etats-Unis dans le monde. Malgré tout, lorsque les College Republicans ont installé leurs listes d'inscriptions, ils ont attiré un flot d'étudiants séduits par les idées conservatrices de Bush et sa position inébranlable en matière de défense. Les indécis sont apparemment beaucoup plus nombreux parmi les jeunes que dans la population plus âgée. Canty en fait partie. Elle aimerait voir les soldats rentrer d'Irak, "mais cela voudrait dire que le travail est à moitié fait". Ses sympathies vont plutôt aux républicains, mais elle n'a pas été convaincue par Bush lors du premier débat avec Kerry. Elle en est au même point pour les élections que pour sa spécialisation à la fac : elle ne s'est pas encore décidée. **Ronald Brownstein, Los Angeles Times, Los Angeles**

NOUVEAUX ÉLECTEURS

Inscriptions en masse

■ Cette année, les comtés ont reçu une avalanche d'inscriptions sur les listes électorales, en particulier dans les Etats les plus disputés, rapporte le *Los Angeles Times*. En Floride, par exemple, où l'élection présidentielle s'était jouée sur 537 votes, plus de 550 000 nouveaux électeurs se sont inscrits depuis le mois de janvier, répartis également entre démocrates et républicains*. Dans la ville de Philadelphie (Pennsylvanie), le nombre de nouveaux inscrits (219 000) n'avait jamais été aussi élevé depuis 1983, rapporte l'administrateur des inscriptions, indiquant que neuf personnes sur dix se sont inscrites sous l'étiquette démocrate. Dans un comté de l'Ohio où le nombre de nouveaux inscrits est le double de il y a quatre ans, le responsable des inscriptions déclare : "C'est un vrai cirque, la chose la plus folle que j'aie jamais vue." Les sondages indiquent pour leur part que les Américains sont deux fois plus nombreux qu'en l'an 2000 à suivre l'élection "de très près" et que deux sur trois considèrent que cette élection est "la plus importante de leur vie". Ces inscriptions bénéficieront-elles à John Kerry ? Possible, mais pas sûr, estime Donald Green, un professeur de l'université Yale spécialiste des comportements électoraux. En général, environ 70 % des gens qui font la démarche de s'inscrire vont ensuite voter, explique-t-il. Mais il est beaucoup moins sûr du comportement qu'auront ceux à qui on a proposé de s'inscrire à la sortie d'un supermarché.

* Dans le système américain, les électeurs doivent choisir un parti pour pouvoir participer aux primaires, ce qui ne les oblige nullement à voter pour lui.

EN BREF

L'INITIATIVE

Inscrivez-vous !

"Vous êtes appelés sous les drapeaux." Tel est le courriel qu'ont reçu 640 000 jeunes Américains, avec un avertissement : "Vous pourriez bientôt recevoir une vraie carte si la situation ne s'améliore pas", rapporte le *Los Angeles Times*.

C'est Rock The Vote, une association dont le but est de pousser les jeunes à voter, qui est à l'origine de l'opération. "Seul un jeune sur quatre sait que Bush et Kerry sont opposés au retour de la conscription", remarque le quotidien.

L'OPINION



Kerry n'est pas assez franc

"Beaucoup d'Américains s'attendent à d'autres mauvaises nouvelles à propos de l'Irak ou de

l'économie. Ils sont ouverts à l'idée de remplacer Bush, mais pas par un politicien qui partage les défauts du président – une sous-évaluation cynique de la capacité des gens à se sacrifier et à affronter ce qui est soudain devenu un monde très difficile", juge le commentateur Joe Klein dans le numéro de *Time* titré : "Dans un mouchoir de poche".

LA CITATION

"Et la rumeur selon laquelle Elvis va présenter le troisième débat, vous la connaissez ?" Scott Stanzel, le porte-parole de campagne de George Bush, cherchait par cette boutade à mettre fin aux interrogations des médias sur la nature de la bosse que l'on peut distinguer dans le dos du président sur certaines photos du premier débat. S'agissait-il d'un boîtier permettant à Bush d'écouter les conseils de ses conseillers ?

(*USA Today*, Etats-Unis)

LE CHIFFRE

14 273

C'est le nombre de spots diffusés de mars à septembre sur les chaînes de télévision de l'Ohio pour la campagne des deux candidats à la Maison-Blanche. L'Etat est considéré comme l'un des plus cruciaux.

Chaque jeudi, retrouvez les élections américaines sur France Info, dans la chronique "Journaux du monde", à 14 h 57, 16 h 27, 19 h 57, 21 h 57 et 0 h 57.





COLOMBIE

L'inquiétant pouvoir politique des paramilitaires

Longtemps, les médias se sont tus face à la prolifération des groupes paramilitaires. Mais la collusion entre la classe politique et ces milices qui sèment la terreur est aujourd'hui trop évidente.

EL TIEMPO
Bogotá

Certaines sphères du pouvoir colombien semblent s'inquiéter face aux symptômes avancés de la "paramilitarisation" du pays. Et même les journalistes d'opinion, une fois n'est pas coutume, s'accordent pour dénoncer le phénomène. Un haut fonctionnaire de l'Etat, qui a parcouru l'ensemble du territoire national, a résumé les choses en ces termes : "Le projet politique des paramilitaires est plus dangereux que leur projet militaire. La guérilla négociera tôt ou tard parce que sa base sociale est en train de s'effondrer. Les paramilitaires, au contraire, sont en train de la renforcer avec un projet politique déguisé en participation démocratique." Les Colombiens ont également pu entendre deux députés avouer sans aucune honte l'admiration qu'ils portent à Salvatore Mancuso [actuel chef des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), principal groupe paramilitaire d'extrême droite] et à "Adolfo Paz" [l'un des neuf commandants des AUC]. Mancuso fait pourtant l'objet de quinze enquêtes (dont trois pour assassinat) et Paz, qui a une longue carrière dans la pègre, est recherché pour kidnapping.

Et ce n'est là que la pointe de l'iceberg du pouvoir militaire et politique des "milices d'autodéfense" dans le pays. D'après une carte établie par la présidence, celles-ci compteraient aujourd'hui 49 fronts présents dans 26 des 32 départements du pays et dans 382 de ses 1 098 communes, soit 13 500 hommes répartis sur 35 % du territoire national. Il s'agit là d'une forte progression par rapport à 1995, où, selon le gouvernement, les paramilitaires disposaient de 3 000 hommes, et par rapport à 1998, où, selon une étude du chercheur Mauricio Rubio, ils étaient présents dans 25 % des communes. Entre 1994



et 1997, les Autodéfenses unies de Colombie se sont consolidées et ont pris la forme d'une fédération dont le but, à en croire ses statuts et les idées de son leader, Carlos Castaño [disparu mystérieusement depuis le 16 avril dernier], est non seulement d'être une armée couvrant tout le pays mais aussi une force politique "représentant et défendant les droits et les intérêts nationaux négligés par l'Etat".

Entre 1996 et 2001, le modèle paramilitaire de Córdoba [au nord du pays, un département où les paramilitaires, alliés aux grands propriétaires terriens, contrôlent pratiquement toutes les terres d'élevage] et d'Urabá [région bananière du Nord contrôlée autrefois par la guérilla et reprise par les paramilitaires au prix d'incessants massacres de la population civile] s'est exporté dans plus de quinze départements, laissant sur son chemin son lot de cadavres. Puis les AUC ont discrètement infiltré l'économie et la politique régionales, jusqu'à obtenir un contrôle presque total dans plusieurs zones. Les signes sont peu nombreux,

▲ Dessin de Francisco Lança paru dans Diario de Noticias, Lisbonne.

■ Armes

La société réclame le désarmement des groupes armés, mais au Congrès, les "pères de la patrie" se répartissent des pistolets et des mitraillettes s'insurge l'hebdomadaire *Semana*. 150 revolvers 9 mm et 45 mitraillettes vont être distribués aux congressistes qui le demandent dans le cadre de leur "autoprotection".

mais ils commencent à apparaître. Au mois de juin, nous avons demandé à l'état-major des AUC jusqu'où s'étendait leur influence. "Nous contrôlons la quasi-totalité de la côte nord. Au centre du pays, le Magdalena Medio et, au sud, Nariño, Putumayo", a répondu "Jorge 40", second du Blocque Norte [l'un des principaux fronts des AUC]. "Nous contrôlons les couloirs stratégiques de la guérilla, contrairement à la force publique."

UNE FORTE PROPENSION À S'IMPOSER PAR LE SANG

Trois des principaux organismes d'enquête ainsi qu'une agence gouvernementale ont confirmé, sous couvert de l'anonymat, que l'existence de liens entre les paramilitaires et les gouvernements locaux ou départementaux de la côte atlantique, du Casanare et du Meta était prouvée. De nombreuses anecdotes montrent une certaine connivence sociale, culturelle et politique. Dans l'une de leurs chansons, les frères Zuleta [chanteurs de vallenato, une musique originaire du nord du pays, très populaire] s'écrient : "Vive Astrea, terre paramilitaire !"

On sait que des réunions ont eu lieu entre Mancuso et la direction de l'université de Córdoba. D'autre part, un représentant à la Chambre des députés serait, selon certains de ses collègues, chargé de rendre des comptes aux chefs "paras" de Córdoba. De nouvelles formations politiques font leur apparition, où certains membres expriment ouvertement leur sympathie pour les "paras". Parmi elles figure le mouvement Colombia Viva, qui compte 13 députés, 27 maires et 388 conseillers municipaux, dont beaucoup jouissent d'un fort soutien électoral dans des zones qui sont sous l'influence des paramilitaires. Certains anciens membres des AUC de Medellín ont obtenu des postes dans trente conseils municipaux aux élec-

tions d'avril. "N'oublions pas que Mancuso a déclaré que 30 à 35 % du Congrès avait été élu par les paramilitaires", souligne le sénateur Jimmy Chamorro.

Les conseillers de l'un des plus hauts fonctionnaires du gouvernement racontent qu'à chaque fois qu'une opération contre les paramilitaires est déclenchée leur chef regarde son téléphone et dit : "Voyons qui appellera le premier !" Il peut être sûr que tel ou tel politique lui téléphonera pour formuler des objections.

Les Autodéfenses ont pourtant une forte propension à s'imposer par le feu et le sang : plus de la moitié des enquêtes ouvertes l'année dernière par l'Unité nationale des droits de l'homme du ministère public concernent des paramilitaires, contre 38 seulement (sur 213) impliquant la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). "Nous ne disposons d'aucun chiffre, mais dans presque tous les assassinats de syndicalistes, de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme sur lesquels nous avons enquêté, les auteurs sont les paramilitaires. Dans de rares cas, c'est la guérilla", affirme une source du ministère public. Les paramilitaires utilisent plusieurs tactiques pour éliminer ceux qui se trouvent sur leur chemin, allant de la corruption (50 millions de pesos pour classer une enquête) jusqu'à l'assassinat. Les paramilitaires imposent leurs propres lois. Dans des villages du sud du Magdalena, ils interdisent les pantalons à taille basse, rasent la tête des femmes adultères et font balayer la place du village à celles qu'ils jugent trop bavardes. Ils ont également instauré un système de "vacins" [impôts]. "Des 1 000 pesos qu'ils font payer à chaque vendeur ambulancier de Santa Marta jusqu'aux 250 000 à 500 000 que paie chaque camion qui entre dans le port. Et certains bateaux ont besoin de 70 camions pour leur déchargement", indique une source bien placée de la sécurité.

Alvaro Sierra

ORGANISATION DES ÉTATS D'AMÉRIQUE

Ce scandale de corruption qui secoue l'OEA

Les aspirants dictateurs d'Amérique latine doivent être à la fête : le scandale de corruption qui a éclaboussé pendant près de deux semaines l'Organisation des États américains (OEA) a quasiment paralysé cette institution. Or elle était devenue, ces dernières années, une ligne de défense essentielle contre les autocrates du continent. Malgré son ancienne réputation de club de diplomates à la retraite, connue pour les cocktails donnés dans son majestueux siège de Washington, l'OEA s'était attiré le respect de beaucoup en agissant comme un instrument de défense collective de la démocratie dans la région. Forte de 34 membres, l'organisation a su éviter des coups d'Etat militaires et

constitutionnels à Haïti, au Paraguay et au Pérou, et a plus récemment joué un rôle de médiateur dans la crise politique vénézuélienne. En outre, sa Commission des droits de l'homme, agence semi-autonome qui est aussi son plus beau fleuron, a courageusement dénoncé les violations commises dans toute la région. L'OEA est malheureusement paralysée par le scandale qui touche son tout nouveau secrétaire général, Miguel Angel Rodríguez, désormais démissionnaire. L'affaire a éclaté au début du mois d'octobre, avec les révélations du quotidien *La Nación* (de San José), selon lesquelles Rodríguez, ancien président du Costa Rica, aurait reçu en 2001 une partie d'un pot-de-vin de l'en-

treprise de télécommunications française Alcatel. L'actuel président costaricain, Abel Pacheco, qui avait soutenu la candidature de Rodríguez à l'OEA, a envoyé une lettre exigeant sa démission "au nom de la réputation" du Costa Rica. Des fonctionnaires des États-Unis et d'autres pays de l'OEA affirment que ce scandale relève des affaires intérieures du Costa Rica, et que l'affaire doit être jugée devant les tribunaux de ce pays. Mais ils craignent qu'elle ait sapé l'autorité morale de l'OEA en matière de défense de la démocratie et de lutte contre la corruption dans la région. La démocratie ne tient plus qu'à un fil au Venezuela et dans plusieurs pays andins, et les membres de l'OEA négocient actuel-

lement des mesures anticorruption, qui doivent être approuvées lors du Sommet des Amériques de 2005. Personne ne sort indemne de cet embrouillamini. La réputation d'honnêteté de Rodríguez est fortement mise à mal. Le président Pacheco donne l'image d'un président irresponsable qui a déstabilisé le système interaméricain avant même qu'une accusation en bonne et due forme ait été portée. Le Costa Rica, l'une des démocraties modèles du continent, passe pour un paradis de la corruption. Plus l'OEA sera affaiblie par cette affaire, plus les autocrates et les corrompus de toute l'Amérique latine auront l'impression d'avoir carte blanche.

Andrés Oppenheimer, *El Nuevo Herald*, Miami



MEXIQUE

Le grand retour du PRI

Vaincu en l'an 2000 après soixante-dix années de pouvoir ininterrompu, le Parti révolutionnaire institutionnel a repris l'avantage sur la scène mexicaine. Et les dinosaures du parti sont toujours là.

NEWSWEEK
New York

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) du Mexique a retrouvé toute son assurance, et le nouveau gouverneur du Veracruz croit savoir pourquoi. Fidel Herrera est le dernier d'une série de candidats en vue du PRI à avoir été élu à la fois maire et gouverneur, ce qui a renforcé l'idée que cette grosse machine politique, évincée du pouvoir il y a quatre ans, après sept décennies de domination, pouvait prétendre à nouveau à la victoire lors de l'élection présidentielle de 2006.

Pour un parti qui a longtemps été synonyme de corruption et de copinage, ce retour en force serait stupéfiant. A l'élection de 2000, les électeurs avaient paru désavouer ses vieilles habitudes politiques. Le PRI semblait en décalage avec la demande d'une authentique démocratie et d'un sérieux changement exprimée par la population. Mais, depuis, la présidence de Vicente Fox, leader du Parti d'action nationale (PAN, conservateur), s'est embourbée, et le PRI a récupéré des millions d'électeurs qui lui avaient tourné le dos. Pour Herrera, le PRI doit sa remontée dans les sondages à sa métamorphose : la défaite "nous a offert une excellente occasion de nous remettre en question". "Le PRI d'aujourd'hui est un [nouveau] parti ; l'ancien est enterré."

En réalité, et comme le font remarquer tous les politologues mexicains, aucun des hommes politiques qui se présentent à l'heure actuelle sous l'étiquette du PRI n'est un nouveau venu. Nombre d'entre eux appartiennent même à l'aile des "dinosaures", ce groupe qui s'est opposé aux réformes démocratiques mises en place dans les années 1990 et qui a conduit le PRI à sa première défaite présidentielle. Ils



ont préparé leur retour sous la conduite du président du parti, Roberto Madrazo, qui pourrait être le candidat officiel à la présidentielle de 2006. Madrazo "représente ce qu'il y a de pire dans le PRI et dans le passé, l'autoritarisme et la corruption", confiait fin août l'intellectuel de gauche et ancien ministre des Affaires étrangères de Vicente Fox Jorge Castañeda, aujourd'hui candidat à la présidence du Mexique, à l'hebdomadaire *Proceso*. "Qui va l'arrêter ? Comment ? Plus le temps passe, plus on a du mal à l'imaginer."

Le PRI a amorcé son come-back lors des élections de mi-mandat de l'an dernier en remportant une majorité relative de sièges sur les 500 à pourvoir à la Chambre basse, principalement aux dépens du PAN. Cette tendance s'est accentuée en 2004 : le parti a conservé le contrôle de vieux bastions comme les Etats d'Oaxaca et de Veracruz, dans le sud et l'est du pays, tout en faisant des percées dans le nord, le fief du PAN, où des candidats du PRI ont été élus gouverneurs des Etats de Chihuahua et Durango en juillet dernier. Sur les six postes de gouverneur à pourvoir cette année, le PRI n'en a perdu que deux, si bien que le parti contrôle aujourd'hui la majorité

▲ "Ça ne change pas beaucoup la décoration, mais c'est un bon début." Dessin de Ricardo y Nacho paru dans *El Mundo, Madrid*, le 4 juillet 2000, au lendemain de l'élection présidentielle remportée par Vicente Fox, du Parti d'action nationale (PAN, conservateur).

des Parlements des 31 Etats. Ce qui inquiète les adversaires du PRI, ce ne sont pas tant les résultats que le fait que le parti continue à se soucier davantage de pouvoir et de privilèges que d'une véritable réforme politique. Fils d'un ancien gouverneur, Madrazo est pratiquement né au sein du PRI. Il a passé quasiment toute sa vie d'adulte à occuper des postes désignés par le parti. Le gouverneur Herrera a eu une carrière similaire. Cet avocat de 55 ans a été élu cinq fois au Congrès en tant que candidat du PRI et il a renoncé à ses fonctions de sénateur cette année pour présenter sa candidature, à la demande de Madrazo, au poste de gouverneur de son Etat natal. Le maire PRI qui vient d'être élu dans la ville frontière de Tijuana est un fils de Carlos Hank González, un ancien ministre qui a amassé une fortune colossale et qui a un jour affirmé qu'un homme politique pauvre était un homme politique incompetent.

Il est vrai que l'incompétence du gouvernement Fox a favorisé le PRI. Alors que sa cote de popularité était au plus haut, lors de son entrée en fonctions, à la fin de l'an 2000, Fox s'est refusé, pendant les deux premières années de son mandat, à poursuivre pour corruption d'anciens hauts responsables affiliés au PRI. Il a surpris bien des membres de son propre parti en choisissant comme proche conseiller un apparatchik du PRI et il n'a jamais fait pression sur les parlementaires de ce parti pour qu'ils approuvent les projets de réforme du code fiscal et du service public d'électricité.

Quand l'économie mexicaine a été frappée par la récession et que les projets de réforme de Fox se sont enlisés dans un Congrès dominé par l'opposition, les élus du PRI sont passés à l'attaque et ont acculé non seulement le président mais les candidats du PAN

dans tout le pays à une attitude purement défensive. Quelle que soit la valeur des autres candidats du PRI, c'est entre les mains de Roberto Madrazo que repose l'avenir du parti. En 1999, il s'est présenté aux premières élections primaires du pays et a su digérer sa défaite en dépit des irrégularités électorales dont avait manifestement bénéficié son principal adversaire, Francisco Labastida. Par la suite, il a relevé le défi de reconstruire un parti démolalisé par la victoire de Fox.

Ce marathonnier de 52 ans, père de cinq enfants, qui ne touche ni à l'alcool ni au tabac, se présentera très probablement aux primaires de l'an prochain. Mais, pour l'heure, il déclare ne pas faire campagne pour la présidence. "Nous n'adhérons ni à la droite, ni au néolibéralisme, ni au populisme. Aussi bizarre que cela puisse paraître, le PRI a tiré parti de la défaite de 2000. Notre parti recueillait cette année-là 24 % des intentions de vote, alors qu'aujourd'hui nous en avons 38 %."

La plus grosse difficulté de Madrazo pourrait être de maintenir l'unité du parti pendant la période pré-électorale. Il a déjà eu une altercation en public avec Elba Esther Gordillo, la présidente du puissant syndicat des enseignants, qui compte parmi les partisans les plus acharnés de la réforme. Rien ne garantit d'ailleurs qu'il remportera les primaires. Malgré la popularité du PRI dans les sondages, la cote de Madrazo est étonnamment basse : lors d'une enquête récente, seul un Mexicain sur cinq a exprimé l'intention de voter pour lui en 2006. Ces résultats le situent très loin du candidat le mieux placé, le maire populiste de gauche de Mexico, Andrés Manuel López Obrador, qui est peut-être le seul homme capable de vaincre le candidat investi par le PRI.

Joseph Contreras

CUBA - ÉTATS-UNIS

Voyages raréfiés, compagnies aériennes étranglées

Les restrictions imposées par le président George W. Bush sur les voyages à Cuba ont porté un coup terrible au secteur des vols charters. Outre leurs effets économiques, ces mesures aggravent les tensions politiques, sans compter les drames familiaux qu'elles entraînent pour la communauté cubaine de Miami. Trois mois après l'adoption par la Maison-Blanche de dispositions visant à réduire la fréquence des visites familiales à Cuba, assorties entre autres d'une nouvelle procédure d'autorisation des voyages de Cubains et de "Cubains-Américains" vers l'île, la situation est des plus préoccupantes parmi les militants politiques, les chefs d'entreprise et les voyageurs. L'octroi des "autorisation spécifiques" est quasi paralysé, alors même que certains demandeurs sont

dans des situations tragiques, comme Enma Cruz, une vieille dame qui n'a pas pu rendre visite à sa fille moribonde et qui attend toujours une réponse des autorités. Depuis que l'Office of Foreign Assets Control (OFAC, Bureau de contrôle des biens étrangers) du département du Trésor a émis le nouveau formulaire d'autorisation, le 2 juillet, moins de 70 personnes ont obtenu le feu vert des autorités, sur plus de 4 000 demandes. Le nombre d'autorisations accordées est comptabilisé toutes les semaines par six des sept compagnies de vols charters habilitées à travailler avec Cuba. Les fonctionnaires de l'OFAC à Washington refusent de confirmer le nombre d'autorisations octroyées et se bornent à préciser que, depuis le 1^{er} août, 1 500 demandes ont été traitées. Les consé-

quences sur le secteur des voyages à Cuba ne se sont pas fait attendre. Même si le nombre de vols hebdomadaire se maintient à une vingtaine, le nombre de places occupées atteint à peine la moitié de ce qu'il était jusqu'au mois de juillet. Pour compenser la très forte baisse de la demande, les compagnies ont pris le parti d'affréter des avions plus petits. La plupart des billets vendus pendant le dernier trimestre correspondent à des délégations universitaires et religieuses, ou l'ont été à de gens qui retournent dans l'île après une visite familiale. Le nombre de vols hebdomadaires vers La Havane a été ramené à neuf pour les avions de 60 places, et à sept pour les avions de 19 passagers. En ce qui concerne Cienfuegos, Camagüey, Holguín et Santiago de Cuba,

il y a un vol hebdomadaire par ville, avec des avions de 60 passagers. "Beaucoup de compagnies de charters qui tirent l'essentiel de leurs revenus des vols avec Cuba ne s'en relèveront sans doute pas", pronostique John Kavulich, président du Conseil économique et commercial Etats-Unis-Cuba, qui a son siège à New York. Et il souligne également les effets désastreux de ces mesures sur le secteur touristique cubain. Selon le ministère du Tourisme cubain, le nombre de voyageurs vers l'île a diminué de 25 % depuis que Washington a instauré le contrôle des visites familiales, l'été dernier. On estime que, en 2003, quelque 154 000 personnes se sont rendues légalement à Cuba depuis les Etats-Unis, dont 85 % pour des raisons familiales.

Wilfredo Cancio Isla, *El Nuevo Herald*, Miami

INDE

La guérilla séparatiste gronde en Assam

Au nord-est de l'Inde, des groupes indépendantistes font le coup de feu au nom de revendications ethniques. Et l'Etat semble impuissant face à des insurgés qui trouvent armes et refuge auprès des islamistes.

OUTLOOK
New Delhi

Le 2 octobre dernier, jour anniversaire de la naissance du Mahatma Gandhi, 26 personnes sont mortes et plus d'une centaine ont été blessées dans deux explosions survenues à Dimapur, la seule gare de chemin de fer du Nagaland, dans le nord-est de l'Inde. Le même jour, 18 autres personnes étaient tuées en Assam, toujours dans le nord-est du pays, lors d'une série d'attaques concertées menées à grand renfort de fusils, de grenades et d'explosifs. Depuis le 2 octobre, 217 personnes ont été blessées et 81 tuées dans des fusillades et des attentats attribués aux séparatistes. Si ces actes terroristes sont bien l'œuvre du Front national démocratique du Bodoland (FNDB), comme on est en droit de le penser, il semble que l'organisation révolutionnaire ait voulu adresser un message fort à la communauté bodo de l'Assam et au gouvernement indien : elle est plus vivante que jamais, sa motivation et sa capacité d'action demeurent intactes, malgré le démantèlement de ses infrastructures au Bhoutan par le gouvernement bhoutanais, à la demande du gouvernement indien, en décembre dernier.

VILLAGES BODOS

CONTRE VILLAGES NON BODOS

Les Bodos constituent une tribu importante des plaines de l'Assam, en constante effervescence depuis 1967 en raison des discriminations dont ils s'estiment victimes de la part de la majorité assamaise. Cette agitation, particulièrement vive au sein de la jeunesse bodo, a abouti à la création de deux organisations militantes : les Forces de sécurité bodos (FSB), créées par un certain Ranjan Daimari en 1989 et rebaptisées plus tard FNDB ; et les Forces de libération des tigres bodos (FLTB), fondées par Prem Singh Brahma. Mais, alors que le FNDB prône l'indépendance du Bodoland, les FLTB réclament un Etat bodo au sein de l'Union indienne. L'un des obstacles majeurs empêchant de satisfaire les exigences bodos réside dans le fait que les villages de l'Assam majoritairement bodos ne forment pas un territoire homogène. En effet, ce que les Bodos



■ Tribaux

Depuis l'indépendance de l'Inde, en 1947, le nord-est du pays est la proie de troubles et d'insurrections séparatistes qui ont fait plus de 50 000 morts. Dans toute la région, une trentaine d'organisations tribales revendiquent une autonomie croissante et refusent le joug économique, politique et culturel de New Delhi. D'après les chiffres de 2001, les tribus représentent 8,2 % de la population indienne totale, 94,5 % de la population du Mizoram, 89,1 % de la population du Nagaland et 12,4 % de la population assamaise.

considèrent comme leur territoire est en réalité parsemé d'un nombre important de villages non bodos.

Le 20 février 1993, alors que Narasimha Rao occupait le poste de Premier ministre, le gouvernement indien fédéral et le gouvernement régional de l'Assam ont conclu un accord avec les dirigeants bodos pour l'instauration d'un Conseil autonome bodo (CAB). Au moment de sa création, cependant, les deux gouvernements et les leaders bodos ont été incapables de s'entendre sur le nombre de villages devant être placés sous l'autorité du Conseil. Ces désaccords ont provoqué une escalade de violence chez les insurgés bodos, dirigée notamment contre les habitants non bodos des villages revendiqués par les rebelles.

En fait, les troubles remontent à bien plus longtemps. Depuis 1956, le nord-est de l'Inde représente un foyer majeur d'insurrections et d'actes terroristes à cause des aspirations séparatistes des minorités ethniques. Cette région dispose de tout ce dont les terroristes et insurgés ont besoin pour assurer la survie de leurs mouvements : des repaires au Bhoutan, au Myanmar et au Bangladesh ; des infrastructures nécessaires à l'entraînement et à l'approvisionnement en armes et en munitions ; le soutien des services secrets du Pakistan et du Bangladesh ; une aide financière constante de la part des trafiquants de drogue du Triangle d'or ; et la carence de l'Etat dans le nord du Myanmar.

S'ajoute désormais à cela la présence grandissante, ces dernières années, de la nébuleuse islamique internationale de Ben Laden, à travers le Harkat ul-Jihad al-Islami (HUJI), installé en territoire bangladais. Les Etats-Unis ayant intensifié leurs opérations de surveillance et de lutte anti-

terroristes en Afghanistan, au Pakistan et en Arabie Saoudite, les milieux proches de Ben Laden, toutes tendances confondues, ont afflué au Bangladesh ces deux dernières années, sans que la moindre mesure ait été prise à leur rencontre par le gouvernement de Khaleda Zia. Ces terroristes n'aiment pas l'Inde et ne seraient que trop contents d'aider les insurgés, s'ils n'ont pas déjà commencé à le faire. C'est dans un tel contexte que s'inscrit l'inquiétante nouvelle de la naissance du Front uni de libération des musulmans d'Assam, une organisation visant à la création d'un Etat distinct composé des six zones de l'Assam, peuplées majoritairement de musulmans après une immigration illégale massive en provenance du Bangladesh.

PROTÉGÉS PAR LE PAKISTAN,

LE BANGLADESH ET LA BIRMANIE

Il ne faut pas oublier le puissant Front uni de libération d'Assam (FULA) qui agit la région. Avec ses repaires au Bangladesh et la protection de l'Etat bangladais, la situation en Assam reste plus préoccupante que jamais, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement. Sans oublier qu'au Manipur [un Etat du nord-est de l'Inde, voisin de l'Assam], c'est quasiment l'ensemble de la jeunesse qui est en rébellion ouverte contre les autorités, exigeant le retrait de la loi sur les pouvoirs spéciaux de l'armée. Malgré tout cela, New Delhi ne semble guère montrer d'empressement à briser le lien entre les trafiquants de drogue et les insurgés et terroristes, à arrêter l'immigration clandestine des musulmans venus du Bangladesh, et encore moins à identifier et expulser ceux qui se sont déjà installés sur le territoire indien. Au nom d'une certaine laïcité, il préfère fermer les yeux devant la grave menace posée à la sûreté nationale par ces colons illégaux. Je me suis rendu en Assam au cours de l'été 2003, après une absence de dix ans. L'économie est certes plus active, mais le niveau de développement est encore inférieur à celui du reste de l'Inde. On dit que c'est aussi le cas des autres régions du Nord-Est, où la situation est peut-être encore pire. Toutes les belles paroles du gouvernement décrivant son programme d'aide économique aux différents Etats de la région ne se sont pas traduites, loin s'en faut, en actes concrets. Le Nord-Est requiert de la part de nos dirigeants politiques et de nos responsables de la sécurité nationale une attention urgente, qui malheureusement n'est pas à l'ordre du jour. Cette région est une véritable poudrière qui ne demande qu'à exploser.

B. Raman

AUSTRALIE

Carte blanche donnée aux conservateurs

Le 8 octobre, le Premier ministre John Howard soulignait que les résultats des élections seraient peut-être plus serrés que les sondages ne le laissent penser et recommandait de ne pas mettre sur la touche la coalition sortante. "Ne faites pas ça... Ils pourraient être assez nombreux pour nous renverser." Le lendemain, quand il annonçait la victoire des conservateurs et son quatrième mandat, cet homme, qui va battre le deuxième record de longévité au poste de chef de gouvernement, minimisait à nouveau son succès. La coalition a renforcé sa majorité aux deux scrutins [Chambre et Sénat]. Durant les trois années à venir, M. Howard et son gouvernement seront ainsi remarquablement bien placés pour appliquer leur politique. Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, la majorité va avoir le Sénat de son côté, et aura désormais carte blanche pour appliquer sa politique ; la privatisation de [la société de télécommunications] Telstra ainsi que de nouvelles réformes du secteur industriel pourraient donc être à l'ordre du jour.

Pourquoi, en revanche, les résultats ont-ils été si désastreux pour les travaillistes ? Manifestement, le manque d'expérience de leur dirigeant Mark Latham a joué contre lui, et son parti a annoncé trop de mesures en trop peu de temps, mesures qui, de surcroît, étaient mal conçues ou mal vendues, quand elles n'étaient pas les deux en même temps. D'aucuns ont reproché à la coalition d'avoir lancé le "gros mensonge" des taux d'intérêt qui allaient augmenter sous un gouvernement travailliste. Une telle théorie ne tient pas : si les gens l'ont crue, c'est parce que beaucoup doutaient de la capacité de l'opposition à gérer l'économie. Le faible taux de chômage et la croissance soutenue ont également joué en faveur de la majorité, alors que les travaillistes n'ont pas su mettre en valeur leurs talents en matière de gestion. Malgré le caractère novateur et l'envergure des réformes de l'enseignement et de la fiscalité qu'elle proposait, l'opposition n'a pas réussi à les imposer. Ainsi, l'idée que la plupart des écoles gagneraient au change a été occultée par un détail : la réduction des aides accordées aux établissements privés.

Beaucoup d'Australiens n'aiment pas M. Howard. Pour eux, ce n'est pas un homme franc et honnête. Beaucoup le critiquent pour sa politique vis-à-vis des réfugiés et pour son intervention dans la guerre en Irak. Mais si nombreux qu'ils soient, ils n'en demeurent pas moins une minorité. Le Parti travailliste doit s'en préoccuper et chercher à comprendre pourquoi lui-même bat des records d'impopularité.

The Age (extraits), Melbourne

PLUS SUR LE WEB
courrierinternational.com

Les clés pour comprendre le séparatisme dans l'Est indien.

CORÉE DU SUD

La chasse aux ex-collaborateurs du Japon est ouverte

En affirmant sa volonté de dénoncer tous ceux dont les familles se sont jadis compromises avec l'occupant japonais, le président Roh a soulevé une tempête, faisant des victimes jusque dans son propre camp.

SISA JOURNAL

Séoul

Le 15 août dernier, à l'occasion de l'anniversaire de la fin de la colonisation japonaise, le président Roh Moo-hyun a exprimé sa volonté de faire la lumière sur cette sombre époque. Le chef de l'Etat serait convaincu qu'il faut agir avant que tous les témoins de l'époque ne disparaissent. Par le passé, d'autres tentatives allant dans ce sens n'ont jamais abouti, à cause de l'opposition, voire du sabotage, des conservateurs. Cette fois, l'affaire mobilise l'opinion publique et joue en faveur du gouvernement : 60 % des Sud-Coréens soutiendraient l'initiative présidentielle, ce qui devrait faire remonter sa cote de popularité – à moins que les récentes révélations concernant certains de ses proches, comme la députée Lee Mi-kyung, du parti au pouvoir, Uri, ne renversent la situation.

Cette dernière semblait promise à une brillante carrière avant que le passé de sa famille ne la rattrape. Le 18 août dernier, alors qu'elle était à Athènes pour assister aux JO, un internaute anonyme déclarait : "Que son père était gendarme dans l'armée japonaise est un secret de Polichinelle." Il n'a fallu qu'une demi-journée pour que la nouvelle se répande sur les sites les plus consultés, juste après que Sin Ki-nam, le président du parti Uri, eut été cloué au pilori, lui aussi, à cause de son père qui avait été au service de la gendarmerie japonaise.

Très vite, le site personnel de la députée fut envahi de messages de gens qui se disaient choqués et réclamaient la vérité. Rentrée au pays, elle s'est contentée de dire qu'elle était "en train de vérifier" auprès de personnes qui avaient connu son père. Décédé en 1996, ce dernier était parti vivre au Japon à l'âge de 5 ans et n'était revenu en Corée qu'une fois



▲ Dessin de Carlos Ortín paru dans El Periódico de Catalunya, Barcelone.

celle-ci libérée, en 1945. Sa femme ignorait tout de son passé au Japon. Il avait été ensuite douanier pendant près de vingt ans. Sim Chong-gu, ancien député du Parti de la grande nation [conservateur] et président de la Société des douaniers coréens, confirme plus ou moins la rumeur. "J'avais entendu dire que, lorsqu'il était étudiant au Japon, il avait été mobilisé dans la gendarmerie. Mais, même si c'est vérifié, cela n'a rien à avoir avec de la collaboration." Certains internautes ne l'entendent cependant pas de cette oreille et demandent pourquoi dans ce cas il n'était pas simple soldat, mais gendarme. "C'est pourtant possible", affirme un chercheur qui préfère garder l'anonymat. "Juste avant la fin de la guerre, l'armée japonaise a poussé les étudiants d'origine coréenne à s'enrôler et a fini par les réquisitionner de force, même si officiellement c'étaient toujours des volontaires."

Reste à savoir si Lee Mi-kyung est responsable du passé de son père. Son cas est différent de celui de Sin Ki-nam, à qui l'opinion publique reproche surtout d'avoir caché les

faits. Différent aussi de celui de Park Gun-hye, la présidente du Parti de la grande nation, pour qui le gouvernement a lancé ce "mouvement pour l'éclaircissement du passé" dans le but d'entraver la carrière de sa dirigeante. Au parti Uri, on pense en effet que, comme Park Gun-hye a joué le rôle de première dame auprès de son père Park Chung-hee [l'« dictateur, lui-même ancien officier de l'armée japonaise »] après l'assassinat de sa mère, sa responsabilité doit être examinée.

Par ailleurs, Lee Mi-kyung est une victime directe de l'histoire du pays. Elle a été emprisonnée sous la dictature de Park et sa vie a été jalonnée d'épisodes douloureux tout au long des années 1970 et 1980. Il en est allé de même pour sa sœur, Lee Ok-kyung (rédactrice en chef du journal *Naeil Sinmum*), et pour son beau-frère, l'avocat Cho Yong-rae : tous deux ont fait de la prison pour avoir milité pour la démocratisation. Son père a failli perdre plusieurs fois son emploi de fonctionnaire. Enfin, une ironie tragique veut qu'un oncle de Lee Mi-kyung soit passé au Nord, si bien que sa famille risque à la fois d'être accusée d'être procommuniste et d'avoir collaboré avec les Japonais !

LES CONSERVATEURS CRIENT À UN COMLOT POLITIQUE

Ceux qui s'opposent à ce coup de projecteur sur le passé crient : "A quoi cela sert-il ?" Le quotidien conservateur *Chosun Ilbo* titrait son éditorial du 20 août dernier : "Faut-il vraiment faire de la Corée du Sud un pays de la honte ?", s'indignant que, "obnubilé par ses manœuvres politiciennes, le gouvernement récrive l'Histoire en mettant au jour toutes les histoires sordides et toutes les ombres du passé". Mais le malaise vient du fait que cet argument privilégiant les intérêts nationaux et la solidarité des citoyens est exactement le même que celui qui a empêché, il y a un demi-siècle, la création

d'une commission d'enquête sur les actes commis contre la nation. A l'époque aussi, des accusations diffamatoires avaient été lancées contre les personnalités désireuses de mettre en place une telle commission.

D'autres députés du parti Uri ont été mis en cause parce qu'un parent aurait été fonctionnaire – notamment enseignant – sous l'occupation. Les ONG craignent de leur côté que le mouvement ne dégénère en une chasse aux sorcières et déclarent qu'on ne peut pas condamner tous ceux qui avaient ce genre de travail sous l'occupation, même si par ailleurs la liste de 708 personnes ayant rempli de hautes fonctions sous l'occupation, établie en 2002 par un groupe parlementaire, était nécessaire. L'historien Yi I-hwa déplore que "certains hommes politiques et une partie de l'opinion publique fassent de l'interrogation du passé un outil politique" et rappelle que "le mouvement pour l'éclaircissement du passé, avant d'être la volonté du président, est le fruit d'un travail des ONG sur plusieurs décennies".

Quoi qu'il en soit, les conservateurs crient à un complot fomenté par le pouvoir et les ONG, d'autant que, commente un membre du Parti de la grande nation, "le chef de l'Etat a attendu que Park Gun-hye soit nommée présidente du parti de l'opposition pour relancer le débat". Ainsi, l'initiative de M. Roh, soutenue par la majorité parlementaire, commence à faire des victimes jusque dans son propre camp, et une véritable psychose s'est installée dans l'ensemble du milieu politique : chacun se précipite pour interroger ses parents et ses grands-parents sur le passé de sa famille. Et les choses risquent d'empirer, car les conservateurs, qui jusque-là demandaient l'ajournement ou simplement la modération d'une telle enquête, veulent à présent qu'elle vise également les actes procommunistes et pro-nord-coréens.

Kim Un-nam, Ko Che-gyu et Cha Hyong-sok



« Le Journal du Monde »
du lundi au vendredi 18h40, 20h15, 22h15

Le seul rendez-vous quotidien entièrement consacré à l'actualité internationale.

Tous les jeudis, dans le Journal du Monde, découvrez les meilleurs dessins satiriques sur la campagne électorale américaine en partenariat avec Courrier International.



Vincent Hervouët

INDONÉSIE

L'ombre menaçante de la drogue

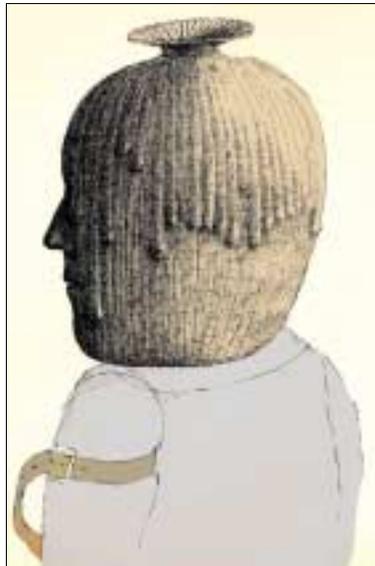
Devant le nombre croissant de victimes de la drogue, les autorités indonésiennes commencent à prendre conscience de ce fléau. Mais elles sont mal préparées pour faire face à des réseaux de trafiquants bien organisés.

FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW
Hong Kong

Rodiyah Sahuddhin, mère d'une fille de 7 ans, n'a plus beaucoup de temps à vivre. Porteuse du virus du sida, minée par l'hépatite C et par la tuberculose, elle est assise, les yeux exorbités et le visage émacié, sur son lit à l'hôpital de Jakarta. Des gouttes de sueur brillent sur son front pendant qu'elle raconte d'une voix hale-tante comment elle a commencé, il y a huit ans, à prendre de l'héroïne, la drogue qui a détruit sa vie.

Son frère aîné, accro à l'héroïne comme elle, est mort du sida il y a trois ans. Son cadet, âgé de 22 ans, se drogue lui aussi. Serrant ses mains noueuses devant elle, sa mère, Rumsiah, 62 ans, s'appuie contre le lit, cherchant manifestement les mots pour exprimer ses sentiments. "J'éprouve de la honte et de la colère, murmure-t-elle. Mais que faire ? Ce sont mes enfants et je dois m'occuper d'eux."

Il a fallu que le bilan des victimes du sida s'alourdisse considérablement pour que l'Indonésie prenne conscience d'une affligeante réalité : l'héroïne. Selon le D^r Irwanto, psychiatre et directeur de l'Institut de recherche de l'université Atma Jaya, qui dirige un programme d'aide aux drogués, le Kios Atma Jaya, si l'héroïne était déjà présente dans les années 1970, ce n'est que vers la fin du régime Suharto, deux décennies plus tard, qu'il



◀ Dessin de Kapusta, États-Unis.

■ **Chiffres**
En moins d'une décennie, le nombre des héroïnomanes est passé en Indonésie de quelques milliers à près de 200 000. L'an dernier, la police a saisi 21,8 kilos d'héroïne, contre 4 en 1999, et a mis en examen quelque 3 900 dealers, soit près de 2 000 de plus qu'en 2002 et quatre fois plus qu'il y a cinq ans. Le 5 août, un Indien accusé de trafic de drogue a été exécuté. C'était la première fois que la peine de mort était appliquée en Indonésie pour ce type de délit.

est devenu facile de s'en procurer. La majeure partie de l'héroïne indonésienne provient d'Afghanistan et du Pakistan, un trafic pourtant passé quasi inaperçu depuis ses débuts, à la fin des années 1990. Bien que le commerce de l'héroïne en Asie du Sud-Est soit essentiellement aux mains des Chinois d'outre-mer, les autorités américaines signalent la présence au Pakistan d'un réseau "hybride" de trafiquants ouest-africains et pakistanais faisant appel à des passeurs africains, népalais, thaïlandais et indonésiens. Des Africains mariés à des Indonésiennes auraient même confié la

tâche à leur propre épouse. "C'est un trafic en plein essor", affirme un responsable du Bureau américain des stupéfiants en poste en Asie. "Une bonne partie de la drogue ne fait que transiter par ici avant d'être acheminée en Australie et aux États-Unis ; le reste est vendu en Indonésie."

Dans un pays où l'on manque des données les plus fondamentales sur le trafic de drogue, il est toutefois difficile d'avancer des chiffres exacts. Selon les informations du personnel de santé, la police ne saisit que 0,5 % de l'héroïne introduite annuellement dans le pays. Pour Wayne Wiebel, un épidémiologiste américain qui tente de mettre en place à Jakarta le même programme de lutte contre le sida que celui qu'il a lancé à Chicago, le fait que la majeure partie de l'héroïne consommée en Indonésie soit pure à 50 % donne à penser que la fourniture est abondante. "C'est vraiment énorme par rapport à ce qu'on trouve dans le reste du monde. Dans certains endroits, elle n'est pure qu'à 2 ou 3 %." Néanmoins, à l'en croire, la consommation d'héroïne pourrait être proche de son point culminant, car les gens commencent à se rendre compte de ses effets nocifs.

La plupart des saisies se font à l'aéroport international de la capitale indonésienne, mais, avec les 142 ports et autres aéroports et les centaines d'accès non surveillés que compte l'archipel indonésien, les passeurs ont la partie facile. Adang Rochjana, directeur adjoint du service de lutte contre la

drogue et le crime organisé du Bureau d'investigation criminelle, rapporte que la dernière saisie d'héroïne en mer a été effectuée en 1994 ; il s'agissait d'une cargaison de 28 kilos qui avait été introduite à Sumatra à partir du port malaisien de Klang. Pour le D^r Irwanto, les cargaisons d'héroïne indonésienne sont acheminées par des gangs africains, qui se présentent comme des acheteurs sur le marché textile de Tanah Abang, à Jakarta. Ces réseaux ont des contacts importants en Indonésie, vraisemblablement avec les mêmes hommes d'affaires et chefs de la pègre qui contrôlent l'industrie des jeux et la prostitution, et qui fournissent des amphétamines et de l'ecstasy de fabrication locale à un nombre croissant d'Indonésiens aisés en quête de sensations fortes. "Et ils font tout ça sous notre nez", ajoute le D^r Irwanto.

Bien que 1 300 policiers soient théoriquement affectés à la lutte contre le trafic de drogue, l'Indonésie a, semble-t-il, des priorités plus urgentes. C'est ainsi que les meilleurs éléments de la police, réputés pour leur expérience et leur dévouement, ont été mis à contribution pour mener les investigations à la suite des attentats de Bali et de l'hôtel Marriott, à Jakarta. Payés par les États-Unis et par d'autres pays occidentaux, ils consacrent aujourd'hui tout leur temps à la traque des principaux membres du réseau terroriste Jamaah Islamiyah. Et, pendant ce temps, l'héroïne continue de circuler.

John McBeth

CAMBODGE

Lifting diplomatique avec la Thaïlande

Près de deux ans après les émeutes anti-Thaïlandais, les relations entre les deux pays restent tendues malgré des initiatives insolites, comme une récente rencontre entre coiffeurs.

Une nouvelle race de diplomates, armés de pinceaux à blush et de défriseurs, s'est abattue sur Phnom Penh. Dans le cadre du deuxième salon thaïlandais organisé depuis les émeutes de janvier 2003 [déclenchées par la déclaration d'une actrice thaïlandaise demandant la restitution des temples d'Angkor à son pays], des stylistes thaïlandais sont venus enseigner les nouvelles techniques de maquillage et de coiffure aux Cambodgiens. Ces "délégués de la beauté" ont coupé, crêpé et, une fois le salon terminé, exprimé l'espoir d'avoir "contribué au développement social du Cambodge". Qu'ils aient ou non atteint leur but, leur venue a mis en lumière une caractéristique des relations bilatérales : entre la Thaïlande et le Cambodge, même la mode prend un tour politique. Le salon, annoncé par des posters présentant la Thaïlande comme le "pays du

raffinement", était organisé par le département de la promotion des exportations et le ministère du Commerce de la Thaïlande. Pendant que la clientèle parcourait du regard les rangées de produits exposés, plus de 250 esthéticiennes cambodgiennes s'étaient regroupées dans le centre pour découvrir les dernières techniques de maquillage et de coiffure, et participer à un concours. Les formateurs thaïlandais choisissaient leurs modèles parmi la clientèle, les maquillant et sculptant leur chevelure en chignons élaborés. "Nous sommes venues pour former les Cambodgiens aux techniques de maquillage et de coiffure", a rappelé Narong Srikiengthong, directeur général adjoint de l'institut LifeFord Beauty. "La Thaïlande a accédé à un niveau international dans ces domaines, et nous souhaitons qu'il en aille de même pour le Cambodge."

Mais tous les Cambodgiens ne voient pas les choses du même œil. Malgré la forte



▲ Dessin de Sonia Pulido paru dans El País Semanal, Madrid.

participation et l'enthousiasme apparent suscité par l'événement, nombre d'entre eux étaient peu enclins à adopter la mode thaïlandaise. "Je pense qu'il faut améliorer le style cambodgien", estime Khen Phavy, une esthéticienne de 23 ans qui, pour le concours, avait attaché ses cheveux à la mode khmère et revêtu une robe longue toute simple. Même si la mode thaïlandaise est présente au Cambodge, la population souhaite préserver son

propre style, tout particulièrement depuis les émeutes anti-Thaïlandais. Avant le régime des Khmers rouges, explique Cindy, propriétaire du salon Magic Shop, la mode cambodgienne était souvent en avance sur celle de la Thaïlande : les cheveux se portaient longs et légèrement bouclés, et le maquillage devait être naturel. Puis, quand le secteur a eu de nouveau droit de cité, il y a quelques années, "il a fallu repartir de zéro" et les Cambodgiens ont adopté des tendances thaïlandaises, en particu-

lier les chignons sophistiqués et des vêtements plus sexy. Mais, aujourd'hui, ils n'en veulent plus et ce sont les tendances sud-coréennes et japonaises qui ont pris le relais, en particulier les coupes effilées de Corée du Sud.

Sapor Rendall, qui est propriétaire d'un institut de beauté et d'une agence de mannequins, rapporte que beaucoup de ses clientes lui demandent un look thaï, mais qu'elle les encourage toujours à trouver leur propre style. "J'aimerais que les femmes reviennent à la mode des années 1960, confie-t-elle. Avec sa beauté naturelle, le style khmer traditionnel garde tout son charme." De nombreuses esthéticiennes partagent ce point de vue. Si certaines se sont inspirées des modes venues de Thaïlande, de Corée du Sud et du Japon, d'autres ont préféré relever leurs cheveux à la mode khmère en les piquant de fleurs et de pierres fines. Cette initiative a ravi Sapor Rendall. "Je n'ai pas envie que les Cambodgiennes copient toujours les autres. Je voudrais qu'elles aient leur propre style, un style cambodgien", rappelle-t-elle simplement.

Elena Lesley et Sam Rith, Phnom Penh Post, Phnom Penh

ISRAËL-ÉGYPTÉ APRÈS LES ATTENTATS

■ Les trois attentats du 7 octobre dans le golfe d'Aqaba ont causé la mort d'au moins 32 personnes, dont 13 Israéliens. Une dizaine de personnes pourraient se trouver sous les décombres des bâtiments visés.

■ Le gouvernement d'Ariel Sharon a tout de suite pointé du doigt Al Qaida. Mais la presse égyptienne, elle, n'évite pas les amalgames et accuse... le Mossad. Car ces actions terroristes – qui endeuillent l'Etat hébreu et affaiblissent l'Égypte – montrent combien les relations entre ces deux pays sont ambiguës, voire exécrables. ■ Un nouveau pas en arrière pour la paix.

Shalom Sinäi, et au revoir

Le Sinäi était plus qu'une simple destination de vacances. C'était un refuge unique pour des Israéliens qui voulaient fuir le quotidien et le dernier lieu de rencontre avec des Arabes, regrette Ha'aretz.

HA'ARETZ (extraits)
Tel-Aviv

Quelques jours avant les attentats du Sinäi, l'ancien directeur général du ministère de la Défense, le colonel Ilan Biran, était assis à la terrasse de l'Aqua Sun, un complexe touristique égyptien, et sirotait une bière en compagnie de son épouse et de quelques amis. De l'Aqua Sun, la vue était sans doute l'une des plus belles au monde, malgré sa simplicité : une large bande de sable doré, quelques chaises longues, des montagnes désertiques oscillant entre le brun et le rouge, les eaux turquoise de la mer Rouge en arrière-plan et quelques Israéliens, pour la plupart de jeunes parents avec leurs jeunes enfants, paisiblement installés sur cette plage égyptienne.

Deux jours plus tard, Ilan Biran montrait son passeport aux douaniers égyptiens et retournait en Israël. Peu après, des bombes explosaient aux abords de l'Aqua Sun. Cet ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense avait donc lui aussi ignoré les mises en garde des services de sécurité israéliens et était malgré tout parti dans le Sinäi. Pour un nombre croissant d'Israéliens, passer quelques jours de détente dans le Sinäi était une expérience unique. Quelque chose se produisait quand ils pénétraient sur territoire égyptien. Nulle part ailleurs on ne pouvait voir autant d'Israéliens occupés à ne rien faire d'autre que lire tranquillement un roman. Pour les vieux habitués, le Sinäi, c'était bien davantage qu'une simple destination de vacances. C'était un refuge, un havre de paix loin du quotidien israélien trou-

►► 8 octobre 2004, des sauveteurs israéliens fouillent les décombres de l'hôtel Hilton à Taba. Les attentats ont fait au moins 32 morts et 120 blessés.

▼ Dessin de Herrmann paru dans La Tribune de Genève, Suisse.

blé par le terrorisme, une manière d'oublier Israël et l'identité israélienne. Le lieu générait un rare sentiment de sérénité. Les autres ne comprenaient pas. "Qu'est-ce qu'on peut bien faire au Sinäi ?" se demandaient les autres Israéliens, sans "activités" pour les gosses, sans "soirées spéciales" pour les adultes, sans casino. Au Sinäi, ne rien faire, c'était énorme.

Le Sinäi, c'était aussi le dernier endroit où des Arabes et des Juifs pouvaient se rencontrer sans violence ni racisme. Certes, il y avait une nette et évidente répartition des rôles : c'étaient les Égyptiens et les Bédouins qui servaient les Israéliens. Mais des relations complexes se forgeaient, plus subtiles que toutes celles jamais nouées dans le cadre de conférences sur la paix et la coexistence. Ici, des Israéliens avaient depuis leur plus tendre enfance établi de véritables liens d'amitié avec des Égyptiens et des Bédouins. Nulle part ailleurs ne régnait une telle égalité. La semaine passée, on pouvait encore voir des scènes émouvantes de retrouvailles entre de jeunes Israéliens et de jeunes Égyptiens qui ne s'étaient pas vus depuis un an. Ali, Islam et Mohammed embrassaient Ouri, Dror et Ira comme si rien d'autre n'existait. Des unions s'étaient formées, comme celle qui allait donner naissance à Yasmine, une adorable gosse, fille de Vered et de Hisham.

Il est plus que probable que pour les Égyptiens et les Bédouins, cette rencontre avec des Israéliens n'était pas sans créer un trouble. Étaient-ce les mêmes Israéliens qui, à quelques heures à peine de ces plages, tuaient leurs frères et dont l'image violente apparaissait tous les jours sur les écrans de télévision ? Dans ce tissu de contradictions et de conventions, il était probable que, parmi les vacanciers israéliens, certains, dans le cadre de leur service militaire, bombardaient des cibles civiles à Gaza ou empêchaient des Palestiniens de recevoir des soins médicaux à Naplouse. Mais, dans le Sinäi, cette règle du jeu s'effaçait et les deux parties découvraient que les choses pouvaient être différentes.

Le Sinäi était devenu une autre respiration pour ces touristes qui avaient fini par être rejoints par un groupe d'Israéliens qui préféraient les hôtels de luxe à prix réduits.

Aujourd'hui, la magie s'est envolée et l'illusion a volé en éclats. Il n'existe plus de refuge pour les Israéliens. Quelques redoutables bombes ont tout détruit. Et il ne sert à rien de nous plaindre des Égyptiens, tant Israël s'avère un lieu encore moins sûr que l'Égypte en dépit des efforts de nos services de sécurité. Certes, l'armée israélienne avait émis de sérieuses mises en garde contre de possibles attentats dans le Sinäi, mais ces mêmes services avaient aussi brouillé cette information en claironnant qu'un attentat dans le Sinäi avait été déjoué après le bombardement d'un camp d'entraînement du Hamas dans la bande de Gaza.

Il se peut que les Palestiniens n'aient pas trempé dans les attentats du Sinäi, d'autant que des attentats identiques ont déjà eu lieu à Mombasa [Kenya] et à Istanbul. Il se peut aussi que l'attrait du Sinäi et la mémoire courte des Israéliens aient été plus forts que tous les avertissements. Mais ce qui est certain, c'est que la plupart des Israéliens ne retourneront pas au Sinäi avant longtemps, malgré la volonté farouche de certains d'entre eux et le profond désarroi de certains travailleurs égyptiens. Une chose est sûre : les terroristes n'ont pas seulement réussi à tuer des innocents, ils ont surtout brisé un dernier rêve.

Shalom Sinäi, et au revoir*.

Gidéon Lévy

* En français dans le texte.



L'Égypte n'est pas un allié fiable

L'indifférence du Caire après les attentats montre que compter sur ses services de sécurité dans la bande de Gaza après le départ de Tsaïhal serait une erreur fatale, affirme *Yediot Aharonot*.

En Israël, il semble que la raison et l'intelligence sont ce qui manque le plus aux sphères de décision, dès lors que ce qui crève les yeux du chauffeur de taxi et du marchand de journaux semble invisible pour nos responsables politiques. Il n'est pas nécessaire d'être diplomate distingué ou universitaire érudit pour comprendre que ce qui différencie l'Égypte des Pays-Bas, c'est davantage que le désert à perte de vue et la sécheresse du climat. Il n'est pas nécessaire de détenir un doctorat pour savoir que ce qui distingue les normes de comportement entre Le Caire et Bruxelles, c'est davantage que le port de la djellaba.

Il n'était pas nécessaire de subir la grossièreté, l'indolence, l'indifférence, voire l'hostilité, dont ont fait preuve de façon révoltante les autorités égyptiennes la nuit des attentats pour comprendre que la sécurité d'Israël et des Israéliens ne figure pas parmi les priorités des Égyptiens. Mais, maintenant, après cet enfer, nos éminents spécialistes émettent enfin des doutes quant à la validité du scénario délirant concocté par le gouvernement israélien et qui consiste à impliquer les services de sécurité égyptiens dans la bande de Gaza après le départ de l'armée israélienne. Ces gens commencent enfin à prendre la mesure de l'irresponsabilité des milieux politiques qui se sont faits les chantres du désengagement. Au vu du comportement des Égyptiens sur le lieu des attentats, ce serait une imbécillité criminelle de croire que Le Caire agira de façon ferme et déterminée pour assurer la sécurité des citoyens israéliens.

Le terrorisme islamiste représente désormais une menace majeure pour le régime de Moubarak. Dans ces conditions, seuls les naïfs croient encore que la contrebande d'armes vers les territoires palestiniens et leur possible utilisation contre "l'entité sioniste" seront perçues par le régime égyptien comme une grave menace pour sa stabilité, qui justifierait une confrontation armée permanente contre les "organisations de libération" palestiniennes. Dans une telle confrontation, l'Égypte ne pourrait être considérée dans le monde arabe que comme un mercenaire au service des sionistes.

Il ne faut donc pas nous leurrer. Même si l'Égypte se mettait à poursuivre de façon intraitable les auteurs des attentats des plages du Sinaï, cela ne prouve en rien qu'à l'avenir les Égyptiens se montreront déterminés à frapper les Palestiniens après le désengagement de l'armée israélienne hors de la bande de Gaza. Le désintérêt et l'hostilité dont ont fait preuve les services de sécurité égyptiens sur le lieu des attentats sont le seul indice dont dispose Israël pour juger de la fiabilité de l'Égypte dans la gestion du désengagement. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils sont de très mauvais augure.

Martin Sherman, *Yediot Aharonot*, Tel-Aviv



Gil Cohen, Magen/Reuters/MAKPPP

DJIHADISME

Une déclaration de guerre contre Moubarak

Les organisations palestiniennes et égyptiennes ne semblent pas impliquées dans les attentats du Sinaï. S'ils sont l'œuvre d'Al Qaida, cela signifie que l'Égypte essuiera d'autres attaques, estime *Maariv*.

Pendant plusieurs semaines, les renseignements israéliens avaient mis en garde les touristes contre le risque d'attentats dans le Sinaï, même si ce risque semblait émaner des organisations terroristes palestiniennes. D'après les informations dont disposaient l'armée et les services de renseignements, ces organisations, après avoir ignoré la péninsule du Sinaï, avaient désormais la ferme intention d'en faire une cible de choix. Il est encore tôt pour déterminer avec certitude si des terroristes palestiniens se trouvaient parmi ceux qui ont préparé les voitures piégées du Hilton de Taba. L'attention des Israéliens se porte évidemment sur le terrorisme palestinien. Toutefois, après la liquidation d'Ezzeddine Sheikh Khalil, l'un des principaux dirigeants de l'aile militaire du Hamas basée à Damas, cette organisation avait annoncé officiellement qu'il n'était pas dans son intention de frapper hors du territoire israélo-palestinien, mais bien de riposter à l'intérieur d'Israël ou dans les Territoires. S'il s'avérait que le Hamas a décidé de frapper en Égypte, cela signifierait que les leaders du Hamas, Khaled Meshaal et Moussa Abou Marzouk, ne pourraient plus fouler le sol égyptien. Quoi qu'il en soit, cet attentat, s'il avait été commis par des Palestiniens, ne serait alors rien d'autre qu'une déclaration de guerre à Moubarak.

L'opération Jours de pénitence [que les Israéliens continuent à Gaza] a démontré à quel point il était désormais devenu difficile pour les Palestiniens d'obtenir un appui de la communauté internationale. L'Égypte est ainsi l'un des derniers pays à encore être digne de confiance aux yeux des Palestiniens. S'il s'avérait qu'une organisation palestinienne était impliquée dans les attentats du Sinaï, les Palestiniens perdraient alors un allié de première importance. Un attentat du type de celui perpétré à Taba est une opération trop sophistiquée pour le terrorisme palestinien, lequel ne peut se pas-

ser d'un appui matériel et logistique dans le Sinaï. Pour préparer une voiture piégée et la mener jusqu'à Taba, il faudrait qu'une organisation palestinienne dispose d'un réseau dormant sur le sol égyptien pour récolter des informations et recruter des terroristes. Dès lors, quand bien même des Palestiniens auraient élaboré ces attentats, il est impossible qu'ils aient pu se passer de l'appui d'organisations du cru.

Reste la piste strictement égyptienne. Les islamistes égyptiens avaient jadis ciblé les touristes étrangers et en avaient fait un objectif stratégique, tant ils savaient que s'attaquer à l'industrie touristique ne pouvait avoir que des conséquences catastrophiques pour l'économie égyptienne et déstabiliser le régime de Moubarak. C'est cette ligne qu'avait suivie la Gamaat Islamiya en attaquant Louxor. En 1996, pendant l'opération israélienne Raisins de la colère [au Liban], la Gamaat avait préparé des attentats contre des touristes israéliens au Caire. Mais ces deux dernières années, la Gamaat s'est considérablement affaiblie et ses dirigeants ont décrété un cessez-le-feu.

L'autre piste envisagée est le Djihad islamique égyptien d'Ayman al-Zawahiri. Cette organisation s'est presque totalement intégrée à l'organisation Al Qaida, après que Zawahiri fut devenu le bras droit de Ben Laden. Mais ces dernières années, le Djihad s'est peu manifesté sur le sol égyptien. Si les attentats du Sinaï devaient être l'œuvre d'Al Qaida, cela signifierait qu'à très court terme l'Égypte devrait essayer d'autres attaques de la part du djihadisme international.

Les organes de sécurité égyptiens ont longtemps été considérés comme les meilleurs en matière de sécurité préventive. Mais leur champ d'action se trouve essentiellement dans le "ventre mou" du régime égyptien : les banlieues délaissées du Caire. C'est ce qui explique que les services de renseignements égyptiens ont longtemps détourné le regard de l'industrie de contrebande qui s'est développée dans le Sinaï, pour le plus grand bonheur du terrorisme. La semaine passée, le vide sécuritaire laissé par Le Caire dans le Sinaï lui a finalement explosé au visage, pour notre plus grand malheur.

Amit Cohen, *Maariv*, Tel-Aviv

Les délires de la presse égyptienne

Difficile de trouver dans les médias du Caire de la compassion pour les victimes israéliennes des attentats du Sinaï. Si la presse officielle dénonce le terrorisme, c'est uniquement parce qu'il nuit aux intérêts de l'Égypte. En revanche, la presse d'opposition saisit l'occasion pour attaquer Israël ou accuser le Mossad. Deux échantillons tirés de l'islamiste *Al Shaab* et du populiste *Al Waft*.

C'est la faute du Mossad

■ Le régime malade qui gouverne au Caire envisage enfin que ce soit le Mossad [services secrets israéliens] qui ait organisé les attentats du Sinaï, puisque Israël est le seul à en profiter. Quant à l'Égypte, non seulement son tourisme est frappé au cœur, mais en outre le monde entier l'accuse de ne pas pouvoir assurer la sécurité. But de l'opération : l'empêcher de jouer un rôle quelconque dans la bande de Gaza, que ce soit au profit des Palestiniens ou au service des intérêts israéliens. Les indices attestant du rôle du Mossad sont nombreux : premièrement, les autorités israéliennes avaient mis en garde contre tout voyage au Sinaï. Deuxièmement : le Sinaï accueille en permanence des dizaines de milliers de touristes israéliens, surtout dans la région qui porte si bien son nom, Ras Chétane [tête de Satan]. Ils profitent des clubs de nudistes, de sexe et de jeux de hasard, jeux qui sont interdits en Israël mais que des hommes d'affaires issus du régime égyptien organisent ici, chez nous, pour les Juifs.

Les réseaux médiatiques internationaux sionistes se sont empressés d'affirmer que ce n'étaient pas des Égyptiens qui avaient commis ces attentats, mais Al Qaïda, afin de donner l'impression que notre pays ne compte plus dans la guerre contre Israël. Ensuite, ils ont entonné leur rengaine sur la haine des Arabes, dont ils seraient les victimes, même dans les pays qui ont signé des accords de paix, comme l'Égypte. Quant au régime malade qui nous gouverne, il a donné l'instruction aux imams de ne pas mentionner les attentats dans leurs prêches et on a eu droit à une succession de condamnations, la plus extraordinaire venant du Conseil national des droits de l'homme, dirigé par Boutros Boutros-Ghali, fils d'une dynastie réputée pour ses trahisons. Ce n'est pas parce qu'il est chrétien que nous disons cela, les chrétiens étant pour la plupart d'aussi bons patriotes que les musulmans, mais parce que cette famille se frotte les mains chaque fois que le pouvoir se soumet aux ennemis de la nation. Et Hosni Moubarak s'est précipité pour présenter ses condoléances au criminel Ariel Sharon et promettre que tout serait mis en œuvre pour les victimes. Une demi-heure plus tard, les véhicules, hélicoptères et autres engins d'investigation israéliens ont pénétré sur le sol égyptien. On aurait dit une invasion de soldats sionistes, alors que l'armée égyptienne n'a même pas le droit de se rendre sur ce territoire depuis les accords de paix.

Les auteurs de ces attentats ont voulu affirmer le caractère arabe et musulman de l'Égypte puisqu'ils ont choisi le jour anniversaire de la victoire arabe de 1973 [l'Égypte avait remporté une bataille avant de perdre la guerre] et la fête de Soukkot, qui commémore la sortie d'Égypte des Juifs, conduits par Moussa [Moïse], que le salut soit sur lui. Évidemment, le Moussa de l'époque



▲ Dessin de Stavro paru dans *The Daily Star*, Beyrouth.

■ Pillage

Les secouristes dépêchés à l'hôtel Hilton de Taba affirment que l'hôtel a été pillé après l'attentat, rapporte *Ha'Aretz*. "Nous avons vu des civils égyptiens entrer dans les chambres et en ressortir avec des sacs remplis d'appareils photo et de téléphones."

n'a rien à voir avec les assassins de Tel-Aviv d'aujourd'hui, tout comme son texte sacré de l'époque n'a rien à voir avec la Torah falsifiée des Juifs de maintenant. Lors de la fête de Soukkot, les Juifs construisent des cabanes avec des rameaux de palmier en souvenir de leur passage dans le Sinaï. Ils en profitent pour détruire la moitié des palmeraies du Sinaï, car ils soudoient les Bédouins avec leur argent afin qu'ils arrachent le palmier à la racine. Ils versent dans les jeux de hasard, dans la fornication et dans l'alcool. Et tout cela avec le soutien du régime d'Hosni Moubarak, en contradiction avec les préceptes de notre religion. Les habitants du Caire sont remplis de haine contre ces régimes qui desservent la cause arabe et qui provoquent la dégradation de la situation économique et sociale. Et, en plus, les sionistes tuent sauvagement nos frères en Palestine et souillent nos lieux saints. Et, quand ils sont fatigués, ils viennent tranquillement se reposer dans le Sinaï avant de retourner en Palestine occupée avec un appétit renouvelé de meurtres et d'assassinats.

Salah Bediwy, *Al Shaab* (extraits), Le Caire

Le touriste israélien, source de nos maux

■ Que dire face à ce qui nous arrive dans le Sinaï ? C'est à croire que les forces des ténèbres ennemies s'acharnent contre l'Égypte, son tourisme et son économie. Cette catastrophe nous fait perdre des centaines de millions de dollars et signifie le chômage pour des centaines de milliers d'Égyptiens. Et tout cela à cause de la présence de ces touristes israéliens. Désormais, leur présence fera peur aux touristes de toutes les nationalités. Avant de revenir, ils nous poseront mille fois la question : "Y a-t-il chez vous des touristes israéliens ?" Nous sommes stupéfaits en apprenant le nombre d'Israéliens présents dans le Sinaï. On a dit qu'ils étaient 45 000, voire 61 000. Étaient-ils vraiment tous là pour faire du tourisme ? Dans tous les cas, leurs dépenses couvrent à peine le quart des frais [investissements touristiques]. Dix pour cent d'entre eux seulement s'installent dans des hôtels – et encore, ils viennent en voyages organisés à bas prix. Quant aux autres, ils apportent jusqu'aux bouteilles d'eau, voire des sacs de couchage pour dormir dans le désert ou dans des tentes. Pour accueillir ceux qui ne dépendent quasiment rien, cessons de nous plier en quatre. Quels que soient les accords signés entre nos deux pays, personne ne peut nous obliger à recevoir des individus indésirables. Que leur nombre atteigne de tels chiffres est inacceptable. Nous exigeons que l'on revienne sur les conditions d'entrée des touristes israéliens. Nous refusons que les touristes non israéliens payent pour les touristes israéliens. Et, même pour ceux qui dépensent de l'argent, il nous faut mettre dans la balance les gains et les pertes.

Abbas at-Tarabily, *Al Waft* (extraits), Le Caire

CONTREPOINT

Arrêtons cette paranoïa arabe !

■ "Ce sont les Israéliens eux-mêmes qui auraient fait exploser l'hôtel de Taba." Voilà ce qu'on entend dans la bouche d'un "spécialiste" interrogé sur la chaîne de télévision par satellite Al Arabiya. Et la speakerine qui accueille cet esprit perspicace ne songe nullement à lui demander des preuves de ses assertions, mais fait des sourires et hoche de la tête en signe d'assentiment pendant qu'il s'épanche sur l'histoire fantasmagorique d'Israël, toujours prêt à assassiner ses propres ressortissants pour obtenir des gains politiques. Je comprends bien la colère arabe vis-à-vis de la politique israélienne, mais le mensonge est-il vraiment la bonne réponse ? Quelle que soit notre colère, nous ne pouvons justifier le terrorisme et les assassinats de vacanciers pour affir-

mer ensuite que ce sont les Israéliens eux-mêmes qui tuent leurs compatriotes. Al Arabiya n'est pas la seule chaîne à verser dans cette théorie de la conspiration. Al Jazira également a offert son antenne à des analystes, surtout égyptiens, qui nous expliquent qu'Israël ourdit tous les jours des complots du même acabit. Comment veulent-ils que le monde nous fasse confiance alors que nous débitons ce genre de mensonges et d'absurdités ? Mille vérités sont là pour fournir des arguments en notre faveur, mais eux préfèrent recourir aux mensonges pour plaider notre cause. D'où vient cette maladie ? Après de longs embrouillaminis pour dire que ces mêmes attentats servent les intérêts arabes, la speakerine lui demande s'ils doivent être considérés comme des

actes terroristes. Mais qu'est-ce qu'elle croit ? Que c'était un acte de charité ? Bien sûr, Madame, que c'était un acte terroriste, sauvage. Un acte terroriste est un acte terroriste, quelle que soit la nationalité des victimes. Les Israéliens font sauter leurs propres compatriotes ! Les Américains font exploser les tours du World Trade Center ! A moins que ce ne soit le Mossad ! Certains de mes confrères appellent cela la "théorie du complot". Mais une théorie, aussi farfelue qu'elle soit, repose en dernier ressort sur un raisonnement, même erroné. Ce à quoi nous avons affaire ici, ce n'est pas à une théorie, même mensongère, mais à de la paranoïa propagée par des esprits écervelés.

Mamoun Fendi, *Asharq al-Awsat* (extraits), Londres



IRAK

A qui appartient donc la ville de Kirkouk ?

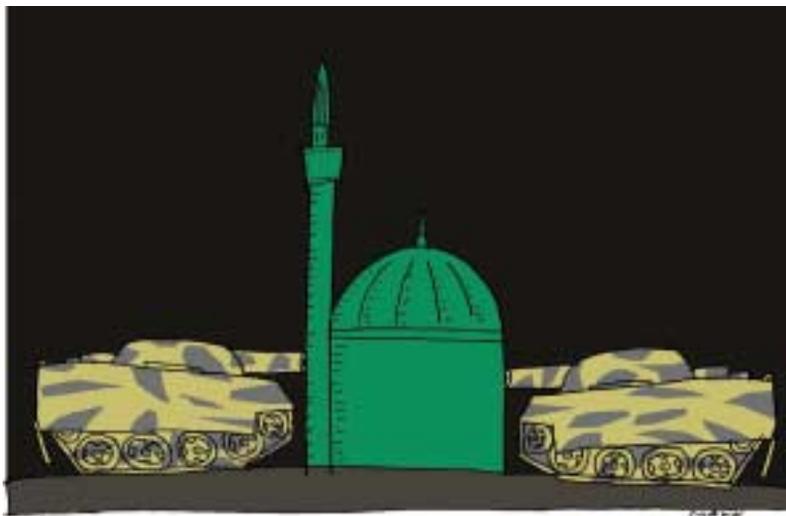
Revendiquée par les Kurdes, les Turkmènes et les Arabes, la ville irakienne de Kirkouk est aussi un casse-tête pour les démographes et historiens. Les explications du quotidien *Al Hayat*.

AL HAYAT
Londres

Essayer de trouver un sens à la composition ethnique de la ville de Kirkouk relève, c'est le moins que l'on puisse dire, de l'arbitraire. En fait, du point de vue de l'Histoire, Kirkouk a été marquée par le choc entre trois identités concurrentes, portant des conceptions géographiques et démographiques radicalement différentes les unes des autres : l'identité kurde, l'identité arabe (du pouvoir central) et l'identité turkmène. Maintenant, si l'on cherche à savoir quels sont les aspects spécifiques de la répartition ethnique dans la ville de Kirkouk, il devient difficile de donner une réponse précise, puisque ces données font l'objet d'une controverse vive et ancienne entre les trois parties en conflit.

Si, en revanche, on essaie d'éviter de jouer au "miroir" (dans lequel chacun ne voit que l'image de lui-même et que ce qui lui plaît), il faut reconnaître une vérité historique : la majorité des habitants de Kirkouk a longtemps été turkmène et a contrôlé la vie économique et les richesses de la ville. Mais la vague de peuplement vers cette agglomération n'a fait que croître, surtout depuis que l'Iraq Petroleum Company [établie en 1927 par la Grande-Bretagne] a commencé l'exploitation des puits de pétrole découverts quelque temps plus tôt, créant ainsi de nombreux nouveaux emplois.

Ce phénomène d'urbanisation n'a pas touché uniquement Kirkouk, mais presque toutes les villes irakiennes. A titre d'exemple, on peut citer la capitale, Bagdad, dont la population en 1975 était vingt-cinq fois plus nombreuse qu'en 1914 ; et Bassorah, trente-quatre fois plus peuplée en 1975



que soixante ans plus tôt. A l'origine de cette urbanisation, il y a la croissance économique qu'ont connue ces chefs-lieux de gouvernorat, les politiques de gouvernements successifs [qui y ont installé administrations et services] et, enfin, l'espérance de vie plus grande dont jouissent les habitants des centres urbains, où l'hygiène et les services de santé sont plus développés qu'à la campagne.

"ARABISER" LA VILLE PAR LA PURIFICATION ETHNIQUE

Tout cela s'applique à la ville de Kirkouk, qui a enregistré une arrivée importante de Kurdes, très probablement vers la fin des années 1950 et le début des années 1960, immigration composée des membres des tribus kurdes jadis établies dans les banlieues de la ville, telles que les Talabani, les Djabari, les Chawane et autres. C'était l'époque où les autorités politiques [issues des milieux ruraux] cherchaient à ce que des

groupes non urbains deviennent majoritaires dans la plupart des villes irakiennes, y compris Kirkouk.

Il est évident que cet afflux de Kurdes a conduit à la création de nouveaux quartiers d'habitation à Kirkouk et à l'élargissement des quartiers traditionnellement habités par les Kurdes. Selon le recensement de 1957, les Kurdes représentaient 48,3 % de la population globale de Kirkouk, un chiffre reconnu et accepté officiellement par les Kurdes et par le gouvernement irakien, lors de la déclaration de mars 1970 sur l'autodétermination [du Kurdistan irakien]. Ce pourcentage est tombé à 37,3 % lors du recensement général de 1977. Les Turkmènes aussi, dans le même temps, étaient passés de 21,5 % à 16,3 %, tandis que la proportion des membres des communautés d'origine arabe, qui n'était que de 28,2 % en 1957, grimpa à 44,4 % en 1977 ! Le régime baasiste était bien résolu à ne pas laisser Kirkouk faire partie de la

◀ *Dessin de Mayk paru dans Svenska Dagbladet, Malmö.*

■ Désarmant

Au moment où la presse irakienne montrait les photos des miliciens chiites de Moqtada as-Sadr rendant leurs armes en vertu d'un accord signé avec le gouvernement irakien, une délégation du ministère irakien de la Défense négociait à Varsovie l'achat d'armements polonais, dont des chars et des hélicoptères. Il est vrai qu'en mai 2004, la société américaine d'armement ANHAM avait ravi aux Polonais un juteux contrat avec l'Irak d'un montant de 425 millions de dollars.

région d'autodétermination kurde, principalement en raison de sa richesse pétrolière. Ce régime a tout fait pour "arabiser" la ville, en usant de tous les moyens à sa disposition, y compris une politique de "purification ethnique" !

Il est probable que les trois communautés concernées par cette question n'ont rien lu de l'Histoire ou alors qu'elles l'ont lue au gré de leurs désirs, en y choisissant seulement ce qui leur convenait ! Prenons donc quelques cas, en demandant l'éclairage des historiens ; nous verrons qu'ils sont eux aussi divisés et que leurs assertions souffrent des mêmes divergences. Ainsi, l'historien irakien Hanna Batatou se contredit lorsqu'il affirme une première fois que la ville de Kirkouk était presque entièrement turkmène, à l'exception de quelques rares familles kurdes disséminées dans les quartiers périphériques de la ville, puis remarque un peu plus loin que l'ensemble des puits pétroliers découverts se situaient sur des terrains possédés par des Kurdes.

De leur côté, les historiens kurdes insistent sur le fait que le caractère kurde de la ville ne peut être mis en doute, du fait qu'elle s'est toujours trouvée incluse, tout au long de l'Histoire, dans la géographie du Kurdistan. Ils affirment même qu' "à l'époque ottomane, Kirkouk était déjà le chef-lieu de la province de Chahr-razor et qu'y résidait en permanence le gouverneur ottoman".

Quant aux historiens turkmènes, ils rappellent la présence historique de leur ethnie dans cette région et comment ils représentaient la grande majorité des habitants de Kirkouk. Ils précisent que la politique de purification ethnique de l'ancien pouvoir en Irak visait d'abord les Turkmènes, à preuve le rapport rédigé par le rapporteur de la commission des droits de l'homme de l'ONU, Der Stoneil, dans lequel il signale que près de 25 000 familles turkmènes chiites ont été chassées de Kirkouk et indique comment le pouvoir baasiste a systématiquement changé le nom de dizaines de villages et localités turkmènes pour les remplacer par des toponymes arabes.

Le jeu du "miroir" est poussé encore plus loin par des groupes chaldéens ou assyriens qui ont aussi des prétentions historiques sur Kirkouk !... Et eux non plus ne manquent pas d'arguments pour revendiquer cette légitimité. **Zouheir al-Mokh**

OPINION

L'Irak n'est pas le Japon

Dans un éditorial au nationalisme exacerbé, le directeur d'*Al Quds al-Arabi* attaque les libéraux arabes, coupables selon lui de se coucher devant les Etats-Unis.

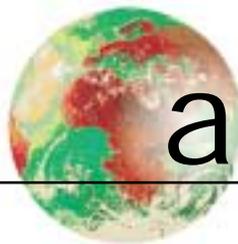
Semer le doute sur la résistance armée en Palestine et en Irak, voilà à quoi s'emploient en ce moment les "réformateurs arabes" en accusant les combattants d'être des terroristes. Ce qu'ils proposent, c'est d'accepter le fait accompli et de se soumettre à l'occupation des Etats-Unis. Conformément à la lecture américaine de l'Histoire, ils citent en exemple le Japon et l'Allemagne, et les avantages que ces deux pays ont tirés de l'aide financière américaine et du développement économique après leur défaite dans la Seconde Guerre mondiale. Les Irakiens et les Palestiniens devraient donc faire de même afin de se parer des plus beaux attributs de la civilisa-

tion. Or l'Irak ne sera jamais le Japon et les différences culturelles, religieuses, psychologiques et géographiques font que l'on ne pourra jamais faire avec les peuples arabes ce que l'on a fait avec les Japonais. Les "réformateurs arabes" veulent tendre la joue gauche après s'être fait gifler sur la joue droite. Ils veulent transformer les Arabes et les musulmans en esclaves des Américains. Mais ils commettent une colossale erreur et se font les hérauts de principes et de slogans que l'on croyait enterrés à jamais depuis la révolution des esclaves noirs contre l'injustice, l'oppression et l'arrogance des Blancs américains.

Les Arabes et les musulmans sont les dépositaires d'une civilisation, et la dignité nationale est inscrite dans les gènes de leur race. Jamais ils ne seront un peuple qui ne pense qu'à manger et à boire, comme la cohorte de fourmis et le troupeau de bœufs du Midwest.

C'est la résistance irakienne qui a mis en échec le projet de domination américaine. C'est l'Intifada bénie de Palestine qui démolira le projet de domination sioniste. Elle a déjà retourné l'opinion publique mondiale et ridiculisé Ariel Sharon, l'homme fort d'Israël, en l'obligeant à annoncer, devant les colons, sa fuite de Gaza et le démantèlement de certaines colonies qu'il avait lui-même qualifiées de postes avancés du Grand Israël en Cisjordanie. Si nous avions suivi les conseils de ces "réformateurs", les deux Intifadas en Irak et en Palestine (qu'elles soient bénies) n'auraient jamais éclaté. Les forces américaines auraient alors occupé Damas et probablement Téhéran. Quant à Ariel Sharon, il aurait gouverné au Caire et à Amman, et aurait passé ses vacances d'hiver dans la douceur du Golfe, profitant de la légendaire générosité arabe. **Abdel Bari Atouane, Al Quds al-Arabi (extraits), Londres**

WWW.
Toute l'actualité internationale
au jour le jour sur
courrierinternational.com



BURKINA FASO

Le président Compaoré plus isolé que jamais

De Nouakchott à Yaoundé en passant par Abidjan, le dirigeant burkinabé est accusé de soutenir les tentatives de putsch. Une réputation de fauteur de troubles de plus en plus lourde à porter pour le "pays des hommes intègres".

L'ÉVÉNEMENT

Ouagadougou

Un des griefs que Blaise Compaoré [actuel chef de l'Etat burkinabé] faisait à Thomas Sankara*, c'était "sa diplomatie aventuriste et guerrière, qui avait fini par retourner tous les pays de la sous-région contre le Burkina Faso". Le credo diplomatique du Front populaire [parti au pouvoir] était alors le "bon voisinage". Une décennie et demie après, ironie de l'Histoire, c'est Blaise Compaoré qui se retrouve dans le rôle qu'il reprochait à son prédécesseur de tenir. Un coup d'œil rapide sur une carte de l'Afrique montre l'ampleur de l'animosité que le président burkinabé a su s'attirer.

Dans la sous-région, quand ses homologues ne lui en veulent pas, ils s'en méfient. La Côte-d'Ivoire, depuis Bédié, le voit en diable et, depuis les événements du 19 septembre 2002 [début de la crise ivoirienne], le président Gbagbo le désigne comme la source de ses malheurs. Le Niger s'en méfie, l'accusant de s'être mêlé ouvertement de sa vie politique, notamment lors de la présidentielle de 1999, où, dit-on à Niamey, il aurait ouvertement pris fait et cause pour un certain Mahamoudou Issoufou, le leader du principal parti d'opposition. Etienne Eyadéma, président du Togo, après avoir été le "précepteur" du président Blaise Compaoré, en 1987, est aujourd'hui l'un de "ses meilleurs ennemis". Le Ghana de John Kufuor n'a pas officiellement de contentieux connu avec le président burkinabé ; la méfiance est cependant de mise. Il y a deux ans, le président ghanéen a refusé que son prédécesseur Rawlings vienne honorer l'invitation que Blaise Compaoré lui avait faite de participer à la Journée nationale du paysan. Le même Kufuor a déployé des blindés le long de la frontière avec le Burkina pour faire face à toute tentative d'infiltration de mercenaires burkinabés que l'on dit amassés à la caserne de Pô.

Lansana Conté, de Guinée-Conakry, va sans doute emporter dans sa tombe sa haine morbide du président burkinabé. A l'aéroport de Conakry, à un certain moment, il ne faisait pas bon avoir un passeport burkinabé. Et, pour rendre la monnaie de sa pièce à Compaoré, Conté s'était mis en tête

► Le président Blaise Compaoré et son épouse, Chantal, à qui la presse prête une grande influence sur la gestion des affaires de l'Etat. Dessin de Damien Glez paru dans le Journal du jeudi, Ouagadougou.



d'organiser et de financer une rébellion contre le régime burkinabé. Il a fallu qu'il soit diminué par la maladie pour oublier son projet - ou le mettre en veilleuse.

Le Nigeria, depuis Sani Abacha [qui a dirigé le Nigeria de 1993 à 1998], en veut à Blaise Compaoré pour les pertes militaires qu'il a subies au Liberia d'abord, en Sierra Leone ensuite, lorsque le corps expéditionnaire nigérian de l'ECOMOG, la force ouest-africaine d'interposition, a été décimé par les fous du RUF, le tristement célèbre mouvement rebelle encadré par des mercenaires burkinabés. Il a fallu que des soldats britanniques viennent à la rescousse pour que les Nigériens sauvent la face. A l'époque, le porte-parole de l'armée nigériane, le major Felix Mujakperuo,

avait dit des choses peu amènes sur le Burkina. En réaction, les autorités burkinabés l'avaient traité de fou. L'avènement d'Obasanjo au pouvoir, en 1999, n'a pas effacé complètement ce contentieux entre Ouagadougou et Abuja, la capitale du Nigeria.

LA FRANCE, DERNIER SOUTIEN DU PRÉSIDENT

Le président camerounais Paul Biya a aussi la dent dure contre Blaise Compaoré depuis que celui-ci abrite un certain haut gradé en disgrâce des forces armées camerounaises, accusé d'avoir fomenté un coup d'Etat contre le pouvoir de Yaoundé. Cet officier reconverti dans les affaires est toujours à Ouagadougou. *Last but not least*, l'Angola : Eduardo Dos Santos semble prêt à manger cru Com-

paoré, à cause de son soutien au défunt chef rebelle Jonas Savimbi. C'est d'ailleurs pourquoi Dos Santos est devenu le soutien principal de l'Ivoirien Gbagbo.

A cette longue liste d'ennemis vient s'ajouter Ould Taya, le président de la Mauritanie [qui accuse les autorités burkinabés d'abriter sur leur territoire les auteurs d'une récente tentative de putsch].

Le seul soutien du président burkinabé jusqu'à présent a été la France. Et c'est sans doute ce qui lui a valu de sortir de situations où visiblement tout le monde le donnait perdu. Washington, qui avait juré d'"effacer le Burkina Faso de la carte" au début des années 1990, n'a finalement rien fait (et heureusement pour nous). Toutes les commissions d'enquête de l'ONU ont produit des rapports qui n'ont pas eu de suite, certainement grâce à la bienveillance de Paris. Mais pendant combien de temps cette grâce peut-elle durer ? Indépendamment de ce soutien français indéfectible, le climat assez malsain qui règne dans le voisinage n'est pas de nature à arranger les affaires d'un pays carefour. Le président en exercice de l'Union africaine, Olusegun Obasanjo, a mis en garde les Etats qui veulent en déstabiliser d'autres. La réputation de fauteur de troubles qu'a Compaoré ne sert pas les intérêts vitaux de son peuple. **Newton Ahmed Barry**

* Ex-président du Burkina Faso, tué en octobre 1987, lors du coup d'Etat qui porta au pouvoir son "ami" le ministre de la Justice, Blaise Compaoré.

KENYA

Prix Nobel de la paix 2004 : une personnalité controversée

Une militante écologiste primée, titre sur une pleine page le quotidien algérois *El Watan*. Le 8 octobre dernier, Wangari Muta Maathai, qui affirme avoir planté 20 à 30 millions d'arbres au Kenya, est devenue la première lauréate africaine d'un prix plus que centenaire, le Nobel de la paix. Elle succède ainsi à une autre femme, l'avocate iranienne Chirine Ebadi.



intellectuels d'Afrique et de la diaspora. Selon Abdoulaye Wade, "la conférence a été bénie par Dieu, qui a gratifié Maathai du prix Nobel". L'homme fort de Dakar y voit même "une preuve que le combat mené par les intellectuels pour la renaissance du continent africain n'est ni vain ni utopique". Selon le quotidien kényan *The Nation*, "ce prix ne pouvait pas arriver à un meilleur moment".

Alors que la communauté internationale a fait exploser sa joie à la suite de cette annonce, la presse écrite africaine est restée étonnamment silencieuse - en tout cas très peu loquace -, se contentant de l'aspect factuel de l'événement.

Depuis Dakar, *Le Quotidien* rapporte la fierté exprimée par le président sénégalais lors de la cérémonie de clôture de la Conférence des

Le quotidien de Nairobi soutient que la distinction reçue par l'ancienne enseignante formée en biologie et en zoologie aux Etats-Unis et en Allemagne vient donner de l'espoir à un pays "profondément divisé par des querelles inutiles entre les différentes chapelles politiques. [Un pays] où la population est désillusionnée, frustrée et abandonnée à son profond désespoir."

Maathai n'est cependant jamais très loin de la sphère politique. Lors des élections générales organisées en 1992, des fonds ont afflué de l'étranger (essentiellement des pays scandinaves) pour financer son association de préservation de l'environnement, la Ceinture verte. Mais nul ne sait où se trouvent les 20 ou 30 millions d'arbres que l'association affirme avoir plantés. Candidate à la présidentielle de 1997, Maathai avait par ailleurs joué la carte kikuyue, son ethnie d'origine, tout en préconisant l'expulsion de la minorité originaire du sous-continent indien. Des menaces à résonance raciste dont elle est revenue, même si elle revendique toujours une appartenance viscérale à l'ethnie kikuyue, au point de cautionner l'excision. Dans ses discours, cette mutilation sexuelle est sobrement qualifiée de "pratique traditionnelle au cœur de l'identité des Kikuyus".

WWW.
Toute l'actualité internationale
au jour le jour sur
courrierinternational.com



SOUDAN

La rébellion du Darfour se radicalise

Loin d'être vaincus, les rebelles de l'ALS sont de plus en plus offensifs. Car ses jeunes recrues veulent venger leurs familles, massacrées par l'armée ou les milices *janjawid*.

MAIL & GUARDIAN
Johannesburg

Sous une lune presque pleine, des combattants rebelles sautent du plateau arrière de leur véhicule de combat, un pick-up Toyota modifié : une mitrailleuse a été fixée sur le toit de la cabine et un lance-missiles antichar accroché à la portière. A perte de vue, la lumière de l'astre nocturne fait ressortir le moindre caillou, le moindre buisson, la plus petite dune, mais les hommes ne craignent pas d'être vus ou entendus. Cette région du nord-ouest du Darfour est contrôlée par l'Armée de libération du Soudan (ALS), le mouvement rebelle qui a poussé le gouvernement de Khartoum à lâcher la bride aux milices *janjawid*.

Un cessez-le-feu a été conclu en avril, mais a systématiquement été violé par les deux camps. Le 26 septembre, deux policiers ont été abattus au cours d'une attaque des rebelles sur un poste de police dans le sud du Darfour. Une dizaine de jours plus tôt, les pourparlers de paix organisés à Abuja, capitale du Nigeria, échouaient, les rebelles exigeant que les *janjawid* désarment les premiers. D'ailleurs, dans les camps de l'ALS, personne ne parle de paix. Les jeunes gens issus des villages ravagés de la région ont rallié les rangs des rebelles pour donner libre cours à leur colère.

Khalid, arborant une veste de camouflage et un long poignard à la ceinture, me déclare : "Je suis très en colère parce que mon père a été tué, ainsi que mon oncle et un de mes frères. Dans les camps de réfugiés, il n'y a pas de travail. Je veux me battre." Il assure avoir 15 ans, mais il ne les fait pas. Les officiers rebelles refusent de l'engager. Il est trop jeune, disent-ils, mais lui ne veut pas vivre avec sa mère, qui se trouve dans un camp de réfugiés au Tchad. Alors, en attendant, il ramasse du bois et va chercher de l'eau pour les combattants.

Au Darfour, la guerre a éclaté en avril, quand l'ALS a mené un raid contre la ville d'El Fashir, capitale du Nord, où les rebelles se sont emparés de quelques officiers et ont détruit plusieurs avions. En représailles, le régime de Khartoum a armé les milices traditionnelles des tribus arabes du Darfour, plus connues sous le nom de *janjawid*, et leur a accordé un appui aérien pour attaquer les villages dont le soutien est indispensable aux rebelles. Un million de personnes ont été chassées de leurs foyers et 200 000 autres ont fui au Tchad. Mais les rebelles, eux, n'ont pas été vaincus. Au contraire, l'offensive gouvernementale n'a fait que grossir leurs rangs.

Parmi les nouvelles recrues se trouve Ismail, jeune homme de grande taille, âgé de 22 ans, qui a rallié les rebelles après que les *janjawid* ont tué sa famille, en juillet dernier. "A l'époque,

je ne savais pas ce qu'était l'ALS", explique-t-il, dans un camp rebelle du Darfour. "Après l'assassinat de mon père, de ma mère et de mes deux frères, j'ai entendu dire qu'il y avait des gens qui se battaient contre le gouvernement. Je n'ai pas arrêté de les chercher, jusqu'à ce que j'arrive dans un camp [rebelle]. Maintenant, je me bats contre les *janjawid*." Avant la guerre, il était gardien de troupeau. Aujourd'hui, il porte un fusil d'assaut de fabrication américaine. Sur sa tunique grise, un baudrier de munitions est orné de sachets de cuir qui contiennent des amulettes protectrices. Chaque talisman le prémunit contre une menace précise : les scorpions, les serpents, les balles.

INTIMIDATION DES NOTABLES QUI COOPÈRENT AVEC KHARTOUM

Les rebelles sont bien armés. Ils ont des kalachnikovs, des lance-roquettes antichars, des lance-missiles et des fusils d'assaut belges. Ils affirment que ces armes ont été prises à l'armée soudanaise, mais reconnaissent acheter – au marché noir – des uniformes de camouflage à des soldats tchadiens. Certaines de leurs armes proviennent peut-être de la même source. Leurs pick-up sont chargés de barils d'essence et, prétendent-ils, de caisses de médicaments. A en juger par leur poids apparent, il doit s'agir de munitions.

Les officiers communiquent par portable et paient avec des cartes téléphoniques achetées grâce à des fonds collectés en Europe et dans le Golfe. Les finances proviennent en partie des communautés expatriées, mais le pillage permet également de poursuivre la guerre. L'ALS a pour stratégie de lancer des attaques ponctuelles contre des convois, des points de contrôle, voire des villes quand les rebelles sont



suffisamment en force. Ces opérations visent à perturber les lignes de ravitaillement, à détruire les équipements militaires de l'armée soudanaise et à voler des armes, des munitions, des véhicules, des vivres et les médicaments nécessaires. Ils ne sont cependant pas en mesure de tenir villes et villages parce qu'ils ne peuvent pas lutter contre la puissance aérienne du gouvernement. S'ils s'en prennent essentiellement à des objectifs militaires, ils sont néanmoins accusés de pratiquer l'intimidation à l'encontre des notables qui coopèrent avec Khartoum. En avril, un chef tribal a été enlevé, puis assassiné par l'ALS après avoir accepté une aide alimentaire du gouvernement.

La rébellion a causé la ruine de ceux-là mêmes qu'elle prétend défendre, mais les combattants n'ont pas d'états d'âme. Pour Izzedine Yahya Hamid, un officier âgé de 25 ans, il n'y a guère d'autre choix possible : "Si on se bat, alors les nôtres vont devenir des réfugiés. Mais, si on ne se bat pas, ils seront tués par le gouvernement d'Al Bachir [le président soudanais] et les *janjawid*." Hamid a suivi une formation médicale et parle couramment anglais. Il nous dessine une carte du pays sur une feuille de papier. Il y indique le Darfour, puis d'autres zones de révolte : le Sud, où un accord de paix a été conclu au bout de vingt et un ans de guerre civile ; le Centre, où les Nubas se sont dressés contre le gouvernement ; et l'Est, où les Bejas menacent de prendre les armes. Il trace ensuite un cercle au nord de Khartoum pour nous montrer d'où viennent les tribus arabes qui dominent le pays. "Nous ne voulons pas l'indépendance, dit-il. Nous espérons seulement que le Soudan deviendra un nouveau Soudan, équilibré, avec les Nubas, les gens du Sud et nous. Mais pas les *janjawid*, ce sont des criminels."

Pour quelques-uns, la rébellion est synonyme d'aventure. Beaucoup de jeunes du Darfour mènent habituellement une existence semi-nomade, et la vie dans un campement rebelle n'est pas tellement différente. Ici, on entend des rires. Dans une atmosphère de camaraderie, ils jouissent d'une liberté qu'ils ne pourraient connaître dans les camps de réfugiés surpeuplés. Mais, chez les plus jeunes, les sourires se font plus rares et les rires plus discrets. C'est toute une génération qui grandit dans la haine et la violence. Plus la guerre s'éternise, plus ses combattants s'enfoncent dans la brutalité. **Jeevan Vasagar**

DIPLOMATIE

Parler bedaoit, oui

■ L'opposition armée dans l'est du Soudan a adopté la langue bedaoite, parlée dans cette région par plus de 2 millions de personnes, comme langue d'enseignement dans les "territoires libérés" qu'elle contrôle. Cette mesure survient alors que le conflit qui oppose Khartoum aux régions périphériques du pays entre dans une nouvelle phase qui voit des ethnies réclamer la revalorisation de leur langue dans le cadre d'une résistance à la langue arabe au Soudan. C'est dans ce contexte que l'organisation américaine "Comité international de libération" a lancé depuis Asmara, en Erythrée, un projet d'écriture bedaoite en publiant cinq livres dans cette langue et en annonçant qu'elle serait désormais enseignée dans dix-neuf écoles situées dans les "territoires libérés" de l'est du Soudan. Le bedaoit, langue non écrite, est parlé par environ 2,5 millions d'individus appartenant aux ethnies bejas, qui sont réparties essen-

tiellement dans l'est du Soudan, l'ouest de l'Erythrée et le sud de l'Egypte. Un groupe d'académiciens, d'enseignants et de linguistes a travaillé pendant deux ans pour rassembler le patrimoine littéraire des Bijas et y choisir un certain nombre de contes et de poèmes qu'ils ont retranscrits en alphabet latin. Une expérience similaire avait déjà été tentée en Egypte par des Soudanais qui avaient, quant à eux, essayé de transcrire la langue bedaoite en caractères arabes.

L'organisation américaine a publié un communiqué dans lequel elle déclarait qu'"Asmara était témoin d'un moment historique important", considérant que ce projet controversé est là pour "répondre à un besoin des gens, qui ont le droit de recevoir un enseignement de base dans leur langue maternelle". Ce projet suscite des interrogations quant à ses objectifs et à son rapport avec l'offensive menée contre la langue arabe et la politique

du gouvernement soudanais, qui a entrepris d'arabiser tous les niveaux d'enseignement au Soudan, y compris dans les universités et les écoles supérieures.

Ce projet de valorisation de la langue bedaoite marque en tout cas le début d'une nouvelle phase au Soudan dans les conflits culturels entre le Centre (la région de Khartoum et le nord des abords du Nil) et les régions situées à la marge (l'Est, le Sud, l'Ouest et les provinces du Kordofan et du Nil bleu). Ce projet obtient d'autant plus le soutien de Soudanais d'horizons divers que l'accord de partage du pouvoir conclu entre le gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan (à dominante sudiste) stipule que les régions auront désormais le droit de choisir une langue locale, à côté de l'arabe et de l'anglais, comme langue d'enseignement, ainsi que comme langue administrative.

Faez Chaykh Salik, Al Hayat, Londres

Bill O'Reilly

La grande gueule de Fox News

ROLLING STONE (extraits)
New York

Tous les jours à 14 h 30, Bill O'Reilly quitte son bureau du dix-septième étage du News Corp. Building, à Manhattan, et descend bien au-dessous du niveau

du sol, dans le bunker de Fox News. Avec sa démarche étudiée de flingueur, empruntée à Clint Eastwood – son héros –, il passe devant les longues rangées de bureaux vitrés où des équipes de producteurs concoctent la dose quotidienne de programmes *"honnêtes et équilibrés"* [slogan de la chaîne câblée]. Mastiquant un chewing-gum, il avance, le visage fermé, jusqu'à un petit groupe de bureaux dominé par un panneau qui annonce *The O'Reilly Factor* [Le facteur O'Reilly]. Là, une équipe de huit producteurs, pour la plupart âgés de 20 à 30 ans, l'attend nerveusement. Il y a toujours un certain suspense quand O'Reilly entre quelque part. L'air se charge de murmures inquiets : *"De quelle humeur est-il aujourd'hui ?"*, *"Comment va Bill aujourd'hui ?"*

La question est purement rhétorique. Tout le monde sait qu'O'Reilly est toujours furax et prêt à en découdre. Il fait son entrée, l'air aigre, hargneux, et se laisse tomber lourdement dans un fauteuil. En chair et en os, O'Reilly est plus pâle, plus chauve et plus bouffi qu'il paraît à la télévision. Là, il fait bien ses 54 ans.

Chaque jour, il se lève à 6 h 30 pour passer au crible *The New York Times* et y débusquer des articles dénotant un coupable parti pris gauchiste – il parvient toujours à en trouver –, puis quitte sa maison de Long Island pour plonger dans l'enfer de la circulation. Une fois qu'il a expédié les deux heures de *The Radio Factor*, l'émission qu'il anime à la radio tous les matins, il englutit un déjeuner dans le fouillis de son bureau tout en rédigeant le *"rappel des points à débattre"*, qui ouvre systématiquement *The O'Reilly Factor*, son émission diffusée à 20 heures sur Fox News.

Ce jour-là, il n'est pas d'humeur à ce qu'on vienne lui chercher des poux dans la tête. *"On a qui à Falloudjah ?"* demande-t-il. *"Personne"*, lui répond-on ner-

veusement. O'Reilly grimace comme s'il avait mal aux dents. *"Et pourquoi on n'a personne là-bas ? Faut qu'on fasse quelque chose sur Falloudjah demain. Débrouillez-vous."* O'Reilly recherche toujours l'émotion, un truc pour secouer les téléspectateurs, pour provoquer chez eux une indignation, une incrédulité ou un mépris égaux au sien. C'est grâce à son flair pour ce genre de sujet et à sa capacité à en extraire la moindre once de drame qu'il est devenu la personnalité la plus célèbre de l'information du réseau câblé.

Quelques jours plus tard, il montre ses talents particuliers quand il lance son émission en évoquant deux soldats américains qui ont préféré s'enfuir au Canada plutôt que d'aller en Irak. Rien ne le fait autant grimper aux rideaux que des sales poltrons, lâches, trouillards et antiaméricains comme ces deux déserteurs. Pour *"débattre"* de la *"question"*, il a invité Heather Mallick, du *Globe and Mail* de Toronto. Celle-ci a osé qualifier les deux soldats de *"bons Américains"* et O'Reilly n'apprécie pas. Dès le début de l'*"entretien"*, il affiche cette note particulière de mépris cinglant qui constitue la tonalité de toute la chaîne, dont la raison d'être affichée est de contrebalancer les penchants de gauche des autres médias. Après avoir traité Heather Mallick d'*"antiaméricaine"*, de *"socialiste"*, et l'avoir accusée d'écrire *"des trucs qui ne sont pas vrais"*, O'Reilly y va sans prendre de gants : *"Bon, si votre gouvernement héberge ces deux déserteurs... il va y avoir un boycott qui va faire très mal à votre pays. La France a déjà testé."* *"Je ne crois pas que votre boycott de la France ait très bien marché..."* glisse M^{me} Mallick. Là, O'Reilly sort sa marque de fabrique – l'interruption péremptoire, hurlée : *"La France a perdu des milliards de dollars de recettes, selon la Paris Business Review."*

On est en pleine télé sensationnelle, l'équivalent médiatique moderne du chrétien qui se fait déchiqueter par des lions, avec une touche d'opéra-bouffe (boycotter le Canada !). Peu importe que les affirmations d'O'Reilly n'aient en général que peu de rapport avec la vérité : la *Paris Business Review* n'existe pas et les *"milliards"* de dollars d'exportations qu'aurait perdus la France datent de la récession de 2001, soit deux ans avant les appels au boycott des produits français – en fait, les exportations françaises aux États-Unis ont augmenté depuis.

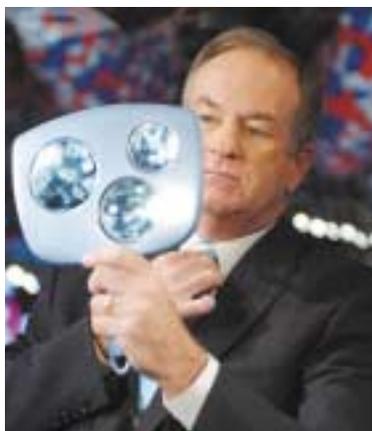
Avec 2,1 millions de téléspectateurs en moyenne chaque soir, *The O'Reilly Factor* enfonce régulièrement son concurrent direct, Larry King, de CNN, qui attire environ 1,2 million de personnes. O'Reilly a écrit trois livres, *The O'Reilly Factor*, *The No Spin Zone* [La zone sans manip médiatique] et *Who's Looking Out for You ?* [Qui s'occupe de vous ?], qui ont tous été numéro un de la liste des meilleures ventes établie par *The New York Times*. *The Radio Factor* est diffusée sur 415 stations dans l'ensemble du pays et O'Reilly tient une chronique hebdomadaire dans des centaines de journaux.

The O'Reilly Factor est la pièce centrale de Fox News, chaîne appartenant au géant de la presse conservatrice Robert Murdoch et dirigée par Roger Ailes, un homme qui a géré les relations avec les médias de trois présidents républicains. *Outfoxed*, un documentaire récent [voir ci-contre], montre que la chaîne se comporte comme une agence de communication au service du Parti républicain : elle présente de façon négative tout ce qui touche aux démocrates et déverse un flot ininterrompu d'encouragements optimistes et souvent inexacts quant aux faits relatifs à l'administration Bush. Pour les détracteurs de Fox News, O'Reilly incarne les plus sinistres méthodes de la chaîne.

L'animateur ne nie pas avoir des positions conservatrices. Il admire ouvertement le président. *"Bush croit vraiment qu'il agit pour le bien du pays. Il a peut-être tort. Mais il n'y a pas que lui."* Il s'en prend régulièrement à Jesse Jackson, aux artistes du gangsta rap et à l'ACLU [la principale association de défense des libertés civiles]. Mais O'Reilly n'est pas tout à fait le même genre de robot programmé que [l'animateur de radio ultraconservateur] Rush Limbaugh ou Sean Hannity, de Fox News. On ne le verra, par exemple, jamais essayer d'escamoter le scandale d'Abou Ghraib, comme l'a fait Limbaugh. Il a manifesté une indignation sincère devant les photos. Et, s'il n'a pas accusé directement la Maison-Blanche, il a choisi des invités qui s'en sont chargés. A la veille de la guerre [en Irak], il s'est employé avec acharnement à faire admettre à ses téléspectateurs que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive, mais a présenté des excuses – bien avant *The New York Times* – pour avoir involontairement induit son public en erreur. Et, plusieurs



► ■ Symbole du parti pris de certains médias, Bill O'Reilly est l'une des cibles favorites des anti-Bush. Doté d'un ego surdimensionné, il n'est à l'aise que dans la controverse, comme lorsqu'il affronte Michael Moore sur un plateau pendant la convention démocrate.





Enoch Piven pour "Rolling Stone"

semaines avant les révélations sur la prison d'Abou Ghraib, il descendait en flammes Donald Rumsfeld pour son "mégafoirage" en Irak.

Les vrais fans de l'émission le savent bien, le véritable sujet de *The Factor*, c'est Bill lui-même. Une question tacite plane au-dessus des débats : comment moi, Bill O'Reilly, vais-je réagir à la personne que je suis en train d'interroger ? comment vous, les téléspectateurs, allez-vous réagir à ma réaction et comment vais-je réagir à votre réaction ? Ce qui explique peut-être pourquoi O'Reilly aime brouiller les pistes et défend avec acharnement des positions qu'on s'attendrait plutôt à voir chez un homme de gauche. Il est favorable au contrôle des armes à feu, à l'adoption pour les couples de même sexe et au mariage homosexuel – à condition qu'on ne l'oblige pas à regarder la Gay Pride, qu'il range parmi

"les spectacles les plus choquants qui soient". Il est écologiste dans la mesure où il croit "au réchauffement de la planète". Catholique pratiquant, il n'est pas favorable à l'avortement, mais ne considère pas qu'il faille pour autant l'interdire. Et il est contre la peine de mort.

En fait, le degré exact de conservatisme d'O'Reilly n'a aucune importance. Ce qui compte, c'est que l'animateur est indispensable à Fox News et à son programme politique. Cela est apparu avec une évidence particulière lors d'une interview qu'il a menée l'année dernière, en février 2003. Il recevait Jeremy Glick, dont le père a trouvé la mort lors de l'attentat contre le World Trade Center. Glick, qui se disait lui-même "d'extrême gauche", était censé expliquer pourquoi il avait signé un appel contre la guerre lancé par un groupe appelé Not in Our Name [Pas en notre nom], qui accusait les

Etats-Unis d'avoir commis, au Panamá, en Irak et au Vietnam, des atrocités similaires à celles des attentats du 11 septembre 2001. O'Reilly, manifestement écoeuré par les positions de son invité, bredouillait d'indignation devant sa persistance à condamner l'invasion de l'Afghanistan qui avait renversé les talibans ("Qui a tué votre père ?" brailla-t-il). Glick s'efforça de se faire entendre malgré les interruptions de l'animateur. O'Reilly se mit à beugler : "Je me fiche de ce que vous pensez", puis lui cria de la fermer. Il finit par ordonner à son ingénieur du son de couper le micro de Glick. Celui-ci raconta plus tard qu'après l'enregistrement O'Reilly lui avait dit : "Foutez le camp de mon studio avant que je vous taille en pièces." Il reconnaît cependant qu'il avait lui-même abreuvé l'animateur d'insultes hors caméra.

Selon Douglas Rushkoff, spécialiste de la culture médiatico-populaire, c'est précisément son piètre contrôle de lui-même qui rend O'Reilly si précieux pour Fox News. Ses appels à la colère, à l'émotion et aux convictions viscères ne sont pas seulement des trucs pour faire de l'audience, ils font partie d'un programme plus large de coercition idéologique. "Quand la machine à distribuer le message conservateur s'est mise en train, dans les années 1970, explique Rushkoff, elle s'est efforcée de rendre le paysage politique plus émotionnel et moins factuel, de trouver une nouvelle base et de la galvaniser sur des sujets sensibles. C'est pour cela que Fox s'efforce de remplacer l'information par les convictions." O'Reilly est un élément essentiel de cette stratégie. "Les gens qui s'informent à partir de l'émission d'O'Reilly, et non d'un magazine d'information, sont nettement plus enclins à croire que les arguments qui les touchent de manière émotionnelle méritent leur adhésion."

Certains sont convaincus que le succès télévisuel ne suffit pas à O'Reilly. "Il a des ambitions bien plus élevées", affirme Bob Cullinan, qui fut jusqu'en 1995 l'un de ses proches collaborateurs et amis. Quand on lui demande lesquelles, Cullinan répond sans ironie "président", puis ajoute après une pause : "Si vous regardez l'émission, vous avez pu constater qu'il se place en adversaire de Hillary Clinton. Tout est mis en scène, de la même façon qu'il piège ses invités."

Aussi grotesque que cette idée puisse paraître, O'Reilly ne l'écarte pas d'une boutade. Bien au contraire. "Eh bien, je suis flatté que quelqu'un me pense capable d'exercer cette fonction", confie-t-il d'un ton soudain pontifiant et satisfait. "J'ai déclaré que *The Factor* était mon dernier emploi et je vais être là pour un moment. Vais-je exclure la politique ? Non. Mais je n'irai certainement pas la chercher. Si c'est ce que j'avais voulu faire, je l'aurais déjà fait. J'ai eu beaucoup, beaucoup d'occasions et je les ai toutes rejetées. Et je pense que je suis actuellement plus utile là où je suis."

■ Documentaire

Outfoxed, qui sort en France le 22 octobre, est une enquête minutieuse sur le fonctionnement de Fox News. Réalisé par Robert Greenwald, appuyé par de nombreux extraits d'émission et des témoignages d'anciens de la chaîne, le film démontre comment le matraquage idéologique et la distorsion des faits constituent la base du traitement de l'information par Fox News.

John Colapinto

UN JOYAU DE L'ARCHITECTURE EN PÉRIL

Les ailes coupées de Tempelhof

Les nazis l'ont construit, les avions américains l'ont rendu célèbre pendant le blocus de 1948-1949 et les habitants de la capitale l'adorent. Grande bataille pour garder ouvert l'aéroport central de Berlin.

DER SPIEGEL (extraits)
Hambourg

L'aérodrome de Tempelhof réunit le caractère d'une mer intérieure et la nostalgie des horizons lointains", lit-on à juste titre dans un ouvrage qui lui est consacré. Cet ancien champ de manœuvres de l'armée prussienne était un lieu de promenade très prisé des Berlinoises aux alentours de 1900. Les *Kriegervereine* [associations d'anciens combattants] y défilaient de temps en temps, comme à l'été 1896, quand les vétérans se rassemblèrent pour rendre hommage à l'empereur Guillaume II. Le Gendarmenmarkt, le Kurfürstendamm et la Friedrichstrasse ne sont qu'à quelques minutes en voiture, un quart d'heure à vélo.

Ces 282 hectares de verdure sont traversés par deux pistes de 2 116 mètres de long. En ce mardi matin de fin août 2004, sept petits avions pittoresques comme des modèles réduits sont stationnés juste devant les hangars. Ils semblent perdus sur cet immense terrain. Les nuages défilent à tire d'aile au-dessus de Tempelhof, et l'on peut encore se représenter Orville Wright, le pionnier de l'aviation, maintenant de justesse en l'air son appareil branlant pendant une minute, en décembre 1903.

C'est ici que la Luft Hansa allemande fut créée quelques années plus tard. En 1936, les nazis y construisirent un nouvel "aéroport international" destiné à Germania, la capitale du Reich, qui devait être achevé en 1950. Mais les troupes américaines arrivèrent début juillet 1945, transformèrent le restaurant prévu en salle de basket et en bowling, et restèrent jusqu'en 1991. Après la chute du Mur et la réunification, ce complexe gigantesque qui, avec ses 1 230 mètres de long, compte parmi les plus grands bâtiments du monde redevint un aéroport civil aux grandes ambitions, malgré la présence, depuis 1974, d'un autre aéroport à Tegel.

Il y a longtemps que Tempelhof est un mythe : pas uniquement à cause du fameux pont aérien de 1948-1949 – quand les *Rosinenbomber* anglo-américains brisèrent à coups de rotations toutes les quatre-vingt-dix secondes le blocus imposé à Berlin-Ouest par les Soviétiques ; pas seulement parce que le cinéma l'a fait passer à la postérité avec *La Ville écartelée*, de George Seaton (1950), et *Un, deux, trois*, de Billy Wilder (1961) ; ni à cause de certaines légendes affirmant que les nazis y construisaient une "arme miracle" dans des souterrains secrets. Le passé, le présent et l'avenir, les rêves (et les cauchemars) et la réalité n'ont cessé de se mêler à Tempelhof.

En 1935, Hitler avait exigé que l'architecture du futur aéroport témoigne de la "grandeur" des idéaux nazis : elle devait être "grandiose", "écrasante", mais surtout "éter-

nelle". En deux ans seulement, sous la direction d'Ernst Sagebiel, le "maître du préfabriqué du Reich", qui avait auparavant conçu le ministère de l'Air de Göring, on fit sortir de terre cet ensemble symétrique qui semblait s'étendre à l'infini : 285 000 mètres carrés de surface hors œuvre brute, 49 bâtiments, 7 hangars et 9 000 bureaux. Sur la façade du bâtiment principal, des formes claires, nues, rythmées par une cascade de longues fenêtres étroites, s'unissent à une touche d'esprit méridional qui naît de l'utilisation généreuse du calcaire – style moderne et clair, monumentalisme césarien, rigueur Arts déco et forteresse teutonique.

Comme la porte de Brandebourg, la Potsdamer Platz et le Reichstag, cette construction, dont l'esthétique demeure impressionnante, conjugue des souvenirs collectifs de pompe et de progrès, de fascisme, de guerre et de destruction, d'espoir et de reconstruction. Cet ensemble situé au cœur de la ville conserve une forte charge affective pour les Berlinoises de l'Ouest ; il symbolise en quelque sorte la liberté de Berlin et est classé monument historique. Mais il constitue également un problème d'urbanisme du temps présent, un présent dans lequel, comme souvent dans la capitale allemande, l'Histoire, l'argent, l'esthétique et la politique s'opposent frontalement. Car Tempelhof, "mère de tous les aéroports modernes" selon Norman Foster, l'architecte britannique qui a construit la coupole de verre du Reichstag, doit fermer définitivement ses portes le 31 octobre [date provisoirement repoussée par décision de justice].

Ce n'est plus qu'un immense gouffre financier, déclare froidement Dieter Johannsen-Roth, le porte-parole de la société des aéroports de Berlin. La priorité, désormais, c'est Berlin Brandenburg International (BBI), le futur grand aéroport qui, après une série de vagues hésitations, est censé s'ouvrir à Schönefeld en 2010, plus de deux décennies après la chute du Mur. Ce raisonnement, qui repose prétendument sur des considérations purement économiques, provoque une levée de boucliers, en particulier dans les milieux culturels et chez les architectes. Axel Schultes, qui a construit la nouvelle

chancellerie [achevée en 2001], évoque "la puissance impressionnante de ce superbe demi-cercle", qui "colle impeccablement au terrain !" Tempelhof, selon lui, est "l'icône de l'aéroport". "Il serait impensable de le transformer en musée." Le célèbre architecte Hans Kollhof confie à son tour : "Ça vous fait battre le cœur [...] cette ampleur, ces grands espaces au cœur de la ville, ces grands mouvements." Peter Eisenman, l'architecte du mémorial de l'Holocauste, se joint de New York à cet élan d'enthousiasme avec une formule remarquable : "Tempelhof est l'une des œuvres véritablement modernes que les nazis ont produites." Cette réalité embarrassante n'empêche même pas la journaliste Lea Rosh, initiatrice du mémorial de l'Holocauste, de défendre l'aéroport – "Il faut absolument conserver Tempelhof". D'autres personnalités ont même écrit personnellement à Klaus Wowereit, le maire de Berlin.

Le gouvernement SPD-PDS [coalition de gauche] de la ville reste cependant inflexible et, contrairement à ses habitudes, s'en tient à une logique strictement économique. Les pertes de Tempelhof ont atteint plus de 15 millions d'euros en 2003 et les autres chiffres ne sont guère plus joyeux : pour les mouvements d'avions (un peu moins de 37 000) comme pour le nombre de passagers (451 000) ou pour le fret (400 tonnes), le recul – jusqu'à 26 % – est incontestable par rapport à 2002. Les lignes intérieures enregistrent une baisse de fréquentation de près de 40 %, une tendance qui se confirme depuis quelques années. La moitié des passagers qui continuent à fréquenter l'aéroport sont des personnes en voyage d'affaires ou des particuliers qui apprécient certes le décor mais surtout la rapidité. Il n'y a pratiquement pas de files d'attente à Tempelhof.

Dès que la Lufthansa s'est installée à Tegel, en 1994, de nombreuses compagnies aériennes l'ont suivie. L'une des raisons principales : seul le "petit" Airbus peut encore atterrir à Tempelhof, les pistes ne sont tout simplement pas assez longues pour les gros avions et les charters modernes.

Le gouvernement de Berlin, qui est financièrement aux abois, n'entend pas supporter les pertes cumulées de l'aéroport (environ 139 millions d'euros depuis 1991) et a décrété sa fermeture. Cette décision fait déjà l'objet de quatre recours différents, dont l'un émane du ministère des Finances, propriétaire de la majeure partie du site, et un autre de la société des aéroports de Berlin. Mais celle-ci cherche avant tout à se protéger contre d'éventuelles demandes d'indemnités de la part des compagnies aériennes et à s'assurer que les coûts de fermeture et d'entretien du lieu seront répartis entre l'Etat fédéral et le Land.

Plusieurs compagnies aériennes, entre autres Germania, Windrose et Cirrus, et quelques entreprises domiciliées à Tempelhof ont dans le même temps saisi en urgence le tribunal administratif de Berlin pour faire annuler la décision de fermeture. Plus encore : elles proposent de gérer elles-mêmes l'activité aéroportuaire et sont persuadées de pouvoir dégager des bénéfices dès 2005. Elles prévoient même 1,5 million de passagers pour 2007. Wolfgang Vieweg, le directeur de Germania, explique : "Nous avons l'accord d'Air Berlin et de Deutsche BA pour retransférer à Tempelhof une partie de leurs vols de Tegel, qui est saturé. Cela suffirait à faire passer le nombre des passagers à plus de 1 million par an." Pour Ralf Kunkel, le porte-parole des aéroports berlinois, "le marché s'est déjà prononcé contre Tempelhof". Et de rap-



Un aéroport qui devait être "grandiose et éternel"



Ullstein/AGK

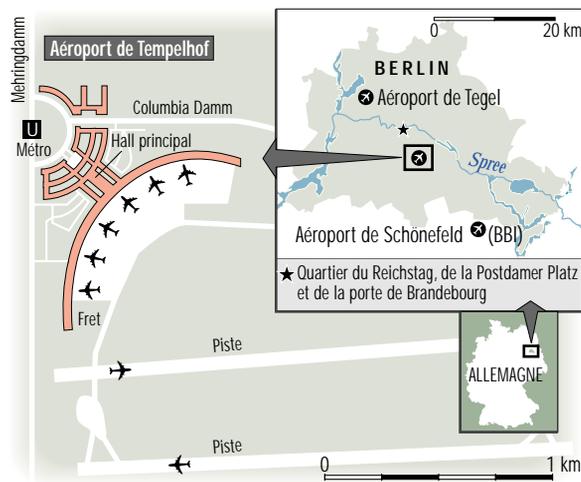
peler le sinistre "consensus" de 1996 par lequel Berlin, le Land de Brandebourg et l'Etat fédéral ont décidé de mettre un terme à l'activité de Tempelhof dès que la décision de construire BBI Schönefeld sera applicable. Or ce ne sera le cas qu'en 2006.

Pour Vieweg, "la décision de fermer Tempelhof est entachée d'erreurs et ne repose pas sur grand-chose." Sans parler du fait que les pertes continueront à augmenter en cas de fermeture puisque l'activité et les infrastructures aéroportuaires doivent de toute façon être maintenues en stand-by jusqu'en 2008, "mais sans recettes". Tegel, où le gouvernement de Berlin ne cesse d'attirer de nouvelles lignes, connaît déjà des goulots d'étranglement. Il serait donc beaucoup plus intéressant de "s'efforcer de répartir raisonnablement les tâches entre Tegel, Tempelhof et Schönefeld".

Dans ce contexte, on a l'impression que la fermeture précipitée de Tempelhof est avant tout motivée par des considérations politiques : toutes les énergies se mobilisent pour développer Schönefeld, un aéroport sans caractère et mal-aimé de l'ex-RDA qui était jusqu'à présent véritablement perdu dans la brousse au sud-est de Berlin.

Les ardents défenseurs de Tempelhof comptent dans leurs rangs un nombre remarquable de personnalités influentes des milieux économiques : le président honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Berlin, Werner Gegenbauer ; le président de la fédération patronale de l'industrie allemande, Michael Rogowski ; le patron de Volkswagen, Bernd Pischetsrieder ("Berlin a besoin d'un aéroport au cœur de la ville") ; le président de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie allemandes, Ludwig Georg Braun. Ce dernier souligne que "les personnalités de l'art, de la culture et de la science, qui disposent en général de peu de temps", apprécient cet aéroport si singulier et si proche de la ville.

Tempelhof a une autre particularité qui séduit ses



adeptes passionnés : ceux-ci, une étincelle légèrement macabre dans les yeux, évoquent l'excitation de l'approche, dont les derniers mètres se font au-dessus des rangées de tombes du cimetière Saint-Thomas et du balisage qui, au milieu des morts, guide les vivants pour les faire atterrir sans encombre. Billy Wilder, un fan du lieu, a un jour déclaré que c'était le seul aéroport au monde où l'on pouvait choisir sa tombe dès l'atterrissage.

Le sous-sol de Tempelhof offre aussi quelques frissons. Dieter Nickel, ingénieur en chef à Tempelhof pendant de nombreuses années, ouvre les lourdes portes d'acier du bunker qui abritait jadis les archives secrètes et les films de la Wehrmacht. Un relent de moisi et de suie s'échappe encore aujourd'hui de ces catacombes. "Les Soviétiques ont fait sauter les portes blindées pour pouvoir entrer en avril 1945. Tout ce qui était en celluloïd a brûlé pendant des jours et des jours." Nickel assure que "toutes ces légendes sur l'existence d'un monde souterrain recréé par les nazis ne tiennent pas debout",

mais il est vrai qu'on assemblerait des chasseurs-bombardiers pour assurer la "victoire finale" dans un tunnel de chemin de fer qui existe encore.

Le hall des départs ressemble toujours au décor d'un film dont les stars pourraient être Doris Day et Rock Hudson. De fait, ce sont les Américains qui ont achevé l'intérieur de cette salle nazie entre 1959 et 1962 et lui ont donné cette allure qui fascine encore aujourd'hui : grande, calme, souveraine. Au-dessus, sous le toit, le temps s'est figé. Dans la salle de sports que l'US Air Force s'est installée après la victoire sur l'Allemagne nazie, le panneau du score porte toujours l'inscription "Home/Visitors". Il est lui aussi classé monument historique. Seule la "salle d'honneur", inachevée, qui devait à l'origine être haute de plus de cinq étages, semble condamnée à jamais. Inaccessible aux visiteurs ordinaires, d'une démesure digne de la fin de l'Empire romain, elle est figée pour l'éternité dans son inachèvement. A voir la façade d'entrée qui annonce sobrement "Aéroport central de Tempelhof", nul ne peut soupçonner son existence.

Si tout se passe selon la volonté du gouvernement de Berlin et des architectes Bernd Albers et Günter Vogt, qui ont été chargés du projet, Tempelhof deviendra un "océan de verdure" bordé de constructions et d'un "mont des aviateurs" haut de 70 mètres. Celui-ci est censé, ce n'est pas une blague, symboliser l'histoire de l'aviation. Mais rien n'est encore décidé. Selon les termes des autorités chargées du développement urbain, "ces projets sont plutôt à considérer comme des stratégies de développement, comme un canevas encore ouvert en ce qui concerne les détails concrets et qui reste à étoffer. Le présent schéma reprend les idées dominantes qui ont été dégagées dans le cadre de Tempelhof 2020, l'atelier de réflexion sur l'avenir de l'aéroport qui s'est réuni en 1998."

Cet avenir est tellement lointain qu'il n'aura peut-être même pas lieu – Tempelhof peut encore être sauvé.

Reinhard Mohr



HIP-HOP ET PLANNING FAMILIAL AU BRÉSIL

Des rappeurs contre le machisme

THE INDEPENDENT
Londres

Silvio Montinio do Silva, 24 ans, n'a vraiment pas la tête de la vieille tante à qui l'on viendrait demander conseil. Coincé au milieu des baskets et des tee-shirts du stand qu'il tient dans un marché sombre d'une favela tentaculaire de la périphérie de Brasília, il ressemble à n'importe quel jeune amateur de skateboard qui cherche à s'en sortir. Il distribue pourtant plus de conseils qu'il ne vend de skateboards. Son stand est le point de ralliement des adolescents du coin et Silvio a perdu le compte des gamins de 14 ans qui le tannent pour savoir quoi faire à propos de la fille qu'ils viennent de mettre enceinte. *Skid Skate*, c'est le nom de la boutique, est un endroit improbable pour faire du planning familial, mais ici il n'y a pas d'autre endroit pour ça. Silvio y vend aussi des préservatifs à prix réduits. Ceux-ci portent la marque Hora H, c'est-à-dire "heure H", une expression qui signifie "dans le feu de l'action". A 1,5 real (0,42 euro) le paquet de trois, ils sont bien moins chers que les préservatifs vendus en pharmacie – qui sont tout simplement inabordable pour les Brésiliens pauvres. Les Hora H ont atterri dans le stand de Silvio grâce au programme H. Ce projet, lancé il y a un peu plus d'un an par SSL International, le fabricant de la marque Durex, et une ONG brésilienne nommée Instituto Promundo, s'efforce de promouvoir les rapports protégés chez les mâles latinos au sang chaud (le H signifie *hombres*, hommes). La marque et l'emballage ont été conçus par un groupe de jeunes.

Dans les favelas de Brasília, les stars nationales du hip-hop veulent faire changer les mentalités. Elles prônent l'usage du préservatif et condamnent les comportements sexistes traditionnels.

Sur une population de 180 millions de personnes, 32 millions se retrouveront bientôt dans la tranche d'âge extrêmement sensible de l'adolescence. "Les garçons ont en moyenne leurs premiers rapports à 13 ans, les filles à 14", explique Miguel Fontes, le président d'Instituto Promundo. "D'où l'expansion de problèmes évidents : grossesses précoces, drogue, chômage et violence." Certains signes inquiétants sont déjà là. Alors que la communauté homosexuelle regroupait jadis la majorité des cas de VIH, 70 % des cas concernent aujourd'hui des hétérosexuels. Et les grossesses précoces ne cessent d'augmenter.

La communauté hip-hop a mis tout son poids dans les campagnes du projet H. De grands noms comme MC Racionais, DJ Hum, Rappin'Hood et Japao se sont engagés à faire passer le message et VM Hill, le groupe de hip-hop brésilien qui se vend le mieux à l'étranger, a donné un concert pour le lancement du projet.

Japao vient du secteur O, un quartier de Ceilandia qui se trouve juste en bas de la boutique de Silvio et qui est considéré comme "le coin pourri des coins pourris". Japao ne fait manifestement pas semblant de servir la cause – il participe à un séminaire sur le projet H à Brasília et il joue ce soir à la Nuit du hip-hop à Taquatinga, une autre cité pauvre de la périphérie de la capitale. "Le hip-hop, c'est une façon de vivre, pas un accessoire", affirme-t-il avec un sourire édenté. "Ici on n'a pas le choix, on le vit." Le hip-hop brésilien n'est pas le hip-hop américain. Il est beaucoup plus politique et ne parle pas que de grosses frimes et de belles bagnoles. Les rappeurs restent en général dans les quartiers où ils ont grandi et racontent ce qui se passe autour d'eux. VM Hill – qui, on s'en souvient, avait accusé le film *La Cité de Dieu* de donner une fausse image de sa communauté – est un habitué du circuit hip-hop international, mais refuse toujours de donner des entretiens ailleurs que dans la Cité de Dieu, où il est né. De même, Rappin'Hood n'a pas quitté l'immense favela dans laquelle il a grandi. Il y anime depuis dix ans des ateliers de rap pour les enfants.

Le hip-hop brésilien est devenu un mouvement de masse. Il avait gagné en popularité à la fin des années 80, mais, selon Rappin'Hood, c'est en 1995 que tout a changé – quand la communauté hip-hop s'est jointe à une soirée donnée en l'honneur du 300^e anniversaire de la mort de Zumbi dos Palmares, un esclave africain rebelle qui est toujours considéré comme un héros ici. Rappin'Hood attrape un de ses amis et lui soulève le tee-shirt. Le nom de Zumbi s'étale en grosses lettres sur le dos du jeune. "Le concert a été géant, raconte



DR

Rappin'Hood. Avant, le hip-hop était réservé aux quartiers pourris. A partir de là, il a explosé."

C'est le cas, à en juger par la foule qui se presse pour la Nuit du hip-hop au *Capital Club* de Taquatinga. Le lieu est coincé entre un magasin Yamaha et l'atelier graisseux d'un électricien. Dehors, c'est la désolation. Personne en vue à part trois jeunes adossés à une voiture déginglée qui écoutent une stéréo réglée sur le volume maximal. Ils s'en vont un peu plus tard en poussant la voiture – qui a manifestement plus de valeur comme stéréo portable que comme moyen de transport. Le club comporte une piste circulaire concave, une espèce d'amphithéâtre bourré de corps en train de danser, complètement électrisés. Sur le côté un groupe de filles en minishort se tortillent, au fond deux pratiquants de breakdance tourbillonnent sur le sol carrelé. Il y a pas mal de monde pour un lundi soir. Il est clair que Japao et Rappin'Hood sont là pour défendre le projet H. Le concert se déroule sous une bannière qui proclame "Se liga na Hora H" (Plonge dans le feu de l'action). A un moment, Japao s'arrête pour s'adresser à son public. Il a entendu dire qu'on l'accusait de fraterniser avec Durex et les autres, l'autre côté de la barrière. Il explique qu'il travaille avec eux pour une bonne raison et que ça ne veut pas dire qu'il est passé à l'ennemi.

Pour comprendre cette mentalité, il faut connaître la géographie de la ville. Brasília a été conçue il y a quarante ans par l'architecte Oscar Niemeyer quand on décida que le pays devait avoir une nouvelle capitale à l'intérieur des terres. Le chantier dura trois ans et attira des travailleurs des parties les plus pauvres du nord du Brésil. Or ceux-ci n'avaient pas le droit de vivre au milieu des palais, des cathédrales et des monuments du grand *plano piloto* qu'ils construisaient, mais étaient relégués à des endroits comme Ceilandia et Taquatinga, à 25 kilomètres de là, et prenaient le bus pour venir travailler. Ce sont les trois lettres CEI, l'acronyme de, en gros, "Campagne pour l'éradication des immigrés", qui ont donné son nom à Ceilandia. Brasília est restée ainsi – une ville où les riches et les pauvres sont bien séparés.

La popularité croissante du hip-hop a cependant permis de transcender ces barrières géographiques et psychologiques. Oscimar est un DJ local. Il dirige Pro

Vinil, une des meilleures boutiques de disques de la ville, qui a également en rayon un joli stock de Hora H. Depuis des années, il organise avec Japao des soirées dans les clubs. L'année dernière, ils ont réalisé l'impensable : ils ont organisé une fête hip-hop dans le centre de Brasília et invité tous leurs vieux potes à venir des banlieues. "Les pauvres ont pu, à cette occasion, se mettre sur leur trente et un et aller danser à Brasília, raconte Oscimar. Ça ne s'était jamais fait avant. Les gens avaient honte de dire qu'ils vivaient dans le ghetto. Maintenant ils en sont fiers, parce que c'est de là que vient le hip-hop."

Ce que le projet H et les rappeurs essaient de faire, c'est essentiellement de changer des mentalités qui sont aussi vieilles que le pays lui-même. Au Brésil, ça s'appelle le *machista* ; chez nous on parlerait sans doute de machisme ou de sexisme pur et dur. "Un jour, quand j'avais 12 ans, raconte Rappin'Hood, j'aidais ma mère à faire la vaisselle quand mon père est arrivé et m'a vu là avec un tablier. Il a sursauté et m'a bondi dessus. Pour lui c'était un travail de femme et il ne supportait pas de me voir faire ça."

Le *machista* est partout et ceux qui en manquent sont appelés *florzinhas* (petites fleurs). Jusqu'en 1990, date de la réforme du Code civil brésilien, cette mentalité était même inscrite dans la loi. Si un homme assassinait sa femme, sa condamnation était plus légère s'il prouvait que celle-ci avait une liaison – c'était une circonstance atténuante. Une Brésilienne sur trois est battue par son conjoint à un moment ou à un autre de sa vie. L'avortement est illégal dans ce pays catholique, mais il s'y effectue un nombre phénoménal d'IVG illicites chaque année. Les opinions sont tellement arrêtées sur la question que même les hommes politiques progressistes comme le président Lula da Silva se gardent de l'évoquer tant ils en connaissent l'impact sur les électeurs.

"Le machista est une norme culturelle et c'est un gros problème pour nous, confie Miguel Fontes. Sur le plan international, le Brésil est particulièrement non violent – la dernière fois que nous avons fait la guerre c'était au XVIII^e siècle, contre le Paraguay –, mais sur le plan intérieur nous sommes l'un des pays les plus violents du monde. Les causes extérieures – c'est-à-dire les homicides et les accidents – sont au Brésil les premières causes de décès après les maladies cardiaques. Ce

ne sont pas les virus ou les maladies qui nous tuent, c'est notre mentalité." Une visite au centre d'éducation n° 3 de Ceilandia confirme ses dires. Après avoir franchi les portes électrifiées, nous croisons en quelques minutes au moins cinq adolescentes enceintes jusqu'aux yeux en route pour leur cours. Selon Maria Helena, la directrice de l'école, 20 % de ses élèves filles attendent un enfant. "Et c'est un très bon chiffre, un chiffre très bas." Le projet H peut apparaître comme un gadget cynique mis au point par Durex pour capturer le marché brésilien mais, comme le fait remarquer Peter Roach, le contrôleur du marketing social chez SSL, cette marque ne vend rien dans ce pays et ça ne risque pas de changer : les Brésiliens n'en ont tout simplement pas les moyens. "Le Brésil en est actuellement au point où nous en étions au milieu des années 80. Pour trouver un préservatif, il faut aller dans une pharmacie ou dans une clinique du planning familial. Nous essayons d'étendre la distribution à des endroits comme les magasins de musique, les bars, les boulangeries, les pizzerias, parce que c'est là, dans ces lieux qui restent ouverts tard le soir, que vont les jeunes."

Roach, qui travaille dans le préservatif depuis ses débuts à la London Rubber Company, en 1985, est une mine d'informations sur tout ce qui a trait au latex – labels de qualité, longueur minimale (180 mm), largeur minimale (52 mm), capacité maximale (Durex – 40 litres). C'est à lui qu'on doit d'avoir des préservatifs dans les supermarchés et les stations-service au Royaume-Uni. Il y a vingt ans, "les préservatifs étaient le grand sujet des blagues de collégiens, explique-t-il. Quand le VIH a frappé, en 1986, ces articles qui étaient dissimulés sous le comptoir se sont retrouvés du jour au lendemain bien en vue sur les étagères. C'est ce que nous espérons faire au Brésil." Et, comme nous, les Brésiliens ont un mot pour désigner l'objet : *camisinha* (chemisette).

Miguel Fontes conclut : "Dans les années 70, le Brésil, c'était la crise politique ; dans les années 80, c'était la crise économique ; dans les années 90, la crise sociale. Au XXI^e siècle nous sommes arrivés à une crise culturelle. Nous devons changer de comportement et radicalement."

▲ La communauté hip-hop (Japao, ici à droite) a mis tout son poids dans les campagnes de prévention des grossesses précoces et du sida.

Lena Corner



◀ Septembre 2004, le cyclone Jeanne sur la côte de Floride.

CLIMAT Il était temps !

■ Avec la décision russe de ratifier le protocole de Kyoto, l'accord international sur la lutte contre le réchauffement de la planète devrait enfin entrer en vigueur dans les premiers mois de l'année 2005. ■ Il y avait urgence : les premiers effets du réchauffement se font en effet sentir sur toute la planète. Si certains estiment qu'il est sans doute déjà trop tard pour enrayer le grand dérèglement climatique annoncé, d'autres soutiennent que nous avons à portée de main les outils permettant de stabiliser le réchauffement et d'enrayer la catastrophe. ■ Mais encore faut-il que tout le monde joue le jeu, à commencer par les Américains et les Chinois, principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre.

Après Kyoto 1, vivement Kyoto 2

Le protocole de Kyoto va bientôt être ratifié. On doit certes s'en féliciter, mais il est urgent d'aller au-delà de ce traité, bien trop timide pour endiguer efficacement le réchauffement de la planète.

DIE ZEIT
Hambourg

La Chine l'a déjà fait. L'Argentine et le Vietnam aussi, ainsi que l'Allemagne et la Pologne – la vieille Europe et la nouvelle. Dans le monde entier, ce sont plus de 120 Etats qui ont ratifié le protocole de Kyoto. Le texte ne vaut pourtant guère plus qu'un chiffon de papier et n'implique aucune obligation en termes de droit international. Mais tout cela pourrait changer. Le président russe Vladimir Poutine se dispose en effet à entamer la procédure nécessaire à la ratification du protocole. Au bout d'un an d'allées et venues, son gouvernement a décidé, fin septembre, de soumettre le document du traité à l'approbation du Parlement. Si la Douma l'accepte [comme il semble à peu près certain qu'elle le fera dans les prochaines semaines], le protocole de Kyoto pourrait bientôt intégrer le canon du droit international. La politique climatologique ne serait alors plus un luxe, mais un garde-fou pour la planète.

▼ Le gouvernement russe a approuvé le protocole de Kyoto sur le réchauffement de la planète. Dessin de Olle, Suède.

La Russie a pu endosser le rôle glorieux d'insuffler une nouvelle vie au traité de protection du climat parce que, conformément à ses propres termes, ce traité ne peut entrer en vigueur que s'il a été ratifié par assez de nations industrialisées pour représenter au moins 55 % des émissions de dioxyde de carbone. Nous n'en étions qu'à 44,2 %. A l'exception du géant américain, dont la part se monte à 36,1 % des émissions, seule la Russie (17,4 %) était en mesure de sauver le traité.

Ce sont surtout les Européens qui ont fait pression sur le président russe, ce qui n'était certes

pas tout à fait désintéressé. En dépit de toutes les déclarations pompeuses, l'Union européenne ne réussira pas, selon les prévisions de ses autorités responsables de l'environnement, à réduire ses émissions de gaz des 8 % promis d'ici à 2010 par rapport au niveau de 1990. Mais, si la Russie ratifie le protocole et si celui-ci entre en vigueur, les Européens vont pouvoir bénéficier de crédits d'émission supplémentaires en investissant dans des projets visant à diminuer les émissions nocives en Russie. Dès lors, le tour est joué. Sur le plan économique, rien à redire : en fait, il serait plus rentable de limiter les émissions de CO₂ en Russie qu'ici [car l'appareil industriel russe est vétuste]. Et, pour ce qui est de protéger le climat, peu importe où on lutte contre le réchauffement : c'est un phénomène global.

Quant à la Russie, conformément aux règlements de Kyoto, elle dispose désormais de droits de pollution considérables, dont son économie ne peut d'ailleurs pas profiter pleinement pour l'instant. Le pays est autorisé à recracher près de 2,4 milliards de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère, soit autant qu'en 1990. Sauf que l'effondrement de l'économie a limité les émissions à environ 1,5 milliard de tonnes. Kyoto permet à la Russie de vendre aux Européens une partie de ses droits d'émission [la vente de ce que les spécialistes appellent "air chaud" dans leur jargon pourrait lui rapporter environ 10 milliards d'euros].

Peut-on alors vraiment considérer la ratification du protocole par la Russie comme une

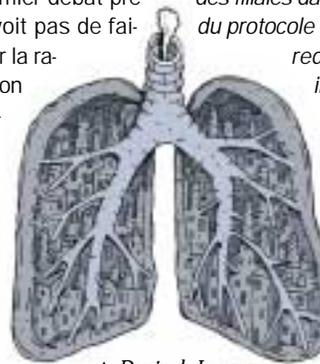


Silence coupable à Washington

Si le gouvernement américain se refuse toujours à ratifier le protocole, la Californie et plusieurs autres Etats multiplient les initiatives anti-CO₂.

Quand le gouvernement russe a annoncé qu'il allait ratifier le protocole de Kyoto, la plupart des leaders internationaux y ont vu l'aube d'une ère nouvelle. Le Canada, le Japon, l'Europe, l'Union européenne et d'autres pays signataires du protocole, par la voix de leurs principaux dirigeants, ont applaudi la décision de la Russie. Mais, dans ce concert d'éloges, on n'a pas entendu la voix de George Bush, qui avait claqué la porte des négociations de Kyoto en mars 2001, alors que les Etats-Unis sont responsables de plus du tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. En fait, ni l'équipe de campagne de Bush ni celle de Kerry n'ont fait la moindre déclaration sur ce sujet, les médias américains ayant été peu nombreux à l'évoquer, et encore sans enthousiasme. Même si Kerry a fait brièvement allusion à Kyoto et au réchauffement de la planète lors du premier débat présidentiel, il ne prévoit pas de faire de déclaration sur la ratification russe, si l'on en croit Roger Balentine, l'un des principaux conseillers pour l'environnement de l'équipe de Kerry. "Certes, Kyoto ne sera pas adopté par les Etats-Unis, mais la Maison-Blanche doit faire preuve d'initiative dans ce domaine,

cord qui prévoit des maxima à plus long terme et amène des pays en développement, comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie, à se rallier au protocole, note Viola. L'une des premières choses que ferait Kerry en tant que président serait d'entrer en contact avec la communauté internationale dans la prochaine phase des négociations." Les frémissements d'un changement se font cependant sentir aux Etats-Unis. Récemment, la Californie, l'Etat de New York et d'autres Etats ont pris plusieurs initiatives dans ce domaine. Fin septembre, avec l'appui du gouverneur républicain Arnold Schwarzenegger, le California Air Resources Board [Conseil californien de l'air] a adopté une norme en matière d'émission de gaz à effet de serre pour tous les nouveaux véhicules vendus dans l'Etat à partir de 2009. Entre-temps, les Etats du Nord-Est se sont efforcés d'adopter un système de maxima et d'échanges pour les émissions de gaz carbonique. Par ailleurs, "au moins des centaines, peut-être des milliers d'entreprises américaines ont des filiales dans des pays signataires du protocole de Kyoto et vont devoir redéfinir leurs stratégies industrielles dans leurs usines d'outre-mer",



▲ Dessin de Lauzan, Chili.

Cagle Cartoons

estime Phil Clapp, président du National Environmental Trust. Ces grands groupes n'ont pas intérêt à entreprendre une telle mutation stratégique à l'étranger sans le faire aux Etats-Unis. "Il est plus rentable de fournir un tel effort à l'échelle de l'ensemble du groupe." Des dirigeants de Ford ont travaillé en coulisses à définir une stratégie de réduction des émissions de CO₂ à l'échelle de tout le groupe. Alcoa [premier producteur mondial d'aluminium] commence à prendre des mesures visant à respecter les restrictions que Kyoto imposera à de nombreux pays. De plus, Clapp fait valoir que, dans la mesure où Kyoto est fondé sur un système mondial de maxima et d'échanges, les sociétés qui jouent le jeu les premières auront un avantage : elles pourront acheter des crédits d'émission bon marché avant que les prix ne commencent à augmenter. "A mon sens, les patrons américains vont vouloir entrer dans la partie assez rapidement", pronostique-t-il.

Amanda Griscom Little, Grist (extraits), Seattle



▲ New York sous les eaux, dans le film Le Jour d'après.

"raison de se réjouir", comme l'a déclaré le ministre de l'Environnement allemand Jürgen Trittin quand la nouvelle a été annoncée par Moscou ? En principe, oui. Après tout, l'humanité a décidé, avec ce traité, d'endiguer la progression des gaz à effet de serre. Toutefois, quiconque pense que l'on va pouvoir, avec l'entrée en vigueur de l'accord, freiner de façon décisive les méfaits dont le climat est victime se réjouit trop vite. Après des années passées à se réunir et des nuits de négociation, les partenaires en sont arrivés à tellement délayer le texte du traité que, même en l'appliquant scrupuleusement point par point, on ne parviendrait pas à empêcher la Terre de se réchauffer.

IL SERAIT GROTESQUE DE COMPTER SUR LE SEUL MARCHÉ

Pour freiner substantiellement le réchauffement de la planète, il serait nécessaire, à en croire la plupart des spécialistes, de réduire d'au moins 30 % les émissions de CO₂ de tout le globe, voire de 80 % dans les pays industrialisés. Cela ne pourra se faire que lorsque l'efficacité énergétique se sera considérablement accrue sur toute la planète et que les énergies renouvelables auront remplacé le charbon, le pétrole et le gaz. Si importante que soit la valeur du traité sur le plan symbolique, il ne faut donc pas surestimer son impact sur le climat.

C'est pourquoi, même si le traité devient effectivement valide grâce à la ratification de la Russie, il ne peut y avoir qu'un objectif : amé-

liorer Kyoto 1 et préparer Kyoto 2. Pour commencer, le protocole, dans sa version actuelle, reste bien en deçà de l'objectif annoncé dès 1992 lors du sommet de la Terre de Rio de Janeiro, c'est-à-dire prévenir un "bouleversement dangereux du système climatique". Il faut être plus exigeant. Certes, l'augmentation incessante du prix du pétrole incite tant les consommateurs que les entreprises à utiliser plus intelligemment l'énergie, et ainsi à réduire les émissions de CO₂. Mais il serait grotesque de compter sur le seul marché pour garantir la protection du climat. Une fois la ratification russe en œuvre, il faudra instamment durcir le régime de protection du climat.

Ensuite, outre les nations industrielles traditionnelles, il faudra également soumettre les pays émergents comme la Chine et l'Inde à un régime de protection du climat. Il est vrai que les puissances émergentes n'ont jusqu'à présent que faiblement contribué à l'accroissement des gaz à effet de serre dans l'atmosphère terrestre ; c'est pourquoi il est légitime que Kyoto 1 n'oblige que les nations industrialisées traditionnelles à respecter des seuils de réduction. En revanche, Kyoto 2 devra également contraindre les pays pauvres, sans pour autant limiter leurs possibilités de développement.

La communauté internationale, pour finir, devra impérativement embarquer avec elle le principal responsable des émissions de gaz à effet de serre, à savoir les Etats-Unis.

Fritz Vorholz

Les signes avant-coureurs du réchauffement



Et s'il était déjà trop tard pour agir ?

La situation est peut-être bien pire qu'on le pense. Certains scientifiques craignent en effet que l'homme ait déclenché un mécanisme infernal échappant désormais à tout contrôle.

NEW STATESMAN (extraits)
Londres

Tous les efforts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, toutes les conférences internationales de l'ONU, et tous les protocoles, toutes les actions des groupes écologistes sont basés sur l'idée que l'on peut éviter le pire si l'on agit sans tarder. Bien qu'un réchauffement climatique soit déjà inéluctable – les températures vont continuer de monter pendant de nombreuses années –, nous voulons croire qu'il n'est pas trop tard : si nous prenons les mesures adéquates dans les deux décennies qui viennent, les températures finiront par se stabiliser.

Et si cette hypothèse était fautive ? Et s'il était impossible de stopper le réchauffement mondial, à l'accélération déjà incontrôlable ? Et si nous avions atteint le point de non-retour et s'il n'y avait rien d'autre à faire qu'attendre la fin ? Les scientifiques sont des gens naturellement prudents, mais un nombre croissant d'entre eux craignent que ce soit le cas. Un signe inquiétant nous est fourni par une station atmosphérique amé-

ricaine installée à 3 000 mètres d'altitude sur le flanc du volcan Mauna Loa, à Hawaii. Depuis les années 1950, cette station – comme des dizaines d'autres disséminées autour du globe, de l'Alaska au pôle Sud – enregistre une augmentation régulière des concentrations de dioxyde de carbone. La progression moyenne d'une année sur l'autre est de 1,5 partie par million (ppm). Durant les deux dernières années, le taux d'accumulation a doublé, pour avoisiner les 3 ppm. On serait tenté d'attribuer ce phénomène au fait que la consommation de combustibles fossiles a doublé, mais il n'en est rien. Une autre explication possible est que les "puits" de la biosphère qui absorbaient le carbone se soient brusquement fermés.

Pour saisir les implications de cette seconde hypothèse, étudions la manière dont le réchauffement se produit. Chaque année, les hommes brûlent tant de charbon, de pétrole et de gaz que 6 milliards de tonnes de carbone sont relâchés dans l'atmosphère. Ce carbone était autrefois stocké sous terre, entre les dépôts rocheux des époques antérieures de l'Histoire. Environ la moitié de la masse annuelle de carbone relâchée – 3 milliards de tonnes – est absorbée par les océans et la végétation. Le problème vient de l'autre moitié, qui ne cesse de s'accumuler dans l'atmosphère.

La crainte est que le réchauffement climatique, avec la hausse des températures, n'accroisse lui-même la masse de carbone présente dans l'at-

mosphère, par un processus que les scientifiques appellent "réaction positive". Autrement dit, que les océans et la végétation cessent d'absorber les 3 milliards de tonnes qu'ils capturent chaque année. En 2000, le centre Hadley de l'Office météorologique britannique, qui étudie les changements climatiques, a publié un article alarmant qui présentait les résultats d'une simulation par ordinateur du futur cycle planétaire du carbone. Il ressortait de cette étude que, si les émissions de gaz à effet de serre n'étaient pas réduites, l'écosystème de la forêt pluviale amazonienne commencerait à se désintégrer, relâchant dans l'atmosphère de grandes quantités de carbone qui s'ajouteraient aux émissions dues à l'activité humaine. [Les végétaux stockent beaucoup de CO₂, qu'ils libèrent en mourant.] Aux environs de 2050, ce volume serait encore accru par le réchauffement des sols sur la planète. Sous l'effet combiné de ces émissions, le taux de CO₂ dans l'atmosphère augmenterait de 250 ppm [il y en a environ 350 ppm aujourd'hui], ce qui engendrerait une hausse des températures de 1,5 °C de plus que les prévisions déjà pessimistes.

Mais on peut envisager un scénario encore plus terrifiant. De colossales quantités de méthane sont stockées sous les mers du globe, à une très grande profondeur. Ce méthane est maintenu à l'état solide par les basses températures et la pression de l'eau et des sédiments. On estime que ce méthane représente 10 000 gigatonnes – 10 000 milliards de tonnes –

1 MER DE BÉRING Diminution de 5 % de la surface des glaces au cours des quarante dernières années.

2 ALASKA Fonte du permafrost et affaissements de terrain.

3 ARCTIQUE Diminution de 40 % en quarante ans du volume de la calotte glacière ; diminution de 7 % de sa surface tous les dix ans.

4 GROENLAND Amincissement rapide de la couche de glace.

5 Désintégration de la **BANQUISE ANTARCTIQUE** Larsen A perd 2 000 km² en 1995, Larsen B 3 000 km² en 1998-1999.

6 ROYAUME-UNI Diminution de 45 %, depuis 1950, de l'épaisseur moyenne de la glace couvrant les lacs de l'île Signey.

7 ANTARCTIQUE Réchauffement cinq fois plus élevé que sur le reste de la planète : + 2,5 °C depuis 1945.

8 SIBÉRIE Augmentation de 8 cm par an de l'épaisseur du permafrost touchée par le dégel.

5 AFRIQUE DE L'EST Disparition de 82 % des glaces du Kilimandjaro depuis 1912 (fonte totale d'ici quinze ans) ; 75 % des glaciers d'Ouganda ont eux aussi disparu. Le plus grand glacier du Kenya, le mont Lewis, a disparu à 92 %.

6 CAUCASE Disparition de la moitié des glaciers en cent ans.

7 HIMALAYA Recul de 20 mètres du glacier Dokriani Barnak en 1998, (30 mètres pour le Gangorti). A ce rythme, l'Himalaya du centre et de l'est aura perdu tous ses glaciers en 2035. Au Bhoutan, les glaciers ont reculé de 30 à 40 mètres par an ; en Inde, de 15 mètres par an. Le Khumbu (dans l'Everest) a reculé de 5 kilomètres en cinquante ans. Au Kirghizistan, 1 081 glaciers ont disparu entre 1959 et 1988.

8 CHINE Longueur des glaciers du Tian Shan réduite d'un quart en quarante ans.

9 AUSTRALIE Diminution de 11 % de la surface des 34 glaciers de l'île Heard depuis 1947.

1 FIDJI Recul des côtes de 15 cm par an en moyenne au cours des quatre-vingt-dix dernières années.

2 HAWAII Régression des plages.

3 ÉTATS-UNIS Submersion du tiers des marais du parc national de Black Water (Maryland) par la montée des eaux depuis 1938.

4 BERMUDES Destruction des mangroves causée par la montée des eaux.

5 BRÉSIL A Recife, recul de 4 mètres de la côte en un siècle.

6 SÉNÉGAL Recul des terres à Rufisque, sur la côte sud.

7 BANGLADESH 7 500 ha de mangroves submergés en trente ans.

8 NOUVELLE-ZÉLANDE Réchauffement des eaux de 1 °C en moyenne sur un siècle.

9 SAMOA Recul des côtes de 45 cm par an en moyenne au cours des quatre-vingt-dix dernières années.

1 ÉTATS-UNIS : record mondial de tombée de neige en 1999 sur le mont Baker.

2 VENEZUELA Les pires inondations depuis un siècle tuent environ 30 000 personnes.

3 ARGENTINE-URUGUAY 3,2 millions d'hectares inondés dans la pampa ; pires inondations à Buenos Aires depuis cent ans.

4 EUROPE 2000, année la plus humide depuis plus d'un siècle ; inondations catastrophiques en Allemagne, Autriche, République tchèque, Hongrie et Russie en 2002 (113 morts et près de 150 000 personnes déplacées).

5 CORÉE Inondation en 1998.

1 ÉTATS-UNIS Plus de 1 000 morts pendant l'été 1998 au Texas.

2 EUROPE Étés exceptionnellement chauds en 2000 et surtout 2003, avec plus de 20 000 morts.

3 INDE Vague de chaleur sans précédent dans le sud en 2003.

4 TIBET Plus fortes chaleurs depuis mille ans. Record de température à Lhassa en 1998.

5 MONGOLIE Record de chaleur depuis mille ans ; 90 % des marais asséchés en 2001 après deux années de sécheresse exceptionnelle.

1 ÉTATS-UNIS Pire sécheresse depuis cent quatre ans, pire incendie en cinquante ans (196 000 ha brûlés). **MEXIQUE** 100 000 ha brûlés en 1998. **NICARAGUA** 890 000 ha brûlés.

2 ARGENTINE 1,5 million d'hectares partis en fumée dans la pampa.

3 ESPAGNE 485 000 ha détruits en 1994. **GRÈCE** et **ITALIE** 150 000 ha brûlés en 1998.

4 AFRIQUE DU SUD Sécheresse extrême et incendies massifs en janvier 2000.

5 KENYA Pire sécheresse en soixante ans.

6 TADJIKISTAN Plus faibles précipitations

depuis soixante-quinze ans en 2001. Perte de la moitié des récoltes de céréales. **IRAN** Assèchement de 90 % des marais en 2001 après deux années de sécheresse exceptionnelle.

7 INDONÉSIE 800 000 ha de forêts brûlés.

8 CHINE Assèchement complet de plus de la moitié des 2 000 lacs de la province de Qinghai.

9 SIBÉRIE 1,5 million d'hectares de taiga brûlés en 1998.

1 ÉTATS-UNIS Fin de l'hibernation des marmottes avancée de vingt-trois jours, en moyenne, par rapport à 1980.

2 ROYAUME-UNI Ecllosion des œufs de crapauds et de grenouilles avancée de dix jours en dix-sept ans ; ponte des oiseaux avancée de neuf jours pour une vingtaine d'espèces.

3 FINLANDE Débâcle de la rivière Torninjoki avancée de sept jours en moyenne.

4 EUROPE Ecllosion des fleurs avancée de six jours environ (et automne retardé de cinq jours).

5 HONGRIE Ecllosion des fleurs avancée de trois à huit jours.

1 MEXIQUE (côte Pacifique) et **GALÁPAGOS**.

2 CARAÏBES, FLORIDE, BAHAMAS, PANAMÁ et **BERMUDES**.

3 OCÉAN INDIEN (Seychelles, Réunion, Kenya, Maurice, Somalie, Madagascar, Maldives, Indonésie, Sri Lanka, Oman) et **GOLFE ARABO-PERSIQUE**.

4 GOLFE DE THAÏLANDE, ÎLES ANDAMAN, MALAISIE, INDE et **CAMBODGE**.

5 SAMOA, NOUVELLE-GUINÉE et **PHILIPPINES**.

6 AUSTRALIE (Grande Barrière de corail) et **FIDJI**.

1 ALASKA Déclin du guillemot noir en raison de la fonte des glaces, qui limite le nombre de sites favorables.

2 ÉTATS-UNIS Invasion progressive des hautes montagnes par des arbres de plaine.

3 CANADA Disparition de 95 % des caribous depuis 1961, en partie à cause de la fonte des glaces.

4 COSTA RICA Disparition de 20 espèces de grenouilles et crapauds en raison de l'aggravation de l'aridité de la saison sèche.

5 ÎLES ARGENTINES Multiplication par 25 de la population de certaines plantes, à la suite du réchauffement.

6 ANTARCTIQUE Réduction d'un tiers en vingt-cinq ans de la population de pingouins, à cause de la disparition de leur habitat.

7 EUROPE Déplacement vers le nord (de plus de 200 kilomètres) de la zone de distribution de certains papillons.

1 ÉTATS-UNIS Adaptation génétique des moustiques au réchauffement et éclosion de leurs œufs neuf jours plus tard qu'il y a trente ans.

2 MEXIQUE et **AMÉRIQUE CENTRALE** La dengue, véhiculée par les moustiques, sévit désormais au-dessus de 1 000 mètres.

3 KENYA et **TANZANIE** Des centaines de personnes meurent du paludisme en 1997 dans des régions jusque-là épargnées.

4 BANGLADESH Relation établie entre les effets d'El Niño et le déclenchement des épidémies de choléra.

5 INDONÉSIE Première apparition du paludisme au-dessus de 2 000 mètres, à Java, en 1997.

Sources : UCS et WRI, www.climatehotmap.org
Projection de la carte : Haitoff-Wagner

de carbone, soit l'équivalent de plus du double des réserves mondiales de combustibles fossiles. Comme le dioxyde de carbone, le méthane est un gaz à effet de serre – il est même 21 fois plus puissant que le CO₂ pour ce qui est de réchauffer la planète. Il suffirait qu'une faible quantité s'échappe dans l'atmosphère pour qu'un réchauffement effréné devienne inévitable.

A en croire les scientifiques, le risque que ce cauchemar devienne réalité est de plus en plus grand. Le réchauffement des eaux océaniques va en effet déstabiliser le méthane et le faire monter vers la surface, ce qui va générer une spirale infernale dans laquelle la hausse accrue des tem-

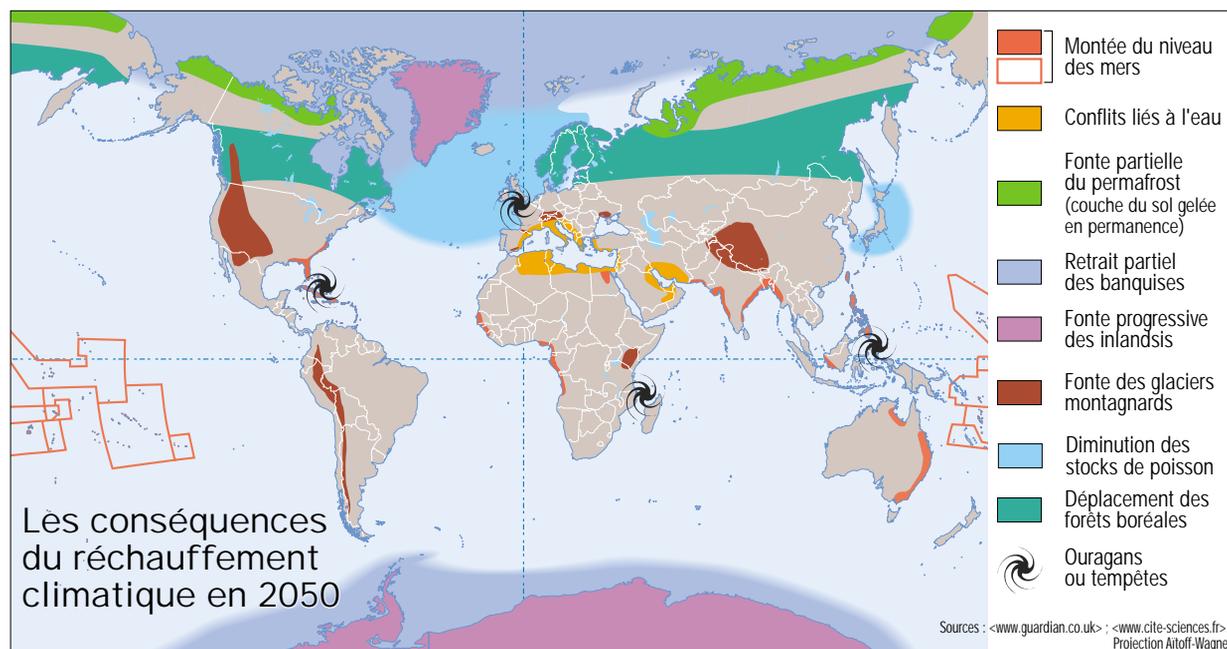
pératures va provoquer une accélération des émissions des fonds marins et ainsi de suite. De fait, les géologues sont de plus en plus nombreux à penser que ce type de spirale infernale est à l'origine du cataclysme de la fin de l'ère permienne, il y a 250 millions d'années, quand le CO₂ libéré par des éruptions volcaniques a accru suffisamment les températures pour déstabiliser ce méthane souterrain et causer l'extinction de 95 % des espèces : les océans furent transformés en cimetières, tandis que des millions et des millions de carcasses animales et végétales pourrissaient dans leurs eaux sombres.

Tout porte à croire qu'une remontée de

méthane des fonds marins s'est également produite plus récemment, il y a 55 millions d'années, à la fin du paléocène. Sir David King, premier conseiller scientifique du gouvernement britannique, faisait allusion à cette période lorsqu'il a déclaré aux journalistes, le 27 avril dernier, qu'à cette époque "l'Antarctique était le meilleur environnement possible pour les mammifères et que l'espèce humaine n'aurait pu se perpétuer sur le reste de la planète". Il a souligné que les conditions qui prévalaient alors – un niveau de CO₂ de 1 000 ppm et la disparition de la glace de la surface de la Terre – pourraient exister à nouveau vers 2100.

Faut-il prendre ces avertissements au sérieux ? Il importe en tout cas de noter que, si les scientifiques sont aujourd'hui pratiquement unanimes sur la réalité d'un réchauffement climatique dû à l'activité humaine, ils sont beaucoup plus prudents quant à l'idée que la situation est d'ores et déjà incontrôlable. Selon Pieter Tans, de l'Administration océanique et atmosphérique américaine, l'accroissement des concentrations de dioxyde de carbone détecté par la station de Hawaii pourrait ne pas se poursuivre. Son collègue Ralf Keeling admet, quant à lui, que "le changement n'est peut-être pas aussi dramatique qu'on le dit", mais souligne que "jamais, dans l'Histoire, l'accumulation moyenne de carbone n'a été aussi forte qu'aujourd'hui". Un autre expert du cycle du carbone, qui a tenu à conserver l'anonymat, a déclaré : "Nous ne sommes pas en mesure de dire, au bout d'un an seulement, si une rétroaction positive est en train de s'amorcer. Toutefois, si cela se produisait, cela ressemblerait à ce que nous observons actuellement."

Mark Lynas





“Appelons la technologie à la rescousse !”

Pour le magazine américain *Technology Review*, il est urgent d'accélérer les programmes de recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique.

TECHNOLOGY REVIEW (extraits)
Cambridge (Massachusetts)

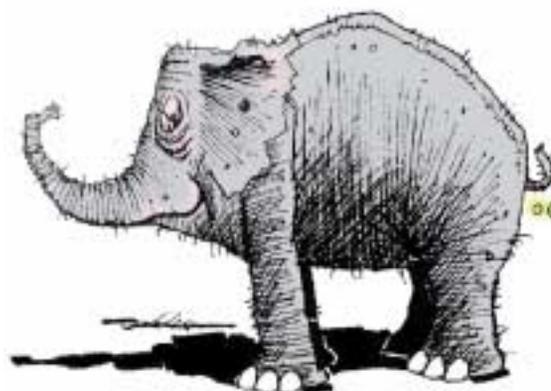
Comme la quasi-totalité des Américains, je pense que, si les Etats-Unis appliquaient complètement le protocole de Kyoto, cela ne suffirait pas à arrêter le réchauffement climatique. Nous sommes peut-être pour une grande part responsables du réchauffement qui s'est produit au cours du dernier siècle, mais nous ne serons pas responsables des 2 °C à 8 °C de réchauffement que prédisent les modèles informatiques dans les cinquante années à venir. Le problème à long terme vient de la Chine et de l'Inde. Leurs économies, et l'énergie qu'elles consomment, croissent en effet rapidement.

Ces pays ont déjà adopté des mesures d'économie d'énergie qui semblent avoir porté leurs fruits. Les émissions de CO₂ ont de fait légèrement diminué récemment en Chine [certains soupçonnent plutôt Pékin de manipuler les données], alors que son économie continuait de croître. Mais il est difficile d'être optimiste. Ce sont les mesures les plus faciles qui ont été prises. Environ 1,3 milliard de Chinois et 1 milliard d'Indiens ont droit à un niveau de vie équivalent au nôtre, et ils semblent bien décidés à l'obtenir. Avec tout ce monde qui ne rêve que de voitures et d'air conditionné, quel futur peut-on espérer ?

Les défenseurs du protocole de Kyoto prétendent qu'il faut donner l'exemple. “Montrons

que nous savons nous serrer la ceinture, disent-ils, et peut-être alors la Chine et l'Inde nous suivront-elles dans cette voie.” Je pense que cet argument est faible. Nous avons déjà montré l'exemple : notre niveau de vie est tellement élevé que, pour la première fois dans l'Histoire, l'obésité chez les pauvres est devenue un problème de santé publique. Et cela n'a pas l'air de les refroidir. Par ailleurs, les Chinois disposent de vastes réserves de charbon. Ils vont donc pouvoir utiliser des énergies fossiles pas chères, comme nous l'avons fait en notre temps. Est-ce que nous pouvons leur dénier le droit de le faire ? Bien sûr que non. Le bien-être de leur population est plus important que l'écologie de notre Alaska, qui est en train de fondre. Mais Kyoto n'a posé aucune limite aux émissions de CO₂ de la Chine et de l'Inde. Il y a une solution. L'Inde et la Chine vont rejoindre le camp des défenseurs de l'environnement, non pas parce que c'est bon pour la planète, mais simplement parce que c'est économiquement plus logique. En effet, un kilowattheure économisé est un kilowattheure qui n'est pas payé. Amory Lovins [un spécialiste des questions énergétiques] a inventé le terme de “négawatt”, pour l'énergie qui est économi-

▼ Dessin
de Paul Conrad,
Etats-Unis.



sée. Les négawatts sont moins chers que les mégawatts parce que vous n'avez pas besoin de construire des centrales nucléaires pour les produire. Dépensez un peu pour améliorer l'efficacité et vous économisez beaucoup d'argent sur le fioul que vous n'avez pas à acheter. La réduction des émissions de CO₂ est un cadeau gratuit en plus. L'approche de Kyoto est nuisible en cela qu'elle oppose les efforts des pays occidentaux au développement de la Chine et de l'Inde. Mais l'efficacité énergétique n'est pas nécessairement douloureuse, si elle vise à économiser de l'argent. Le mouvement écologiste a une longue histoire de défense de causes emblématiques qui nous donnent bonne conscience, mais qui ne servent à rien ou très peu (le recyclage des sacs plastiques, par exemple). Ne recommençons pas toujours les mêmes erreurs. Toutefois, des améliorations importantes dans l'efficacité énergétique requièrent des investissements importants en recherche et développement. Certains peuvent être réalisés par le secteur privé – comme

ils l'ont été pour les voitures hybrides –, mais la pression des actionnaires a tué la quasi-totalité des programmes de recherche à long terme dans les grands laboratoires industriels. En fait, tout ce qui est à long terme nécessite un soutien de l'Etat, surtout si c'est coûteux. Investissons l'argent des contribuables dans la recherche sur les méthodes d'économie d'énergie, dans des méthodes qui ne réduiront pas notre niveau de vie, mais nous permettront, ainsi qu'au reste du monde, de profiter de la vie tout en consommant moins d'essence. Avec l'efficacité énergétique, plutôt que nous effrayer des conséquences de notre croissance économique, nous pouvons nous réjouir de la partager avec le reste du monde. **Richard Muller**

VOLONTARISME

La réduction de l'effet de serre est à portée de main

■ L'humanité a tous les outils en main pour mettre un terme à l'accroissement de ses rejets atmosphériques de gaz à effet de serre et pour prévenir les pires conséquences du réchauffement climatique de la planète, que l'on attend pour la fin du siècle. Nous disposons en effet d'une panoplie d'une bonne quinzaine d'approches qui, si elles étaient plus systématiquement mises en œuvre, permettraient d'atteindre cet objectif dans les cinquante prochaines années, affirment deux chercheurs de l'université Princeton dans une étude publiée début août. Ces solutions vont des simples économies d'énergie jusqu'au recours à l'énergie solaire, éolienne ou nucléaire, en passant par la préservation ou l'amélioration des puits “naturels” de CO₂, comme les forêts tropicales, ou la généralisation des techniques de labour écologiques dans les fermes du monde entier. Les auteurs de cette étude concèdent que l'on connaît

depuis des années cette liste des technologies. Mais ils soulignent que toutes les études précédentes cherchaient essentiellement à déterminer si ces approches pouvaient aider à atteindre les objectifs et les échéances fixés en 1997 par le protocole de Tokyo sans porter préjudice à l'économie – argument massue de certains détracteurs du pacte.

Les responsables de l'administration Bush demandent des recherches plus poussées, estimant qu'il leur faut “une solution comparable à la découverte de l'électricité avant de pouvoir s'attaquer au problème du carbone”, explique Robert Socolow, auteur de l'article et professeur de génie civil à l'université Princeton, où il est codirecteur du programme baptisé “Initiative de réduction du carbone”. “Hélas, chaque génération ne produit pas son Faraday. Si on ne commence pas quelque part, on laissera passer une occasion” d'utiliser les outils qui sont aujourd'hui

à notre disposition. L'étude, publiée dans la revue *Science*, ne propose toutefois aucune mesure concrète. “Comment faire pour intégrer ces technologies au système ?” demande Eileen Claussen, présidente du Pew Center d'Arlington (Pennsylvanie), qui travaille sur les changements climatiques planétaires et les stratégies pour l'environnement mondial. A son sens, il s'agit plus d'un problème de volonté politique et de coûts que de savoir si les technologies clés existent actuellement à l'échelle industrielle. Stephen Pacala et Robert Socolow affirment que, appliquées à l'échelle mondiale, les approches qu'ils ont définies permettraient de limiter les concentrations atmosphériques de CO₂ à environ 500 ppmv (parties par million en volume) – niveau beaucoup plus faible que celui qui est prévu pour 2100 si aucune mesure n'est prise [c'est aussi l'objectif de certains scénarios de lutte contre l'effet de serre]. Les deux chercheurs estiment que

des échéances plus longues que celles fixées par le protocole de Kyoto présenteraient l'avantage de coïncider avec la durée de vie classique des centrales énergétiques et des usines, et de couvrir plusieurs générations de parcs automobiles et immobiliers. Cela permettrait d'appliquer progressivement le train de mesures qu'ils préconisent en ne perturbant que très peu l'économie, voire pas du tout. Leur approche, qui se veut mondiale, donnera en outre aux chercheurs le temps de mettre au point et de perfectionner des sources d'énergie encore inaccessibles – telles que la fusion nucléaire ou les combustibles venus de l'espace – qui ne dégagent aucun rejet de carbone. Ces technologies de pointe seraient alors associées à d'autres méthodes pour véritablement réduire les émissions industrielles de dioxyde de carbone, au lieu de se contenter de les plafonner à un niveau donné.

The Christian Science Monitor (extraits), Boston

Bienvenue à Kyotoland

Le protocole de Kyoto ne désavantagera pas forcément les entreprises européennes. Il pourrait au contraire en favoriser certaines.

THE ECONOMIST
Londres

Deux cent cinquante mille tonnes de dioxyde de carbone ne représentent guère qu'une goutte d'eau dans l'océan des émissions quotidiennes de CO₂ issues de la combustion des énergies fossiles. Mais, lorsque l'on sait que ces 250 000 tonnes ont été échangées le 5 octobre sous forme de contrats à terme sur le tout nouveau marché européen des crédits d'émission de carbone, ce chiffre prend des proportions autrement impressionnantes. Il y a quelques années encore, l'idée même de négocier des droits à polluer semblait totalement illusoire. Et pourtant, en cette seule journée du 5 octobre, les transactions ont porté sur plus de deux fois le volume négocié pendant tout le mois d'août.

Cette flambée des échanges tient en grande partie au fait que la Russie a décidé de ratifier le protocole de Kyoto sur les changements climatiques. Cette initiative a mis fin à une longue période d'incertitude. Le protocole entrera bientôt en vigueur, dissipant le nuage qui pesait sur les réglementations des émissions de gaz carbonique établies par chacun des pays de l'Union européenne (UE). Désormais, les industries de la plupart des pays riches, notamment au sein de l'UE, ne peuvent plus espérer être autorisées, comme par le passé, à rejeter dans l'atmosphère autant de dioxyde de carbone qu'elles le veulent.

Voilà qui assainira très certainement l'atmosphère. Mais quelles en sont les implications pour l'industrie ? A première vue, il semble évident que les entreprises assujetties aux "droits à polluer" se trouveront lourdement pénalisées par rapport à leurs concurrentes qui en seront exemptées. Mais, à y regarder de plus près, la charge qu'aura à supporter l'industrie européenne ne sera en fin de compte pas si lourde que cela. Selon Benedickt von Butler, de la maison de courtage Evolution Markets, spécialisée dans les transactions de gaz à effet de serre, il y aurait une bonne raison de ne pas se faire trop de souci : les prix. Il y a quelques années, souligne Jorund Buen, du cabinet conseil européen Point Carbon, la plupart des experts pensaient

■ Scénarios

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a construit vingt-six scénarios pour l'avenir. Ils peuvent être répartis en quatre familles majeures – les seules représentées ici –, appelées A1 (croissance économique rapide et progrès technologique), A2 (progrès plus régional et fragmenté), B1 (comme A1, mais avec un développement plus important de l'économie numérique) et B2 (croissance plus lente et plus respectueuse de l'environnement). Les experts n'ont pas favorisé tel scénario par rapport à tel autre : tous les cas de figure sont possibles. Les prédictions produisent en fait des fourchettes de valeurs, qui ne sont représentées que sur le dernier schéma.

que la tonne se négocierait entre 20 et 25 dollars. En fait, les cours sont bien moins élevés que cela, et ils ne devraient pas dépasser 10 ou 15 dollars la tonne.

Par ailleurs l'Europe a d'ores et déjà mis en application toutes les mesures imposées par le protocole de Kyoto, mais elles demeurent relativement peu contraignantes pour l'industrie. Lorsque, il y a quelques mois, les Etats ont rendu publics leurs plans d'allocation de droits d'émission, les Verts n'y ont vu que des programmes inefficaces qui ne changeraient rien à la situation actuelle. De fait, l'industrie avait fait pression sur les gouvernements de l'UE pour qu'ils n'entravent pas sa compétitivité. Parallèlement, aux Etats-Unis, où George W. Bush a affranchi les grandes entreprises des contraintes du protocole de Kyoto, de nombreuses industries doivent malgré tout relever le défi du carbone et certaines limitent volontairement leurs rejets.

Le protocole de Kyoto n'est donc pas forcément un boulet pour les entreprises européennes. Leurs craintes de voir les pays en développement leur voler un avantage concurrentiel sont sans doute exagérées. Pour preuve, la Chine – qui n'a aucune obligation au regard de ce traité – astreint ses industries à certaines exigences à travers des mesures apparemment indépendantes, telles qu'une nouvelle loi très stricte limitant la consommation en carburant des voitures.

AVEC LE CRÉDIT CARBONE, UNE NOUVELLE MONNAIE A ÉTÉ CRÉÉE

En réalité, les économies européennes pourraient bénéficier de certaines retombées positives du protocole. Anthony Hobley, du cabinet d'avocats américain Baker & McKenzie, affirme ainsi que l'adoption rapide des principes de Kyoto donne à la Grande-Bretagne une chance de prendre la tête d'un secteur particulièrement porteur : le secteur juridique. "La législation anglaise risque fort de devenir le système légal dominant de ce nouveau marché international. Les Etats-Unis ayant renoncé à ratifier le protocole de Kyoto, pour l'heure, la loi new-yorkaise se retrouve de fait hors jeu."

Le système de transaction paneuropéen présente un autre avantage. Bien qu'il ne concerne officiellement que les vingt-cinq pays membres de l'Union européenne, il y a de fortes chances pour qu'il devienne la norme internationale. Comme le souligne M. Hobley, la Norvège, la Suisse et le Canada ont déjà engagé des pour-

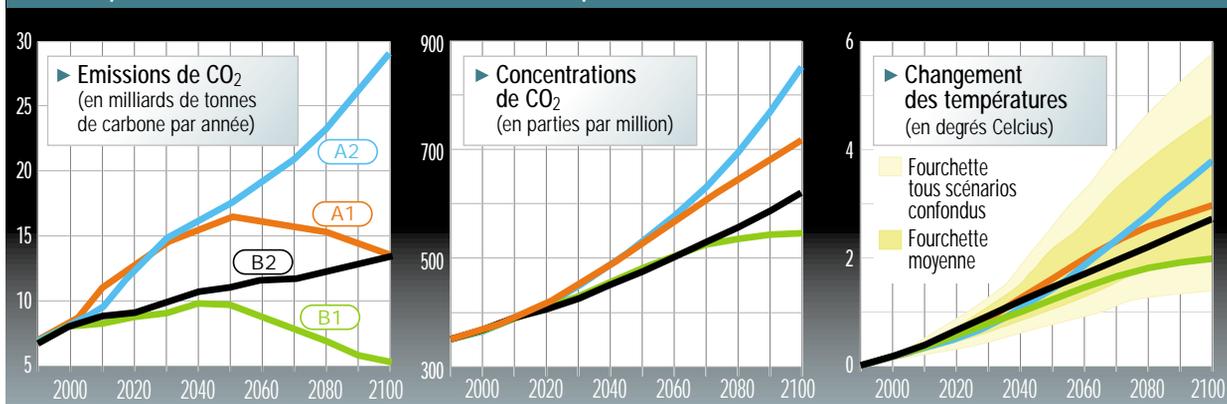
parlers officiels pour s'associer à ce système. Le Japon, signataire du protocole, pourrait également annoncer un projet en ce sens. Plus intrigant, la Californie – selon certaines rumeurs – pourrait révéler en décembre prochain la mise en place un système d'échange de droits d'émission de gaz carbonique et envisagerait de se rallier au plan européen.

Ce marché émergent du carbone rappelle davantage les débuts étourdissants de la Silicon Valley que le bon vieux capitalisme d'Etat européen. Et l'on retrouve chez Jos Delberke, membre de la Commission européenne, bien plus d'accents de défenseur du libre-échange que d'eurocrate : "Avec le crédit carbone, nous avons créé une nouvelle monnaie, mais seul le marché peut en fixer le cours."

Dans l'Union européenne, le tout jeune marché du carbone compte plusieurs dizaines de petits et moyens cabinets conseil, de start-up technologiques et autres entreprises du même type. Les grands cabinets comptables s'empressent de former des "comptables du carbone", et les énergies propres voient affluer des investissements en capital-risque. Londres s'impose rapidement comme capitale financière du carbone. C'est là qu'ont choisi d'installer leur siège la Climate Change Capital, la première banque d'affaires spécialisée dans les questions d'émissions de gaz carbonique, et le Carbon Trust, un partenariat privé-public novateur qui s'efforce de promouvoir les énergies propres, notamment en finançant des technologies prometteuses jugées un peu trop risquées pour des investisseurs privés. Prenons un exemple. S'il est un secteur qui devrait être hostile à Kyoto, c'est bien celui de l'énergie. Lord Browne, le patron de BP, deuxième compagnie pétrolière au monde, s'est pourtant singularisé en prônant dès 1997 des mesures contre le réchauffement planétaire. Espérant encourager l'UE à adopter une approche favorable au marché, il s'est engagé à réduire d'ici à 2010 les émissions de sa compagnie de 10 % par rapport au niveau de 1990. Il a fait appel à Environmental Defense, un groupe écologiste sensible aux réalités du secteur, qui a contribué à définir un système efficace d'échange de droits d'émission de dioxyde de soufre applicable aux Etats-Unis. Ensemble, ils ont établi un système de plafond et d'échange de gaz carbonique entre les différentes divisions internationales de BP.

Ainsi, le numéro deux mondial du pétrole a atteint son objectif avec huit ans d'avance sur son programme en associant à une optimisation de son rendement de nouvelles technologies et une meilleure gestion de l'énergie. Mais ce qui, de l'aveu même de Lord Browne, est encore plus spectaculaire c'est le prix de cet effort : "Nous y sommes parvenus sans surcoût, car les économies que nous avons réalisées en réduisant les ressources énergétiques et en augmentant la rentabilité ont dépassé toutes les dépenses engagées." Lutter contre le réchauffement climatique, conclut-il, "revient de toute évidence bien moins cher que beaucoup de gens ne le craignaient. C'est un problème tout à fait gérable." En adoptant les principes de Kyoto, l'UE a peut-être surtout donné à ses entreprises un avantage concurrentiel dans la course aux énergies propres. ■

Les prévisions internationales pour 2100





Industriel cherche projets dans le tiers-monde

Le groupe japonais Sumitomo veut investir en Inde dans le seul but de récupérer des droits à polluer. Une grande première.

NIHON KEIZAI SHIMBUN
Tokyo

Dans la perspective d'une toute prochaine entrée en vigueur du protocole de Kyoto, la démarche du groupe Sumitomo mérite une attention particulière. En septembre, à Bonn, lors de la réunion onusienne sur la lutte contre le réchauffement planétaire, cette grande entreprise japonaise a été la première société au monde à demander à l'ONU des crédits d'émission de gaz à effet de serre. La société, qui s'appête à financer un projet industriel indien permettant de réduire les rejets de fréon dans l'atmosphère, va ainsi pouvoir obtenir un droit négociable d'émission de 5 millions de tonnes par an. Le projet pourrait être officiellement homologué dès la fin octobre par l'ONU. "Maintenant que l'entrée en vigueur du protocole est certaine, on peut compter sur une réelle demande de droits d'émission", explique Ryuzo Yamamoto, directeur du département environnement chez Sumitomo.

L'échange des crédits d'émission est un mécanisme qui consiste à vendre et acheter des droits d'émettre du gaz à effet de serre à des pays ou à des entreprises. Dans le cas où les rejets sont supérieurs aux quotas qui lui sont alloués, le pays doit compenser en achetant un droit d'émission sur le marché. En revanche, s'il a réussi à réduire ses émissions au-delà de ses objectifs, il bénéficiera



▲ Dessin de Martirena, Cuba.

de droits d'émissions excédentaires qu'il pourra revendre. Un pays peut acquérir un "permis d'émission" négociable en contrepartie de ses efforts de lutte contre la pollution dans un pays en voie de développement (comme l'a fait Sumitomo), à condition d'obtenir l'approbation des Nations unies.

Dans l'Union européenne, une nouvelle réglementation touchant les grandes industries sera introduite en janvier 2005. Les gouvernements attribueront un certain nombre de quotas d'émission à chacune des 13 000 sociétés concernées par cette mesure. Si l'entreprise ne parvient pas à respecter les quotas sans acquérir de crédits d'émission, elle devra payer une amende et sera obligée de racheter des droits pour se mettre en règle. Avec une réglementation, le marché des "permis de polluer" est appelé à prospérer rapide-

ment, à tel point qu'on estime que les échanges s'élèveraient à 150 millions de tonnes dès cette année en Europe.

Il est probable que l'introduction d'une réglementation similaire sera aussi à l'ordre du jour au Japon. Car, avec l'entrée en vigueur du protocole, l'archipel va devoir réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 14 % environ entre 2008 et 2012 par rapport au niveau actuel. Etant donné qu'il est a priori impossible d'atteindre un tel objectif avec les mesures actuelles, des dispositions supplémentaires vont donc s'imposer. D'ores et déjà, la majorité des membres du Conseil central sur l'environnement du ministère de l'Environnement se montrent favorables à la mise en place d'un système d'attribution de quotas aux entreprises.

La Development Bank of Japan va créer d'ici à la fin de l'année un nouveau fonds éthique auquel les entreprises désireuses d'acquérir des droits d'émission seront invitées à souscrire. L'établissement investira le capital ainsi constitué dans des projets de réduction d'émissions de gaz à l'étranger et donnera aux entreprises des crédits d'émission. "La perspective actuelle invitera à lever des fonds", considère-t-on à la Development Bank of Japan. Quant au Conseil sur les critères comptables, il a récemment proposé un système pour comptabiliser ces droits : ces derniers seraient considérés comme des immobilisations incorporelles [comme les brevets] ou comme des en-cours ; et, lorsqu'une entreprise aurait amorti ou revendu ses droits, elle pourrait les comptabiliser comme des frais ou des profits.

Douze projets d'acquisition de droits à l'étranger ont déjà été homologués par le gouvernement japonais et attendent l'approbation onusienne. Ils seront sans doute suivis par beaucoup d'autres.

FINANCEMENT

Une aubaine pour les pays en développement

■ "C'est ce que nous attendions tous", se réjouit Crispian Olver en parlant de la prochaine ratification du protocole de Kyoto. "De la sécurité alimentaire à la santé, nous considérons le réchauffement climatique comme une menace très importante pour l'Afrique", poursuit le directeur général du département du tourisme et de l'environnement d'Afrique du Sud. "C'est donc une très bonne nouvelle pour nous."

Le protocole va avoir des implications importantes pour les pays en développement, y compris pour ceux qui ne sont pas astreints directement à des réductions de leurs émissions de gaz à effet de serre. Kyoto prévoit en effet trois mécanismes, dits de flexibilité, destinés à assouplir et à faciliter sa réalisation. Parmi ces trois mécanismes, les deux premiers concernent avant tout les pays industrialisés. Le premier est l'échange

international de droits d'émission (EIDE). C'est le marché des permis à polluer. Le deuxième est dit "mécanisme de mise en œuvre conjointe" (MOC) : il permet d'acquérir des crédits d'émissions en investissant dans des projets de réduction des émissions dans un autre pays (développé, dans ce cas). Le troisième, enfin, s'appelle "mécanisme pour un développement propre" (MDP). Il est similaire à la mise en œuvre conjointe, mais concerne les pays en développement. Comme la plupart des pays occidentaux, et en particulier l'Europe, n'ont pas atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés, la plupart vont donc devoir recourir à cette flexibilité. Or il est souvent plus simple et moins cher de réduire les émissions de gaz à effet de serre là où les infrastructures sont vétustes ou mal entretenues, plutôt que dans des complexes industriels déjà modernes et dans les-

quels les mesures les moins coûteuses ont déjà été prises. A dépense égale, un investissement permet d'économiser plus de CO₂ dans un pays en développement que dans un pays industrialisé. Les grandes entreprises occidentales vont donc être incitées à investir largement pour moderniser les usines des pays plus pauvres.

Le MDP pourra également être utilisé pour protéger des forêts, car il permet aux pays de réduire leur contribution générale aux émissions de CO₂ en subventionnant des projets dans les pays en développement qui réduisent les émissions soit par la promotion des énergies renouvelables, soit en plantant des arbres pour créer des puits de carbone. Les végétaux "pompent" en effet le CO₂ tout au long de leur croissance.

Rajoutons un dernier point : les pays en développement pourront également béné-

ficier du fonds d'adaptation du protocole de Kyoto, qui leur permettra de financer des mesures destinées à anticiper les effets négatifs des changements climatiques et de se protéger contre eux. Reste, comme souvent, à s'assurer de l'efficacité de ces investissements. Celle-ci sera contrôlée par un ensemble de procédures et d'organismes créés par les Nations unies. Comme l'a écrit Youba Sokona de l'ENDA (Environnement et développement du tiers-monde, dont le siège est à Dakar), "le premier avantage potentiel d'un MDP bien construit pour l'Afrique sera la possibilité de mettre en place des programmes à grande échelle pour le développement des infrastructures. Le MDP pourra ensuite favoriser la coopération régionale en Afrique. Mais pour ce faire, il faudra mettre en place des infrastructures régionales fiables."

(D'après SciDev.net, Londres)

Dis-moi où tu habites...

design
archi
villes
un tour
du monde
inédit

■ Chez votre
marchand
de journaux





■ économie

Les paradis fiscaux sous la loupe des fiscalistes p. 64

Etre maman (ou papa), ça rend meilleur au travail p. 64

■ philosophie

Spécial Jacques Derrida pp. 66-67

Toutes les réactions de la presse étrangère après la disparition de l'auteur de "L'Écriture et la différence"

économie

Seat revient sur sa politique de délocalisation

AUTOMOBILE ■ Deux ans après avoir déplacé en Slovaquie 10 % de la production de la Seat Ibiza, Volkswagen envisage de faire marche arrière, pour réduire les coûts logistiques.



LA VANGUARDIA (extraits)
Barcelone

Il y a tout juste deux ans, le groupe Volkswagen avait mis la Catalogne en émoi en décidant de transférer à Bratislava, en Slovaquie, 10 % de la production de l'un des modèles emblématiques de sa filiale Seat : l'Ibiza. Il n'y avait pas eu de suppressions d'emplois, mais ce geste avait été interprété comme le signe avant-coureur d'une délocalisation plus importante. Aujourd'hui, les rapports internes du groupe préconisent un retour de la production de l'Ibiza à Martorell [en Catalogne] pour des raisons de rentabilité. L'usine de Martorell aurait-elle connu des améliorations ? Ou la Slovaquie aurait-elle déçu ? "La délocalisation ne s'est pas faite pour des raisons de coût. Ce n'est d'ailleurs pas non plus aujourd'hui l'argument principal, même si nous allons tout faire pour que la fabrication de l'Ibiza à Martorell ne revienne pas plus cher qu'à Bratislava", affirme Andreas Schlee, le président de Seat. Nous avons délocalisé parce qu'à Martorell il n'y avait pas assez de flexibilité. Depuis la signature du dernier accord d'entreprise, cette flexibilité existe, et les conditions sont donc remplies pour que la production y revienne."

Andreas Schlee a transmis au siège du groupe Volkswagen, à Wolfsburg, un rapport montrant qu'il était plus rentable de concentrer toute la production de l'Ibiza à Martorell. Il se refuse à faire des comparaisons, mais les syndicats avancent, eux, quelques chiffres. "Cela permettrait d'économiser 10 millions d'euros par an", précise Matias Carnero, président du comité d'entreprise de Seat. "Selon nos estimations, fabriquer une partie de l'Ibiza à Bratislava représente un surcoût de 480 euros par véhicule", ajoute Vicenç Rocosa, responsable de la fédération de la métallurgie au sein de la centrale Commissions ouvrières en Catalogne.

A l'usine Volkswagen de Bratislava, le salaire moyen est de 619 euros, soit environ moitié moins que chez Seat, et le gouvernement slovaque encourage les investissements par le biais d'importantes aides publiques. Mais, comme la délocalisation ne concerne que 10 % de la production, les coûts logistiques réduisent à néant l'avantage en termes de coûts salariaux.

LE TRANSFERT EN SLOVAQUIE VISAIT À PUNIR LES SYNDICATS
Pour Manfred Bauder, directeur financier de Volkswagen en Slovaquie, le principal handicap de Bratislava par rapport à Martorell, ce sont les coûts logistiques plus élevés, dus au fait que la majorité des équipementiers de l'Ibiza se trouvent en Espagne, à plus de 1 000 kilomètres du petit pays d'Europe centrale. Tous les éléments de la carrosserie doivent également être envoyés en Slovaquie depuis les ateliers de Martorell et de la Zona Franca, à Barcelone. "Nous offrons un niveau de salaires avantageux et une bonne qualité. Mais nous sommes loin des fournisseurs espagnols", reconnaît-il.

Vicenç Rocosa a toujours soutenu que le transfert de la production avait été décidé "comme une sanction, et non pour obéir à une logique économique". Sinon, c'est toute la production de l'Ibiza qui aurait été délocalisée, entraînant les équipementiers à sa suite. Martorell aurait alors été en très mauvaise posture pour fabriquer de nouveaux modèles.

Pour Ferdinand Dudenhöffer, directeur du Centre de recherches sur l'automobile, un institut allemand réputé, le retour de la production de l'Ibiza en Espagne s'explique par l'assouplissement récent des syndicats. Mais il y a d'autres raisons possibles. "L'une d'entre elles est la sécurité de change. La Slovaquie ne fait pas encore partie de la zone euro. Or Seat, qui vend

▲ Dessin de Malena Rydell paru dans Dagens Nyheter, Stockholm.

■ A domicile

La société américaine Working Solutions, qui soustrait les relations avec la clientèle de grandes entreprises, a trouvé comment faire des profits sans délocaliser son centre d'appels : elle emploie, dans tout le pays, des travailleurs indépendants qui travaillent chez eux, avec des horaires flexibles, et payent tous leurs frais. Résultat : 25 % d'économie.

une grande partie de sa production dans le sud de l'Europe, fabrique en Espagne et facture en euros. Et cela rend probablement plus facile de négocier avec les fournisseurs", précise-t-il.

Pour ce qui est de la productivité par travailleur, la comparaison est favorable à Seat. Avec 8 395 travailleurs directs (sur un effectif total de 14 183 salariés), Seat a fabriqué l'an dernier 436 000 véhicules, soit presque 52 par ouvrier. A Bratislava, la moyenne est de 39, avec 281 160 véhicules fabriqués par 7 135 ouvriers directs (sur un total de 8 700). Le retour de la production de l'Ibiza en Espagne n'est pas seulement une bonne nouvelle pour l'image de Seat. L'usine de Martorell a besoin d'augmenter son volume de production, la fabrication de l'Arosa ne la faisant tourner qu'à 75 % de sa capacité. "A l'époque de la délocalisation, le volume de production était très important et les problèmes ont surgi lorsque l'entreprise a demandé aux ouvriers des jours de travail en plus. Aujourd'hui, en revanche, ce volume n'est pas suffisant", admet Manuel Gallardo, secrétaire général du syndicat UGT de la métallurgie en Catalogne.

Pour le moment, les nouvelles mesures de flexibilité (qui prévoient la possibilité de travailler jusqu'à 200 heures de plus ou 240 heures de moins par an sans aucun coût sup-

plémentaire) permettent de maintenir le personnel en place. Mais les syndicats espagnols craignent que la marge de manœuvre ne soit bientôt trop étroite et cherchent à obtenir le soutien du syndicat allemand de la métallurgie IG Metall pour faire aboutir leurs exigences.

Paradoxalement, la perte de l'Ibiza n'inquiète pas les responsables de Volkswagen à Bratislava. La chaîne qui lui est dédiée à l'heure actuelle permet de fabriquer d'autres modèles, et Manfred Bauder pense pouvoir compenser cette perte par une augmentation de la production de la Polo. Cela éviterait de supprimer des emplois dans cette usine dont dépendent directement ou indirectement 19 000 personnes et qui représente 20 % des exportations slovaques. L'usine produit également la Golf et le 4 x 4 Touareg, deux des modèles phares du groupe Volkswagen.

"Le retour de l'Ibiza sera peut-être une bonne chose pour la Catalogne, mais pas forcément pour l'Espagne", souligne toutefois des sources du secteur, qui ont souhaité garder l'anonymat. En effet, si Bratislava augmente la production de la Polo, ce sera au détriment de l'usine Volkswagen de Landaben, en Navarre, qui ne fabrique que ce modèle. Les 5 000 salariés de Landaben ont déjà accepté une baisse de salaire de près de 10 %, et on peut imaginer les répercussions terribles qu'entraînerait un tel changement.

Les dirigeants de Volkswagen en Slovaquie, pour leur part, sont plutôt sereins : ils savent que ce pays de 5,4 millions d'habitants est actuellement l'un des grands pôles d'attraction des investissements en Europe. Avec sa politique fiscale agressive et ses bas salaires, la Slovaquie est en passe de devenir une véritable Mecque de l'industrie automobile : Peugeot et Hyundai y sont d'ailleurs déjà présents. Dans de telles circonstances, perdre une petite part de la production de l'Ibiza ne serait qu'un léger contretemps.

Dolors Alvarez et Marc Bassets

EN BREF

Quitter Wall Street

Plusieurs entreprises européennes, dont la britannique Lastminute, souhaitent quitter la Bourse de New York, annonce le magazine belge *Trends*. Leurs titres intéressent peu les investisseurs américains, et les nouvelles obligations comptables sont, dans ce

pays, très coûteuses. Mais partir n'est pas facile : il faut prouver avoir accueilli moins de 300 actionnaires américains. Or les titres sont souvent détenus de manière anonyme.

■ Les constructeurs automobiles américains seraient-ils devenus des banquiers ? Sur les

1,3 milliard de dollars de bénéfices dégagés par General Motors au deuxième trimestre, 860 millions proviennent de sa filiale de financements (prêts aux clients), remarque *The New York Times*. Pour Ford, les opérations financières représentent la quasi-totalité du bénéfice (1,17 milliard).

Les paradis fiscaux sous la loupe des fiscalistes

MONDIALISATION ■ Une nouvelle organisation, le Réseau mondial pour la justice fiscale, entend lutter, avec l'ONU, contre les détournements financiers. Au Sud comme au Nord.

THE GUARDIAN (extraits)
Londres

► Dessin de Felipe Galindo, New York.

L'argent détourné vers les sociétés paravents et les paradis fiscaux représente des milliards d'euros. Selon l'ONG OXFAM, ce montant est six fois supérieur au coût de l'instruction élémentaire dans les pays en développement et trois fois supérieur à celui des soins de santé primaires.

Près de 150 000 sociétés paravents sont créées chaque année. Dans les années 1970, on dénombrait 25 paradis fiscaux ; aujourd'hui, il en existe au moins 63, environ la moitié étant des protectorats britanniques ou d'anciennes colonies. L'évasion fiscale, pour la seule Grande-Bretagne, oscillerait entre 25 et 85 milliards de livres [entre 36 et 123 milliards d'euros].

En septembre, le Réseau mondial pour la justice fiscale*, formé l'année dernière par des économistes et des fiscalistes préoccupés par cette dérive, a créé un secrétariat international à Londres. Il œuvrera avec l'ONU et d'autres organismes internationaux à lutter contre le phénomène. John Christensen, coordinateur du secrétariat, explique : "De nombreux pays en développement sont aujourd'hui dominés par des élites qui se servent des paradis fiscaux. En fait, depuis quelques années, la situation s'est aggravée." Avec l'apparition de nouveaux venus sur ce

■ **Au Delaware**
Plusieurs Etats d'Europe orientale (Russie, Ukraine, Lituanie, Hongrie...)

ont présenté une certaine demande d'information à la justice américaine à propos d'opérations de blanchiment d'argent effectuées par des criminels de leurs pays via de mystérieuses entreprises enregistrées dans le Delaware. Dans cet Etat, la législation sur les sociétés garantit un strict secret, qui assure l'anonymat des gérants et des actionnaires, explique *The Wall Street Journal*. Le Delaware serait ainsi devenu un paradis de la fraude financière en tout genre.



United Feature Syndicate

marché, les anciens paradis fiscaux proposent des solutions plus avantageuses. John Christensen assure que ces pays se livrent "une concurrence acharnée. Ils se plaisent à dire qu'ils lubrifient les rouages du capitalisme mondial, mais l'argument ne tient pas. La réalité, c'est qu'ils rejettent le fardeau fiscal du capital sur les travailleurs et les consommateurs." Selon lui, "les solutions doivent être mondiales et l'ONU est le seul organisme qui puisse agir à cette échelle. L'Organisation internationale du travail a échoué."

Les paradis fiscaux ont aussi attiré l'attention de John Kerry, le candidat démocrate à la présidence américaine. Il a déclaré que, s'il était élu, il poursuivrait les sociétés qui dissimulent leurs bénéfices à l'étranger. En avril, l'US General Accounting Office [équivalent de la Cour des comptes] affirmait que 61 % des entreprises américaines ne s'étaient pas acquittées de l'impôt fédéral sur les sociétés à la fin des années 1990. Les paradis fiscaux ne représentent que 1,2 % de la population et 3 % du

PNB mondiaux, mais ils abritent 26 % des biens et 31 % des bénéfices des multinationales américaines.

Presque tous les pays du monde ont aujourd'hui accès aux paradis fiscaux. Les Européens peuvent utiliser les plus anciens, comme Jersey et le Liechtenstein, ou les plus récents, comme Chypre et Malte ; l'Asie-Pacifique dispose des îles du Pacifique et de Singapour ; l'Inde et l'Afrique du Sud ont les Seychelles et l'île Maurice ; l'Amérique du Nord peut faire appel aux Antilles et à l'Amérique centrale. Parmi les personnalités politiques qui ont eu recours à ce système, on peut citer l'Haïtien "Bébé Doc" Duvalier, le président zairois Mobutu, Sani Abacha, l'ancien président du Nigeria, et Raúl Salinas, le frère de l'ancien président du Mexique. M. Abacha, du temps où il était président, faisait virer automatiquement sur son compte en Suisse 15 millions de dollars [12,15 millions d'euros au taux actuel] par jour de fonds volés.

En 1999, *The Economist* estimait que les dirigeants africains détenaient

20 milliards de dollars dans des comptes en Suisse, soit deux fois le montant de ce que dépense l'Afrique subsaharienne pour rembourser sa dette. La Somalie fait partie des tout derniers pays à proposer ce type de services. Pour John Christensen, elle fournit "un bon exemple de ce qui peut se passer si on n'éradique pas ce fléau". Il estime que la principale fonction des marchés financiers en Somalie sera le blanchiment d'argent.

L'évasion fiscale engendre aussi d'autres pratiques contraires à l'éthique : en 2001, quand Enron a fait l'objet d'une enquête, on a découvert que cette société avait 881 filiales offshore, dont 692 enregistrées dans les îles Caïmans. Cette évolution a bénéficié des progrès technologiques dans les communications et de la libéralisation des marchés. "Chaque fois qu'on enquête sur la corruption dans l'industrie pétrolière, on s'aperçoit que l'argent public pillé a été blanchi dans des paradis fiscaux", commente Gavin Hayman, de Global Witness [organisation qui enquête sur les liens entre l'exploitation des ressources naturelles et les violations des droits de l'homme].

Si l'on en croit John Christensen, les paradis fiscaux sapent les économies nationales de trois manières. Primo, la capacité des Etats à s'assurer des recettes fiscales s'en trouve réduite, si bien qu'un pays pauvre aura du mal à financer ses investissements dans la santé et l'éducation ; secundo, l'existence des paradis fiscaux favorise le blanchiment d'argent et le trafic d'armes ou de diamants ; tertio, ce système contribue à l'instabilité financière, laquelle a débouché sur les crises des économies indonésienne et thaïe dans les années 1990.

Duncan Campbell

* <www.taxjustice.net>

LA VIE EN BOÎTE

Etre maman (ou papa), ça rend meilleur au travail

Dans *If You've Raised Kids, You Can Manage Anything* [Quand on a élevé des enfants, on peut tout faire] (éd. Gotham Books), Ann Crittenden explore les similitudes entre la vie en entreprise et le fait d'être parent. "Toute personne qui a appris à consoler un enfant difficile, à réconforter un adolescent maussade ou à gérer les mille et un défis de la vie d'une maisonnée en émoi saura comment calmer un patron contrarié, gérer les crises, régler plusieurs affaires urgentes en même temps, motiver l'équipe et survivre aux intrigues de bureau les plus byzantines", écrit-elle. Ann Crittenden – qui était reporter au *New York Times* jusqu'à la naissance de son fils James, en 1982 – ne prétend pas que les parents soient les meilleurs des salariés. En revanche, elle affirme qu'avoir un enfant permet d'améliorer ses performances au travail. Cette "révélation" remonte à l'époque où elle dévorait les manuels destinés aux jeunes mamans. Elle découvrit alors que le

ton de ces livres ressemblait étrangement à celui des ouvrages de gestion qu'elle avait lus dans le cadre de sa profession. "On trouve des livres de conseil en management écrits par toutes sortes de gens, comme des dresseurs de baleines, Mao ou même Winnie l'Ours,

mais aucun ne contient des conseils de mère de famille." D'après Ann Crittenden, au nombre des qualités stimulées par le fait d'être parent figurent la gestion de plusieurs tâches simultanées et la patience. Pour illustrer la première, elle se réfère à la liste de "choses à faire" d'un ancien haut fonctionnaire du ministère de la Justice : "match de foot de Dan ; anniversaire de Sophia avec Dana ; réunion du Conseil national de sécurité ; faire les courses". Et,



▲ Dessin de Randall Enos paru dans *The New York Times*, Etats-Unis.

pour la seconde, elle cite l'autobiographie de Madeleine Kunin, ancien gouverneur du Vermont, qui raconte comment dix années passées à s'occuper de ses enfants à la maison l'ont préparée à ses fonctions de gouverneur : "Comment mieux apprendre la patience qu'en regardant un enfant qui s'efforce de lacer ses chaussures ?" Pour Ann Crittenden, l'empathie figure également en bonne place parmi les aptitudes améliorées par l'expérience de parent. A cet égard, elle cite Leslie Gaines-Ross, cadre chez Burson-Marsteller, qui dit : "Vous savez, ce [sixième] sens que l'on développe par rapport à ses enfants, cette chose qui fait qu'à chaque fois qu'on a l'impression que quelque chose ne va pas on a toutes les

chances d'avoir raison ! Eh bien, de la même façon, je suis très sensible à l'état d'esprit et à l'humeur de mes collègues. En réunion, je sais interpréter leurs attitudes, le ton de leur voix, et deviner quand quelque chose ne tourne pas rond." Selon une responsable d'America Online : "S'occuper d'un enfant de 3 ans est un excellent entraînement pour traiter avec des cadres : ils ont une durée d'attention limitée, sortent facilement de leurs gonds et boudent souvent." Les parents trouveront le message d'Ann Crittenden aussi rassurant qu'amusant. Mais il s'agit avant tout de changer le regard que leurs employeurs portent sur eux, pour que les années passées à élever des enfants ou la nécessité d'avoir des horaires souples compatibles avec la vie de famille ne soient plus considérées comme des compromis inévitables, mais comme des gages de qualité.

Lisa Belkin,
The New York Times (extraits), New York

JACQUES DERRIDA Hommages et

A lire les éloges de la presse française qui ont suivi sa mort, le 9 octobre, on pourrait penser que les travaux de Jacques Derrida étaient universellement reconnus. C'est loin d'être le cas.

Iconoclaste mais orthodoxe

Tout en soulignant ses impasses théoriques, le journaliste américain Daniel J. Wakin explique pourquoi les Etats-Unis ont adulé, un temps, Jacques Derrida.

THE NEW YORK TIMES
New York

Fouillant sous un quart de siècle de strates de détritiques intellectuels accumulés dans mon esprit, je me souviens de cette conférence comme d'une sorte de divertissement prétentieux, de communion pour initiés, de fantaisie échevelée ponctuée de traits d'esprit, de calembours et d'excentricités. Dans une salle de conférences de l'université de Chicago, Jacques Derrida commença par tracer un grand cercle sur le tableau noir, puis, tout en parlant, y ajouta avec des gestes théâtraux des lignes et des courbes qui pénétraient le cercle ou butaient contre avant de s'en éloigner, chacune exprimant une nouvelle forme d'interprétation textuelle. Un diagramme de Venn de la déconstruction semblait prendre forme. Et la déconstruction était, bien entendu, la célèbre méthode d'interprétation de Derrida permettant de donner du sens à l'absurde (ou vice versa).

Ce diagramme finit également par former un énorme œil – auquel ne manquaient, si mes souvenirs sont exacts, ni la pupille ni la cornée. Une sorte de dessin humoristique, un jeu. Et ce jeu, expliqua Derrida comme s'il nous adressait mentalement un clin d'œil, était en réalité un "je", ce "je" étant notre façon de voir. Nouvelle charade, formée de mots cette fois-ci. Ou bien voulait-il dire autre chose, que je ne serais capable de saisir qu'en continuant à apprendre, à tenter de cerner les entrelacs et rapprochements mouvants du philosophe multipliant les allusions à Rousseau, au Talmud et à Heidegger ?

On avait l'impression que l'effort n'en valait pas vraiment la peine, parce qu'à cette époque, en dépit de la présence charismatique du maître, en dépit du fait que son œuvre véhicu-

lait encore la promesse d'un savoir ésotérique et que l'influence de Derrida n'avait pas encore atteint son apogée dans les milieux universitaires américains, sa séduction avait déjà perdu de son charme.

Mais quel charme puissant ! Et combien en ressentent encore l'attrait ! Aujourd'hui, alors que sa mort peut nous laisser prévoir une avalanche de jugements, je ressens presque une pointe de nostalgie au souvenir de la première rencontre avec l'œuvre du philosophe français né en Algérie, de l'excitation qui nous saisissait en apprenant son langage, en rapprochant des paradoxes pour parvenir à sa vision idiosyncrétique, au jeu du "je". Voilà un auteur qui, malgré une obscurité presque impénétrable, est arrivé à bouleverser les méthodes traditionnelles de l'enseignement littéraire aux Etats-Unis, à alimenter l'appétit insatiable du relativisme postmoderne, à redéfinir les limites acceptables de la prose académique et même à donner à la culture populaire l'un de ses termes les plus galvaudés : déconstruction.

TOUT ÉNONCÉ DOIT FAIRE
NAÎTRE SON CONTRAIRE

Derrida contribua à nous communiquer le grand frisson en ayant le culot d'écrire quelque chose qui ne voulait pas se contenter de modifier les interprétations, mais qui défiait l'entreprise philosophique et littéraire dans son ensemble. Il était animé d'une ambition proprement impériale, héritée de Nietzsche et d'Heidegger : au diable la réinterprétation, vive la désinterprétation ! Ne pas se contenter de montrer que certaines formulations sont erronées : prouver que toutes le sont. Et que, de surcroît, elles doivent l'être. Montrer que toute la pensée occidentale est fondée sur un type d'ignorance ou d'incomplétude, et que tous ceux qui ont prétendu résoudre la question sont passés à côté.

Nous avons tous appris que les grandes œuvres artistiques expriment parfois des idées dont leurs auteurs n'avaient pas forcément conscience en les créant. C'est l'inconscient freudien, la théorie marxiste de la superstructure, les savantes dissections de la métaphore et de l'allusion dans la critique littéraire. Qui serait surpris d'apprendre que les choses sont rare-



▲ Dessin de David Levine paru dans The New York Times Book Review, *Etats-Unis*.

ment ce qu'elles semblent être ? Mais, pour Derrida, les choses peuvent également ne pas être ce qu'elles disent. Toute tentative pour expliquer, raisonner, démontrer ou communiquer contient déjà les germes de sa déconstruction ; tout énoncé doit faire naître son contraire. Et, quand on examine d'encore plus près un texte, on y décèlera toujours un point précis – un paradoxe, un mot inexpliqué, une phrase embrouillée – qui, quand on le sonde plus avant, fera tomber le masque, ouvrira en grand le rideau de l'idéologie et montrera quelle indétermination et quelle incertitude gisent sous la surface.

IMPOSSIBLE DE TROUVER
UN SOCLE À SA PENSÉE

Cette promesse est très séduisante, car elle reproduit en partie un aspect familier de l'existence quotidienne. Nous savons pertinemment que tout ne peut être tel qu'il apparaît. Peut-être est-il également vrai qu'il est impossible de bâtir un système sans faille. Peut-être est-il impossible d'apporter une réponse à tout. Nous savons que c'est très souvent le cas :

peu d'activités humaines peuvent être rigoureusement classifiées par des méthodes orthodoxes. Dès lors, pourquoi ne pas adopter une sorte de soupçon radical, un soupçon qui s'avérerait particulièrement utile pour défier les traditions et l'orthodoxie ?

Tels étaient les secrets et attraits promis par les textes de Derrida, un étourdissant travail de sape des pré-supposés. Il suffisait de prendre n'importe quelle opinion reçue, jugement esthétique, analyse historique ou activité culturelle, et d'en déceler les prémisses cachées, les préférences non dites, les nœuds et les esquives, et voilà toute son autorité défaits. Appliquant cette méthode aux œuvres de l'Occident, Derrida devint une sorte de prophète de la pensée antioccidentale. Il était parvenu à sa propre libération intellectuelle en lisant attentivement les œuvres de Rousseau et de Lévi-Strauss. Si ces livres peuvent paraître briser les prétentions de la civilisation occidentale en louant les vertus et les valeurs d'un monde précivilisé, ils ne vont pas suffisamment loin aux yeux de Derrida, pour qui ils incarnent eux aussi l'orthodoxie occidentale.

critiques de la presse étrangère

Un homme attentif et une pensée généreuse

Bien entendu, l'une des raisons du succès des idées de Derrida est qu'elles aussi suivent une orthodoxie dans laquelle la rébellion est privilégiée par rapport à la tradition et l'attitude iconoclaste par rapport à l'autorité. L'indépendance est déclarée, l'obéissance dénoncée. Cette dévotion envers l'autonomie, liée à un esprit ludique, explique en partie le fait que Derrida a laissé aux États-Unis un sillon beaucoup plus marqué qu'en France. Son antiautoritarisme radical et ses idées antioccidentales lui ont également valu la sympathie de la gauche internationale.

Mais cette orthodoxie peut se révéler aussi brutale et exigeante qu'une autre. Cela explique pourquoi Derrida pouvait souvent se montrer maniéré et puéril, retournant sans fin la rébellion contre elle-même. Et, à la fin de sa vie, irrité des accusations de relativisme qu'on lui adressait, il tenta de trouver une sorte de socle inébranlable sur lequel ériger une conception de l'activité politique et de la justice qui puisse justifier son orthodoxie triomphante. En vain. Dans un ouvrage récent, *Le Concept du 11 septembre* [conversations avec Giovanna Borradori, Galilée, 2004], voilà ce qu'il déclarait à propos des attentats de New York : "En réalité, nous ne savons pas ce que nous disons ou nommons par l'expression '11/9' ou '11 septembre'. La brièveté du terme ('11 septembre', '11/9') ne procède pas seulement d'une nécessité économique ou rhétorique. Le télégramme de cette métonymie – un nom, un chiffre – désigne l'inqualifiable en reconnaissant que nous ne reconnaissons pas, ni même ne connaissons ce que nous ne savons pas encore comment qualifier, bref : que nous ne savons pas de quoi nous parlons."

Le reste n'est que silence.

Daniel J. Wakin

Résolument ouvert, Derrida a donné à chacun les outils conceptuels pour lutter, estime l'un de ses admirateurs italiens.

LA REPUBBLICA
Rome

Le philosophe Jacques Derrida était mondialement connu. Les universités du monde entier se disputaient ses conférences. Les dernières années de son séminaire à Paris (les fameux cours du mercredi) ont été consacrées aux thèmes du pardon, de la peine de mort, de la souveraineté, des rapports entre politique et travail de deuil.

Le caractère exceptionnel de sa philosophie est indéniable. A partir des années 1960, sa pensée de la "déconstruction" a fourni tant de preuves de sa qualité qu'elle fait de lui, incontestablement, l'un des plus grands penseurs de notre temps. Je voudrais plus particulièrement souligner sa générosité, ce don de soi qui lui permettait d'être à l'écoute non seulement des amis, mais aussi de tout autre interlocuteur. Tous ceux qui l'ont connu un tant soit peu savent que Derrida ne ressemblait en rien au stéréotype du philosophe pontifiant et légèrement condescendant. Au contraire, il ne cherchait jamais à se distinguer des autres, il était de ceux avec qui on se sent à l'aise, auprès de qui il n'est pas nécessaire de dire une phrase intel-

ligente à tout prix. Il faisait oublier qu'il était Derrida.

Pourtant, il a eu du mal à s'imposer. Il avait fait ses débuts, à la fin des années 1960, avec trois grands textes philosophiques (*La Voix et le phénomène*, *De la grammatologie*, *L'Écriture et la différence*), provoquant le milieu des philosophes avec une critique radicale de la métaphysique de la présence, s'attaquant à de grands noms comme Husserl et Heidegger, sans oublier Descartes, le seigneur et maître de la philosophie française. Il semblait détruire la notion de sujet, en faveur d'une philosophie complexe de la différence, très éloignée en apparence de la pratique et du vécu, et par conséquent abstraite et apolitique. Ainsi, et pour de multiples raisons, on a considéré Derrida comme un penseur déroutant, hermétique et légèrement littéraire. Pourtant, Derrida a continué à écrire à la Derrida. Plus tard, dans les années 1980, 1990 et même jusqu'aujourd'hui, il a abordé des thèmes comme l'amitié (*Politiques de l'amitié*, 1994), le don (*Donner le temps – La fausse monnaie*, 1991), l'hospitalité ou la loi, sans oublier ses textes les plus récents sur la démocratie. Autant d'objets, pour ainsi dire, à l'impact résolument éthique et politique, dans lesquels Derrida a plongé ses sondes déconstructivistes, autrement dit "démétaphysiques" et génératrices de conflits, de contradictions, d'apories et, par conséquent, de problèmes devant être affrontés. Ce prétendu "tournant" de sa pensée, accompagné d'un engagement pratique, et de moins en moins académique au sens strict du terme,

■ Biographie

Jacques (Jackie)

Derrida naît

le 15 juillet 1930

sur les hauteurs

d'Alger.

1942 Conformément

à l'article 2

du Statut des Juifs

imposé par Vichy,

il est exclu

de son lycée.

1952 Il entre

à l'École normale

supérieure (Ulm).

1960 Il enseigne

à la Sorbonne.

1967 Il publie son

premier grand livre,

De la grammatologie

(éd. Galilée).

1983 Il fonde avec

d'autres le Collège

international

de philosophie.

Parmi les livres

de Jacques Derrida

les plus remarquables :

La Dissémination

(Galilée, 1972),

Glas (Galilée, 1974),

Spectres de Marx

(Galilée, 1993).

Parmi les moins

difficiles d'accès :

Le Concept

du 11 septembre :

Dialogues avec

Jürgen Habermas

(Galilée, 2004).

a dissipé de nombreux malentendus à son égard et fait taire pas mal de mauvaises langues. Derrida – le nébuleux et illisible Derrida – donnait maintenant paroles et outils aux mouvements féministes ou aux défenseurs de l'immigration et, dirais-je, à chacun d'entre nous, si l'on pense à ses analyses préoccupées du simplisme avec lequel le mot "terrorisme" était abordé au lendemain du 11 septembre 2001. Aujourd'hui, ses détracteurs d'antan ont fait place à d'autres (mais sont-ils vraiment nouveaux ?) qui clament toute leur sympathie à l'égard de sa philosophie. Ainsi peut-on lire que le vrai Derrida est celui de ses premiers textes philosophiques, qu'il se serait ensuite dispersé ou qu'il aurait renoncé à la pureté de la philosophie pour se consacrer à des impuretés d'ordre pratique, voire matériel, qui en auraient émoussé la pointe et affaibli les concepts. Ceux qui l'ont suivi avec attention tout au long de son parcours ne pourront s'empêcher de penser que Derrida n'a pas encore été tout à fait saisi et assimilé, pas même par ses fervents admirateurs. A-t-il trop écrit ? Certes, un auteur qui publie trois livres en un an a de quoi impressionner. Chacune de ses conférences, par son intensité et son articulation, était d'une certaine manière un livre en puissance. Même moi qui l'estime et le lis depuis toujours j'ai eu quelques difficultés à le suivre dans sa fécondité. Maintenant qu'il est mort, cependant, je pleure tous les livres qu'il n'a pu écrire, lui qui était encore dans toute sa puissance philosophique.

Pier Aldo Rovatti

RÉACTIONS

Reconnu malgré tout

■ Lui-même aurait sûrement relevé et questionné avec ironie cette phrase symptomatique qui introduit plusieurs des articles publiés à l'occasion de sa mort : "Jacques Derrida était le philosophe français le plus connu à l'étranger, notamment aux États-Unis..." Oui, la grande reconnaissance publique de Jacques Derrida ne lui est pas venue de France. Elle y a été introduite par ricochet. Comme si, en raison de la puissance et de l'étendue de son apport, il avait bien fallu se résoudre à l'importance de cet homme tout à fait imperméable, voire hostile au vedettariat philosophique, cherchant par tous les moyens à se soustraire à la banalisation de ses propos. Résistances significatives à une pensée intransigeante, absolument contemporaine, qui veillait à éclairer chaque question de l'actualité à la lumière des préoccupations humaines, depuis les temps les plus reculés.

Lorette Cohen, *Le Temps*, Genève

Amoureux de la vie

■ En août dernier, Derrida avait donné une interview au *Monde*, dans laquelle il avait parlé de sa maladie et du fait qu'il n'avait pas encore appris à mourir. Cela peut paraître un caprice, un paradoxe, mais, s'il y a bien quelqu'un qui a passé toute sa vie à apprendre à mourir, c'est Derrida. L'homme le plus amoureux de la vie que j'aie jamais connu. // *Sole-24 Ore*, Milan

Que voulait-il dire ?

■ Derrida avait tendance à communiquer ses idées dans le langage le plus déroutant possible, jouant avec les mots et écrivant des phrases de deux ou trois pages. Les critiques ont jugé certains de ses ouvrages illisibles. Mais ce que certains trouvaient impénétrable, d'autres le portaient aux nues comme l'incarnation du caractère insaisissable du sens, un principe central de la pensée de Derrida. Il a rarement satisfait ceux

qui voulaient une explication claire de la déconstruction. Il y a quelques années, il a refusé d'en donner une définition au *New York Times*, en affirmant que cela donnerait "quelque chose qui [le] laisserait insatisfait".

Elaine Woo, *Los Angeles Times*, Los Angeles

L'urinoir de la déconstruction

■ Derrida est le Duchamp de la philosophie, et ses textes sont comme le fameux urinoir. Après Derrida, quoi ? A lire ses œuvres, on a la désagréable impression que la philosophie ne peut être rien d'autre que l'histoire de la philosophie, entremêlée d'une orgie d'interprétations brillantes et parfois lucides, mais qui sont sur tout, sous les plumes des disciples, de purs jeux intellectuels sans signification, exprimés dans le jargon d'une nouvelle scolastique. Dans la mesure où, en mourant, Derrida devient un classique de la pensée, ses œuvres aussi méritent d'être "déconstruites". Javier Gomá Lanzón, *ABC*, Madrid

Il a même influencé Bush

■ Jacques Derrida a eu une influence considérable sur l'étude de la littérature. Sa théorie de la déconstruction a influencé une grande partie des universitaires et s'est infiltrée inexorablement dans d'autres domaines et dans les médias – depuis les spots de campagne de George Bush jusqu'à la critique architecturale. Ses théories sont pourtant controversées. Pour beaucoup, Derrida a personnifié la pire espèce de "fumisterie française", à la manière de Jean-François Lyotard et de Michel Foucault, théoriciens impénétrables qui débitaient des absurdités. Mais la plupart des critiques formulées envers le travail de Derrida n'ont été que de l'anti-intellectualisme bon marché ou une distorsion délibérée de ses idées. On doit se souvenir de lui comme d'un penseur profond qui a contribué de manière durable au discours intellectuel.

The Guardian, Londres

UNE PAKISTANAISE AU PAYS DU SULTAN

Reflets dans un œil noir

Riche de dix mille ans d'Histoire, le sultanat d'Oman est le point de rencontre entre l'Asie, l'Afrique et le monde arabe. Une journaliste pakistanaise qui n'a pas la langue dans sa poche a été conquise par ce pays mystérieux et kitsch.

THE FRIDAY TIMES

Lahore

Le monde arabe" fait partie de ces expressions affreusement réductrices qu'on trouve dans la presse occidentale. Cet euphémisme poli pour "ces cinglés de musulmans" voudrait recouvrir une région qui s'étend concrètement de la Mauritanie au Yémen. Les Pakistanais de Londres doivent déjà trouver pénible d'être étiquetés "Asiatiques" (le mot pue la fibre synthétique et la ville de Bradford) ; je ne peux même pas imaginer l'irritation qu'on ressent quand on s'entend qualifier d'"Arabe" – un terme qui réduit une population de plusieurs centaines de millions de personnes à un vulgaire stéréotype hollywoodien. Mais bon, j'ai longtemps été amoureuse de tout ce qui était arabe – ça y est, je fais comme la presse occidentale –, soyons plus précise, de tout ce qui était levantin : les côtes orientales de la Méditerranée, la patrie de la danse du ventre, de [l'écrivain égyptien] Naguib Mahfouz, du français aux intonations arabes, des ruines romaines et des vestiges des pharaons, des hommes aux cheveux noirs et aux yeux clairs, des falafels, et puisque c'est le berceau des trois religions révélées, de la civilisation telle que nous la connaissons. Des pyramides de Gizeh à l'oasis de la reine Zénobie à Palmyre, en Syrie, en passant par l'amphithéâtre gréco-romain de Jérash, en Jordanie, quand on me demande où j'aimerais passer mes vacances, la réponse est invariablement : "Vers 2000 avant Jésus-Christ, s'il vous plaît."

A cet égard, Oman n'est pas en reste. La présence de l'homme y est attestée depuis dix mille ans ; le sol de Mascate, la capitale, recèle des vestiges de l'âge de pierre et des peintures rupestres de l'âge du bronze – l'habituel macho étiré en train de se bagarrer avec des animaux sauvages ; la côte nord, avec ses riches mines de cuivre, présentait tous les signes d'un commerce florissant dans le premier millénaire avant Jésus-Christ tandis que le Dhofar, au sud, prospérait grâce à l'un des trésors les plus précieux du monde ancien, la gomme arabique.

Oman fut parmi les premiers pays à embrasser l'islam, du vivant du Prophète. Faute de concurrents sérieux, le sultanat put conserver ses comptoirs commerciaux jusqu'au XVI^e siècle. Puis le pays fut occupé par les Portugais, de grands marins qui s'y entendaient à repérer les trésors exotiques. Leur

▼ Sur la plage de l'hôtel Al Bustan, un jeu d'échecs géant. Sur la route qui relie Mascate à Sohar, cette villa célèbre la théière, symbole de l'hospitalité des Bédouins.



Pascal Meunier



Pascal Meunier

expulsion, plus d'un siècle plus tard, marqua le début d'un autre âge d'or : au XIX^e siècle, Oman contrôlait l'île de Zanzibar et la ville de Mombasa (aujourd'hui au Kenya), qui regorgeaient toutes deux de richesses naturelles.

Malheureusement, au début du XX^e siècle, le sultanat éclata en factions et sa réunification prit une cinquantaine d'années. Une évolution qui ne fut pas entièrement heureuse, puisqu'elle amena au pouvoir le sultan Saïd ben-Taimur, un réactionnaire qui édicta des lois médiévales, ramenant le pays quatre cents ans en arrière. Un putsch éclata en 1970 sous la direction de son propre fils, le sultan Qabous. Celui-ci entreprit de moderniser le pays et construisit des routes, des hôpitaux et des écoles, et s'aperçut de son potentiel touristique.

Cela dit, aucune des considérations évoquées ci-dessus n'a de rapport avec mon séjour à Oman. Officiellement, j'étais venue voir mon frère, qui vit là-bas. Quand je lui avais demandé comment c'était, il m'avait répondu : "Imagine Islamabad il y a dix ans." J'ai beau aimer mon frère, il avait compris qu'après cette déclaration il faudrait une sorte d'appât pour m'attirer dans le coin. Celui-ci prit la forme d'une visite à O. P. Nayar, ce compositeur indien légendaire et insaisissable qui réside à Mascate. L'homme a lancé Asha Bhosle (le gosier de mes rêves) et composé la musique de films comme *Sahib, Bibi aur Ghulam* et *Mr & Mrs 55*. Il n'y avait donc pas besoin de me le demander

deux fois. O. P. Nayar est plus qu'un grand compositeur, c'est un mystère. Après avoir donné à Bhosle son premier Filmfare Award [équivalent des oscars pour le cinéma indien] à la fin des années 1970 avec l'entêtant "Chain se hum ko kabhi" [*Sois un peu patient avec moi*], il disparut de la scène, refit surface au début des années 1990 avec quelques pétards mouillés avant de se volatiliser complètement de la face du monde (du monde de Bollywood, j'entends). Parti mais pas oublié, notez bien : impossible, aujourd'hui, d'aller à une fête ou dans une discothèque sans entendre le remix qu'a fait la pop star Raghav de "Kabhi aar, kabhi paar" [*De-ci, de-là*], un de ses plus grands succès des années 1950.

Il y a peu de choses – qu'est-ce que je dis ? –, il n'y a rien du tout qui soit comparable à l'excitation d'un atterrissage en territoire étranger, ce premier trajet qui vous mène de l'aéroport à votre première destination à travers la ville. Sauf à Mascate. Propre et nette, avec une population féminine apparemment réduite, Mascate n'est pas une ville dont le spectacle vous donne des palpitations. Je suis soulagée de quitter un avion qui transporte, outre moi-même, deux cents ouvriers de Lahore. Ma première impression, c'est une grande autoroute bordée de maisons de pierre symétriques ressemblant à des boîtes et toutes peintes d'un blanc cassé uniforme. Mon frère désigne au passage les vestiges d'une forteresse portugaise. C'est une petite pile de briques rectangulaire couleur de boue – les Portugais ont manifestement gardé leur art pour Goa. Puis, bien sûr, il y a les nombreux palais du sultan. Nous nous lançons dans une discussion acharnée pour savoir si l'une des plus ostentatoires de ces demeures ressemble à un vaisseau spatial conçu par William Morris ou à l'intérieur d'une salle de bains. La ville était peut-être bien pourvue en bâtiments historiques au cours du millénaire précédent mais, comme d'habitude, j'arrive manifestement quand la fête est finie.

"O. P. Nayar, me dis-je, pense à O. P." Le soir suivant, j'obtiens mon audience avec le grand homme. Nous sommes dans un petit auditorium bourré d'Indiens. Ceux-ci constituent de loin la plus grande minorité à Oman ; ces expats' vivent ici depuis des générations et ont apporté avec eux une grande partie de leur culture, à tel point que, comme en Grande-Bretagne, le plat omanais typique est une variation du curry. O. P. Nayar, coincé dans une niche chronologique rappelant l'époque de la prohibition aux Etats-Unis, est un monsieur élégant de 83 ans portant costume, chapeau et chaussures de golf crème comme on en voyait fréquemment sur James Cagney. Je ne peux expliquer l'euphorie qui me prend en le voyant et quand je lui suis présentée, j'ai du mal à respirer. Je serre la main de l'homme qui a écrit "Preetam, aan milo" [*Preetam, viens à ma rencontre*] et est donc probablement responsable de ma dépendance aux tranquillisants et aux antidépresseurs. En entendant qu'il est né et a grandi à Lahore, où il a étudié l'ourdou, je confie que je suis venue de cette ville pour le voir. Je reçois en retour un baiser sur le front – je reste abasourdie, en grande par-



Pascal Meunier

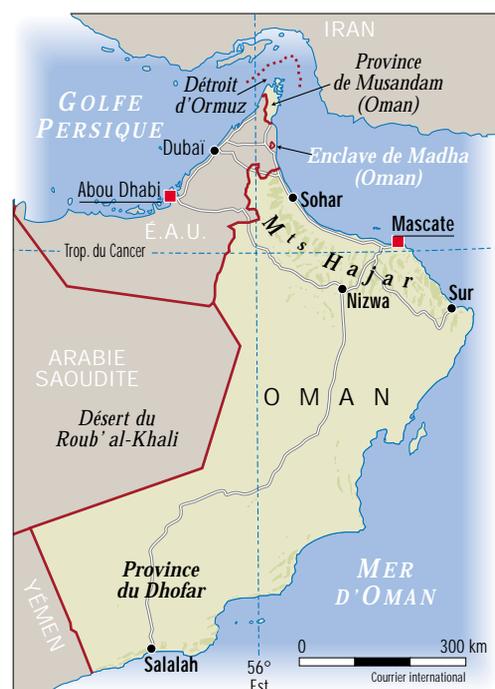
tie parce que je n'avais jamais imaginé glisser un jour le nom de Lahore dans une conversation.

Heureusement, Mascate a encore quelques tours dans sa manche. Les eaux bleu-vert du golfe d'Oman, par exemple. On me conduit au *Grand Hyatt Hotel*, où j'ai une révélation étrange. A part à la plage de Karachi, je ne crois pas avoir jamais mis le pied sur du sable. Me voilà donc dans une carte postale, sous un ciel sans nuages, dans une vaste piscine entourée de cabines, d'un bar bien approvisionné et d'une horde d'employés en uniforme qui distribuent des verres de champagne en signe de bienvenue. A quelques pas de la piscine, la plage privée donne sur les eaux infinies et lisses du golfe d'Oman. Elle est flanquée de montagnes beiges qui se dressent brutalement et finissent en précipices escarpés. On me demande si je ne veux pas faire de la plongée, ce à quoi je réponds, cigarette à la bouche, que je m'estime déjà heureuse de ne pas avoir besoin d'une bouteille d'oxygène à terre, et qu'en plus j'ai une véritable horreur de la vie sous-marine (je flippe quand je vois un aquarium dans un restaurant) sauf quand elle est sur une assiette avec de l'aneth et un jus de citron. Je fais une petite promenade le long de la plage au sable incroyablement fin – après avoir ôté mes lunettes, qui ruinaient l'harmonie de mon ensemble maillot de bain-sarong –, l'œil myope à l'affût des coquillages. Je crois en voir un : une chose pâle couleur d'huile semble flotter à proximité de mon pied. Je me penche pour l'observer attentivement et suis malheureusement fort près quand je m'aperçois que je fixe avec amour un préservatif usagé. Une petite séance de natation ultérieure me vaut de me retrouver nez à nez avec un pansement adhésif. Mais c'est tout moi, ça : déposez-moi au paradis et je trouverai le moyen de découvrir une moisissure dans mon environnement immédiat. Je suis quand même conquise, et ce petit accroc ne parvient pas à ternir la majesté de cette plage de rêve. Je consacre le reste de mes vacances à cette activité – sauf les heures passées à me goinfrer.

Oman n'ayant pas de cuisine nationale, le pays présente l'avantage d'importer des styles divers : j'ai donc réussi à englober mon poids en hors-d'œuvre libanais, rôti de bœuf saignant, pizza cuite au four et, bien sûr, fruits de mer quasi palpitants de vie sur la table. On ne cesse de me répéter que les hôtels et les restaurants sont bien supérieurs à Dubai, mais, comme j'arrive de Lahore, je suis vivement impressionnée par la grandeur et le professionnalisme de l'accueil omanais. Le Pakistan est vraiment consternant pour le tourisme ; on l'oublie jusqu'à ce qu'on puisse comparer avec n'importe quel endroit du monde, à part l'Afrique subsaharienne. Oman n'est pas la première destination

qui vient à l'esprit et le sultanat attire surtout une clientèle d'habitues, essentiellement des Allemands, à tel point que les indications sont écrites en arabe, en anglais et en allemand dans les hôtels. Ils ne sont pas particulièrement aimables, mais je suis contente qu'ils soient là : j'ai rarement l'occasion de me sentir mince quand je suis en maillot de bain, mais il suffit que je me retrouve à côté d'un troupeau de touristes teutons à la masse terrifiante et au teint rose vif pour avoir l'impression d'être une sylphide. Après avoir redouté la suite de mon séjour, j'envisage sérieusement de faire prolonger mon billet, terrifiée à l'idée de ne plus jamais revoir de sable ni de salade de roquette. J'absorbe donc toutes les occasions, 40 degrés à l'ombre d'un soleil incessant. Vous ne serez pas surpris d'apprendre que je suis rose vif à la fin. Rose et légèrement barbouillée. Mes soupçons se confirment quand je développe une maladie étrange et plutôt répugnante, assez répandue dans la population reptilienne. Je suis apparemment en train de perdre une couche entière de peau. Moui, à y regarder de plus près – ce qui est difficile, quand on voit double – il y a une espèce de pellicule blanche là où mon nez se trouvait jadis. Fini, la déesse de la plage, je suis un haricot à la tomate. Pis encore, un haricot à la tomate qui va rentrer à Lahore car tout contact supplémentaire avec les éléments n'est pas recommandé. C'est comment, déjà, le proverbe, "voir la mer et mourir" ? C'est à peu près ça.

Faiza S. Khan



▲ A Oman, contrairement aux autres pays du Golfe, la piscine d'un hôtel de luxe peut voisiner avec une mosquée. Jeunes Omanais dans l'une des salles de jeux qui jalonnent les centres commerciaux.



DR

■ **O. P. Nayyar**
Ce compositeur indien mythique, auteur de nombreuses musiques de films pour Bollywood, réside depuis des années à Oman. Exil ne signifie pas oubli : ses tubes remixés sont joués dans toutes les discothèques du sous-continent indien.



carnet de route

Y ALLER ■ Contrairement à British Airways, qui assure des vols à partir de l'aéroport de Heathrow, Air France n'a pas de liaison directe Paris-Mascate. De Paris, c'est Gulf Air qui dessert Mascate, en huit heures cinquante, avec une courte escale à Bahreïn. Pour le prix du billet aller-retour, comptez de 513 à 900 euros. Néanmoins, certains vols charter affichent des Paris-Mascate-Paris pour 397 euros. Oman se visite de novembre à mars, période où la chaleur et l'humidité ne sont pas élevées. De fin avril à fin octobre, la température avoisine ou dépasse souvent les 40 degrés. Un passeport valide pour au moins six mois et un visa délivré par l'ambassade d'Oman en France sont exigés du visiteur. Le même visa permet aussi de se rendre aux Emirats arabes unis.

OÙ LOGER ■ Le grand Mascate (Mascate, Mutrah et Ruwi) compte de nombreux hôtels de grand luxe, souvent situés dans Ruwi : Sheraton, Hyatt, Intercontinental, ainsi que des hôtels trois étoiles appartenant à des chaînes françaises : Novotel, Mercure... Pour les petits budgets : *The Nassim Hotel*, situé sur la corniche de Mutrah, est réputé pour ses chambres agréables et propres. Comptez environ 45 euros pour une chambre double.

Un peu plus cher, l'hôtel *Mercure al-Falaj* est réputé pour son club de gym, le meilleur de Mascate. A noter que les salles de gym et les piscines ne sont pas mixtes. Environ 110 euros pour une chambre double.

OÙ MANGER ■ Oman compte une grande variété de restaurants ethniques, iraniens, libanais, indiens, pakistanais et chinois, ainsi que quelques bons restaurants de poissons, notamment *Al Haikal Restaurant* à Ruwi.



Pascal Meunier

À VOIR ■ Pour ceux qui ne veulent pas bronzer idiots, Oman offre quelques vestiges intéressants à visiter, comme les forts de Jalali et de Mirani, ainsi que plusieurs musées, comme Bait az-Zubair et Madinat as-Sultan Qabous, tous deux consacrés à l'histoire et à l'artisanat d'Oman. Le Musée national abrite des collections exceptionnelles de porcelaines chinoises, de bijoux omanais, ainsi que des poteries et des objets en bois rapportés de Zanzibar, ancienne colonie d'Oman. A noter l'existence d'un musée Oman-France, fruit de la visite du sultan Qabous à Paris en 1989 et de celle de François Mitterrand à Oman en 1992.

À NE PAS RATER ■ La visite du souk de Mutrah, un des plus riches en couleurs et en saveurs de la péninsule Arabique.

L'ensemble des informations pratiques sur la région, enrichi de liens, peut être consulté sur le site de *Courrier international* :

courrierinternational.com

LA SURPRISE DU PRIX NOBEL 2004

Elfriede Jelinek, la magistrale

On la connaît romancière, essayiste, femme de lettres engagée contre une société autrichienne conservatrice et hypocrite. Mais là ne réside pas le summum de son art : c'est au théâtre qu'il faut la découvrir.

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG (extraits)
Munich

Elle a commencé de façon tout à fait conventionnelle : la première pièce d'Elfriede Jelinek, *Ce qui arriva quand Nora quitta son mari*, créée en 1979 [éd. de l'Arche, 1993], était la suite du drame d'Ibsen *Maison de poupée* (1879). Dans cette farce misogynne et misanthrope, elle tentait de raconter ce qu'il était advenu de Nora une fois qu'elle eut quitté la maison de poupée. L'auteur, alors âgé de 33 ans, avait déjà trouvé son propre style, n'usant d'Ibsen que comme d'une matrice, incluant les citations d'autres auteurs parce qu'ils étaient caractéristiques du capitalisme et des délires de l'arrogance masculine. Pourtant, elle s'en tenait (encore) à la forme dramatique ; dans sa pièce, il y avait des rôles. Une méthode qu'elle continua d'appliquer dans les années qui suivirent, quand elle proposa de nombreuses créations, en particulier au théâtre de Bonn, qui lui était très favorable. Et elle resta fidèle à ses thèmes de prédilection : elle se battait pour les femmes, contre les hommes, et, aussi prompt à la polémique que Thomas Bernhard (1931-1989), elle dénonçait le borborygme brun de sa patrie – les politiciens de droite la dénigraient cruellement. A peine créées, ses premières pièces furent oubliées.

Ce n'est pas pour elles que le prix Nobel de littérature lui a été attribué. Pas non plus pour leurs provocations, leurs attaques violentes contre l'Autriche. Autre chose a dû peser de manière décisive dans la balance, du moins pour ce qui est l'œuvre dramatique de Jelinek. Et cette autre chose, c'est son refus de continuer à servir le théâtre. *Au pays. Des nuées* (1988), *Ein Sportstück* (1998), *Bambiland* (2003) sont des productions qui doivent être conquises par le théâtre parce qu'elles se refusent à lui. Dans *Bambiland*, l'auteur souhaitait même que la pièce s'efface et disparaisse derrière la représentation.

Le plus fort de ces textes est *Au pays. Des nuées*. L'Allemagne et l'Autriche – la Grande Allemagne – passées à la loupe incendiaire de Jelinek. Elle y disèque la langue, pour n'en dégager que les pensées déshabillées, nues. *Au pays. Des nuées* est un collage de textes en prose. Le "wir", le "nous" allemand, qui s'exprime dans ce monologue, est un nous aux multiples origines. On y trouve des citations des *Discours à la nation allemande* (1807) de Fichte, de la *Philosophie de l'histoire* de Hegel (œuvre posthume publiée d'après ses cours). On y croise également Hölderlin, Kleist et le mouvement Fraction armée rouge [d'Ulrike Meinhof et d'Andreas Baader]. Ce nouveau nous, celui de Jelinek, a les apparences d'un monologue. Mais c'est d'un dia-

► Illustration de Stina Wirsén paru dans Dagens Nyheter, Stockholm.

■ **Combative**
Le Nobel, c'est "la métamorphose", ironise l'hebdomadaire viennois Profil. "Inutile de la comparer à Karl Kraus (1874-1936), à Thomas Bernhard (1931-1989) ou à Johann Nestroy (1801-1862), Elfriede Jelinek incarne son propre style."



logue qu'il s'agit, un dialogue né des ruptures du niveau de langage et que les metteurs en scène intelligents doivent découvrir.

Les pièces à textes de Jelinek, où sont assemblés des fragments parfois taillés à la hache, sont construites comme des morceaux de musique. Ce sont des compositions sans musique, mais pleines de dissonances, d'harmonies, de thèmes et d'accords rayonnants. Outre le solo, on retrouve le duo et le chœur. Auditeurs et spectateurs sont contraints de s'intéresser aux textes morts dont elle se sert, puis de les penser dans le nouveau contexte. Les

fragments de textes sont ramenés à la vie, puis rendus au néant, parce qu'ils sont resitués dans un environnement inhabituel et soumis à de fortes tensions, et aussitôt ils retrouvent du mouvement. Ils sont ressuscités.

Ces productions de Jelinek pour le théâtre, absolument non dramatiques, ressemblent à des atomes où s'entrechoquent les particules, libérant des énergies linguistiques et restant dans un rapport d'échange perpétuel. Pour cette manipulative, le fonds où elle puise n'est nullement une matière étrangère – ce qui n'a rien de nouveau, on trouve déjà cela chez Flaubert. Mais la démarche de Jelinek obéit à un programme : rien n'est laissé au hasard dans ce travail qui relève de la science rhétorique et poétique. Le collage comme construction littéraire voulue, consciente et mise en forme. Les citations perdent leur existence en tant que telles. Leurs auteurs se voient contester leur propriété littéraire. C'est une pratique d'amalgame littéraire, la création d'une continuité à partir d'éléments dispersés dans le temps passé.

Elfriede Jelinek n'est jamais aussi magistrale que lorsque, au lieu d'inventer un personnage puis de le doter au fil de l'écriture de pensées, de sentiments, de jugements et d'attitudes de combattant, elle fait l'inverse : commencer par créer la langue d'un personnage. C'est alors qu'elle réussit à conférer à sa colère, à son dégoût et à sa critique une forme musicale qui ne tient plus du tout de la "dramaturgie qui tourne en rond" dont elle affirma un temps le caractère féminin, comme "semblable au sexe de la femme". Alors, ce n'est plus une personne, ou plusieurs, en quête d'auteur, mais la parole qui se cherche une enveloppe. Elfriede Jelinek, auteur dramatique, a rompu avec le théâtre, plus radicalement encore que Samuel Beckett dans ses derniers textes. Et c'est ainsi que, paradoxalement, Elfriede Jelinek offre au théâtre quelques-unes de ses plus belles productions. **C. Bernd Sucher**

SUR SCÈNE

"Elle a le sentiment d'avoir été comprise"

D'Elfriede Jelinek, le metteur en scène Nicolas Stemmann a monté avec succès *Das Werk* à Vienne en 2003 et prépare *Babel* pour le printemps prochain.



Avez-vous été surpris d'apprendre que le prix Nobel de littérature était décerné à Elfriede Jelinek ?

NICOLAS STEMANN Je ne m'y attendais absolument pas. Mais je suis ravi pour elle et enthousiasmé par cette décision, d'autant qu'Elfriede Jelinek n'est pas seulement un formidable écrivain, mais aussi un auteur très compliqué. Sa littérature a une grande qualité : elle réussit à prendre clairement position sans tomber dans les pièges de la simplification. Elfriede Jelinek offre trop de niveaux de lecture pour être rangée grossièrement dans une catégorie. Elle met en

question toutes les catégories, accuse, porte un regard froid et sarcastique sur le monde et sur elle-même. Avec moi, elle a eu le sentiment d'avoir été comprise.

N'est-elle pas difficile et d'une sensibilité exacerbée ?

Je ne connais aucun auteur contemporain qui écrive mieux qu'elle pour le théâtre d'aujourd'hui. Pour moi, elle atteint le summum, parce qu'elle permet au metteur en scène d'avoir une démarche autonome avec ses œuvres. Et ses pièces supportent une haute dose d'adaptation théâtrale.

Ses pièces sont-elles des matrices à partir desquelles les metteurs en scène peuvent s'adonner à toutes sortes de projections ?

C'est possible. Parce qu'Elfriede Jelinek manie les paradoxes, qu'elle les pousse à l'extrême, de sorte qu'il s'en dégage une grande énergie. Plus le metteur en scène fait preuve d'autonomie dans le maniement de

ses textes, plus il apporte d'éclaircissements et plus il les rend éblouissants.

Elfriede Jelinek est impitoyable. Est-elle l'équivalent féminin de Thomas Bernhard ?

Je ne voudrais pas être injuste, mais je pense que Thomas Bernhard n'a pas dépassé le stade du vieil homme désespéré qui ne cesse de maugréer, tandis qu'Elfriede Jelinek passe à la vitesse supérieure, elle va plus loin et modèle son désespoir dans la langue.

De quoi allez-vous parler maintenant avec la lauréate du prix Nobel de littérature ?

De sa nouvelle pièce, *Babel*, où il est question de la guerre en Irak et de l'industrie de la pornographie. La première aura lieu au printemps, sur la scène de l'Akademietheater [à Vienne]. Mise en scène par moi-même.

Propos recueillis par Susanne Kunckel
Welt am Sonntag (extraits), Berlin

Du rififi chez les archevêques

Protégée du regard des étrangers par des chaînes montagnaises, la bonne ville de L'Aquila a toujours aimé la rigueur et la discrétion. Aussi cette sale affaire d'archevêques escroqués et de faux virements a-t-elle fait l'effet d'une bombe. Mais le pape Célestin V pardonnera à tout le monde.

Fort de son prestige, la ville avait décidé d'instaurer un grand prix pour la paix. Pas une plaque ou un banal parchemin, non – ça, c'est à la portée de n'importe qui –, mais un prix grandiose pour la paix et la solidarité entre les peuples, au nom de Célestin V, dont la ville conserve jalousement les reliques. Les lauréats ? Pas des récipiendaires lambda, mais de grands témoins de notre temps. Sa Sainteté Jean-Paul II remporte le prix 2001 (100 millions de lires), Son Eminence le cardinal Vinko Puljic, archevêque de Sarajevo, le prix 2002 (100 000 euros) et Sergio Vieira de Mello, haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, le prix 2003 (idem).

L'institution donatrice, la Perdonanza Celestiana, est la plus aimée et la plus sainte de la ville. Le nom Perdonanza dérive de la "bulle du pardon" écrite à L'Aquila par le pape Célestin V en septembre 1294. La ville abrite une Porte sainte, comme à Saint-Pierre. Mais, contrairement à Rome, elle est ouverte chaque année par un cardinal désigné par le Saint-Siège et la bulle du pardon est exposée une journée durant, du 28 au 29 août, dans la merveilleuse basilique Santa Maria di Collemaggio. Il y a vingt ans, la ville a décidé de rendre hommage au pape du pardon par une semaine entière de prières et de fêtes. La Perdonanza s'est ainsi enrichie de bureaux, d'un conseil d'administration, d'un directeur général et d'une caisse de plus de 2 milliards de lires [1 million d'euros] dotée par la région, la province, la municipalité et le gouvernement.

En 2001, la ville décide de rendre l'événement encore plus solennel. Elle souhaite rendre un hommage personnel et direct à Jean-Paul II. L'argent est mis à disposition d'un sponsor privé, la Banca di Roma. Par souci de célérité, la banque fait verser les fonds directement dans les caisses de l'IOR (Istituto Opere Religiose, la banque du Vatican). L'année suivante, ce fut le tour de la pauvre Eglise de Bosnie. L'archevêque Puljic remercia de cette

preuve de charité exemplaire. Un jour passa, puis un mois, puis près d'un an. Le prix tardait à arriver à Sarajevo. L'archevêque s'adressa au Vatican. Le Vatican s'adressa au président de l'institution, Antonio Cicchetti, un haut serviteur de l'Eglise : directeur de la polyclinique Gemelli, administrateur de l'Université catholique. Cicchetti s'adressa au directeur de la Perdonanza. Le directeur, Michele Gentile, s'empressa de s'excuser de ce grave retard, en joignant une copie de virement bancaire. "Eminence, tout est rentré dans l'ordre. Mille excuses." Trois mille euros avaient été ajoutés à titre de dédommagement. Affaire réglée, donc.

Réglée ? Un journaliste de *Il Centro*, quotidien des Abruzzes, voulut s'en assurer auprès de l'archevêque. "Tout va bien, donc ?" Bien, mon œil, le virement n'avait jamais été effectué, le mandat de paiement, daté du 7 mai 2003, étant un faux éhonté. Le haut prélat choisit le silence, tandis que L'Aquila s'apprêtait à honorer un autre grand personnage : le représentant de l'ONU, Sergio Vieira de Mello. Le maire en personne, l'avocat Biagio Tempesta, se rendit à Bagdad avec l'expert-comptable de la ville pour remettre son prix au fonctionnaire et l'inviter à L'Aquila. Voyage, assurances, hôtel : l'expédition coûta 11 000 euros. Le tout soigneusement documenté par une magnifique série de photos ornant l'entrée de la mairie et immortalisant chaque pas de L'Aquila en Irak : le maire descendant de l'avion, le maire serrant la main de Vieira de Mello, le maire près d'un char. Biagio Tempesta, un MSI (postfasciste) allié à Forza Italia, défia les bombes. Deux jours après la rencontre, Vieira de Mello, lui, périsait dans un attentat.

L'Aquila fut bouleversée par la nouvelle. Les 100 000 euros (103 291, pour être précis) seraient versés à l'ONU malgré tout. Une émission en direct sur la chaîne de télé publique Rai, que la Perdonanza paye 90 000 euros en deux tranches de 45 000, permit de célébrer l'édition 2003. On pleura la mort du haut représentant des Nations unies, on confirma l'engagement pour la paix. Certes, le prix de l'année précédente n'avait pas encore été versé qu'on décidait déjà d'émettre le nouveau chèque. Mais le maire n'en savait rien. L'affaire n'était pas de sa compétence. Il n'en savait rien, personne n'en savait rien. Pas même le conseil d'administration de l'institut. "Les promesses non tenues sont le lot de notre histoire quotidienne, mais elles sont transcendées par le message spirituel de la Perdonanza, qui va au-delà de tout cela", a déclaré, fort affligé, l'évêque de la ville, M^{gr} Giuseppe Molinari, qui siège au conseil d'administration. L'adjoint à la culture, dont dépend la semaine de festivités somptueuses, a décidé d'ouvrir une enquête. Le président de l'institution, bouleversé et éprouvé, a demandé des comptes au directeur général. Le maire demandera des comptes au président. La Cour des comptes, entre-temps, a déjà accouché d'un premier rapport : ce sont quelque 400 000 euros qui se sont volatilisés. Depuis le 2 octobre, le conseil municipal de L'Aquila n'existe plus. En ville, l'air est plus vif que d'ordinaire. Au tribunal, l'atmosphère est électrique.

Antonello Caporale,
La Repubblica, Rome

Ça va faire mal !

Votre mari vous bat ? C'est votre voisin qui trinque. Le Parlement suédois planche sur une proposition de loi visant à faire payer collectivement tous les hommes pour le coût social occasionné par les violences domestiques. L'initiative émane de l'ex-leader de la gauche, Gudrun Schyman (ex-communiste). Elle fait écho à un rapport d'Amnesty International montrant que les violences conjugales ont augmenté de 40 % dans les années 1990. Chaque jour, 62 femmes sont battues et 6 violées, et l'on dénombre entre 20 et 40 décès chaque année. L'initiative, toutefois, ne fait pas l'unanimité. "Faut-il sanctionner tous les hommes, alors que seuls 1 % d'entre eux battent leur femme ? Et croit-on vraiment qu'ils vont s'arrêter de frapper parce qu'il y a une nouvelle ligne sur leur feuille d'impôt ?" fulmine un lecteur dans le courrier du *Svenska Dagbladet* (Stockholm).

Dix de der

La police d'Amsterdam possède un nouvel atout dans sa lutte contre la délinquance : un jeu de cartes à l'effigie des multirécidivistes qui sévissent dans le centre-ville. Sur chacune des 52 cartes figure un portrait de dealer, braqueur ou voleur. La méthode porte ses fruits : dix-huit figures sont tombées le mois dernier. De nouvelles têtes autocollantes les ont remplacées. Les policiers doivent-ils taper le carton pendant leurs heures de travail ? Le *NRC Handelsblad* ne le dit pas.

Dysfonctionnement

Acheter du Viagra sur Internet, ça ne vaut pas tripette. Plus de 50 % des pilules bleues vendues sur la Toile sont des contrefaçons, à en croire une étude menée en Grande-Bretagne par le Dr Nic Wilson, de l'université de Londres. Les pilules bidons contiennent des excipients différents de ceux du Viagra authentique ou bien une dose plus faible de principe actif. Elles peuvent se révéler toxiques, et rien ne garantit l'effet placebo. (*The Independent, Londres*)



▲ "I'm sorry, Marcie, but my last relationship just ended 61 years ago, so I'm not quite ready to rush into something new." "Je suis désolé, Marcie, mais il y a à peine 61 ans que je suis sorti de ma dernière relation, alors je ne suis pas vraiment prêt à me lancer dans une nouvelle histoire." Dessin de Buddy Hickerson, Etats-Unis.

Tu n'appelles jamais !

Plus les parents sont riches, plus les enfants sont ingrats. C'est ce que vient de prouver un économiste britannique, John Ermish, à partir des données du British Household Panel Survey, une étude socio-économique des ménages britanniques menée chaque année par l'Institut de recherche sociale et économique. Les parents nantis sont un peu plus susceptibles de consacrer temps et argent à l'éducation de leur progéniture que les parents pauvres, mais cela ne rend pas leurs rejetons plus attentionnés : le seul fait qu'un enfant ait un diplôme universitaire réduit de 20 % la probabilité qu'il appelle régulièrement sa mère, et de 50 % la probabilité qu'il lui rende visite, écrit *The Economist*. On pourrait s'attendre à l'inverse. La plupart des gens riches descendent de familles riches : il y a donc gros à perdre si l'on snobe

papa-maman. Mais plus les parents sont aisés, plus il en coûte de rendre service. Comme la fortune tend à augmenter la distance entre parents et enfants, cela ne vaut pas le coup d'aider sa mère à faire les courses. Et comme les contacts téléphoniques vont de pair avec les contacts personnels, les enfants sont moins susceptibles de passer un coup de fil. Loin des yeux, loin du cœur. En outre, conformément à la théorie du legs théorique, les enfants ne feront que le strict minimum pour s'assurer une part raisonnable de l'héritage. Or ce point est atteint plus vite lorsqu'on n'a qu'un rival, voire aucun. Les familles les plus riches sont en général plus petites que les autres, elles ne peuvent donc créer une concurrence maximale. Deux solutions, donc : soit faire plus d'enfants, soit manifester un soudain intérêt pour la SPA du coin. Et surtout, ne rien donner avant d'avoir passé l'arme à gauche.

« JOURNAUX DU MONDE »
avec **Courrier International**

Jean-Pierre LABORDE

Jeu à 14h57 - 16h27

19h57 - 21h57 - 0h57

105.5

3230
France info

france-info.com

